

« Esprit de Genève » es-tu là ?

En bonne logique, la reprise des négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires et spatiaux, jeudi 16 janvier, devrait être illuminée de cet « esprit de Genève » dont les optimistes font état dans les deux camps depuis la rencontre Reagan-Gorbatchev de novembre. D'autres expériences du même type, depuis le premier sommet Est-Ouest à Genève il y a plus de trente ans — on parlait déjà à l'époque d'esprit de Genève — incitent tout de même à une certaine prudence.

Depuis novembre, le sentier est véritablement nouveau à verser au dossier a été une controverse entre Washington et Moscou à propos des essais nucléaires. M. Gorbatchev a appelé son partenaire à reprendre les négociations sur ce sujet, et M. Reagan s'y est refusé tant que n'auraient pas été remplies différentes conditions. Mais on a senti que commence à se dissiper le « rôle essentiel » joué là aussi par la dissuasion nucléaire.

Sans doute le numéro un soviétique n'a-t-il toujours pas annulé le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires qu'il avait annoncé en août jusqu'à la fin 1985. Les États-Unis ont pourtant procédé à une expérience le 28 décembre. Mais cette situation ne saurait se prolonger longtemps.

La date du 31 décembre a vu passer une autre échéance encore moins remarquable : c'est ce jour-là qu'aurait dû venir à expiration le traité SALT-2, signé en 1979 par le président Carter et Léonid Brejnev... s'il avait été ratifié par les États-Unis, ce qui ne s'est pas produit. Il ne reste donc plus rien aujourd'hui de ce document mort-né, sinon que, faute de mieux, les deux puissances se disent toujours résolues à l'observer. Là encore, pourtant, cette situation ne saurait se prolonger indéfiniment. Par des rapports périodiques (trois en un an), M. Weinberger, le chef du Pentagone, ne cesse d'accuser les Soviétiques de violer ces accords et de pousser le gouvernement américain à les dénoncer à son tour.

La dernière barrière — juridiquement incontestable, celle-là — opposée à la course aux armements, le traité ABM (Anti Ballistic Missile) limitant le déploiement des fusées antimissiles, menace elle aussi de céder. L'initiative de défense stratégique du président Reagan y conduit à terme, et le désaccord des deux superpuissances sur le problème de la défense spatiale reste aussi entier qu'en novembre. Une évolution est toutefois possible du côté américain, dans la mesure où la pression conjuguée de M. Gorbatchev, des savants hostiles à l'ABM et des membres du Congrès inquiets du déficit budgétaire pourrait, à la longue, mener la Maison Blanche à composer.

Pour le reste, l'acquis du sommet de Genève n'est pas mis en cause. Les deux partenaires se disent toujours prêts à négocier une réduction de 50 % de leurs armements offensifs, et un compromis sur les armements intermédiaires en Europe, laissant subsister un certain nombre de missiles américains, ne paraît pas hors de portée. Tout cela devrait être concrétisé d'une manière ou d'une autre au cours de l'année qui commence, sous peine de perdre l'esprit de Genève. D'autant plus que les Soviétiques ont déjà fait savoir à M. Reagan qu'ils souhaitent reporter de juin à septembre la visite que doit faire M. Gorbatchev à Washington.

APRÈS LE « NON » DE M. GEMAYEL A DAMAS Les combats entre chrétiens s'amplifient à Beyrouth

De violents combats opposaient, mercredi matin 15 janvier à Beyrouth-Est, les chrétiens partisans et adversaires de l'accord entre les milices libanaises conclu le 28 décembre sous le parrainage de Damas. Le président Gemayel vient d'opposer à ce texte des contre-propositions équivalant à un refus.

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président libanais, M. Aminé Gemayel, a refusé, au cours de sa rencontre avec le président Assad, d'avaliser et de mettre en œuvre l'accord inter-milices de Damas du 28 décembre dernier. L'échec de ce troisième tête-à-tête semble donc consacré en dépit des « résultats positifs » évoqués par les milieux proches du président libanais. Cet échec s'est d'ailleurs aussitôt traduit par une reprise des affrontements entre chrétiens à Beyrouth-Est.

Mercredi matin, le canon tonait à nouveau dans le secteur chrétien de la capitale. Alors que les combats de lundi s'étaient déroulés aux entrées de la ville, cette fois la bataille a eu lieu dans la zone de la gare, théâtre du siège du « conseil militaire » des Forces libanaises dont le chef, M. Elie Hobeika, a fait son poste de commandement. Les zones d'affrontement de lundi, notamment Dora et l'autoroute du Nord sur ses quinze premiers kilomètres

jusqu'à Nahr-El-Kalb, se sont à nouveau embrasées.

Selon la version des Forces libanaises, le PC de M. Hobeika a été pris d'assaut par des « forces traitresses », entendez par là les hommes du président Gemayel. Lundi, c'était plutôt le contraire qui s'était produit, la bataille avait été lancée par M. Hobeika pour démontrer qu'il n'y avait pas de « sanctuaire du président » dans son fief du Metn. Des informations invérifiables sont état d'une légère progression des « hommes du président » qui auraient réussi à reprendre le contrôle du journal du parti phalangiste *Al Amal*, sur lequel M. Hobeika avait mis la main, il y a plusieurs mois.

Le « second homme fort » de la milice chrétienne en principe « unifiée » mais en l'occurrence désunie, M. Samir Geagea, dit « le docteur », se tiendrait toujours à l'écart, étant à la fois profondément hostile à l'accord de Damas signé par son chef, M. Hobeika, et à la personne du président Gemayel.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 3.)

DRAME DANS LE PARIS-DAKAR Thierry Sabine et Balavoine se tuent en hélicoptère

Thierry Sabine, trente-huit ans, l'organisateur du rallye Paris-Alger-Dakar, le chanteur Daniel Balavoine, trente-quatre ans, le pilote et le mécanicien, ainsi que Nathaly Odent, journaliste au *Journal du Dimanche*, ont trouvé la mort, le mardi 14 janvier, dans la soirée, dans un accident d'hélicoptère, près de Tombouctou, au Mali.

« Le Paris-Dakar n'est pas une

entreprise de destruction », disait récemment Thierry Sabine à qui l'on reprochait le nombre de morts que le rallye avait provoqués depuis sa première édition en 1979. L'entrepreneur organisateur qui, chaque année, avait pour augmenter l'intensité du spectacle, multiplié les difficultés sur la piste a été victime d'un stupide accident en survolant les concurrents.

C'est à l'étape de Gourma-Rharous, à l'issue de la deuxième « spéciale », mardi 14 janvier vers 20 heures, qu'un concurrent, le numéro 347, Charles Belvéze, a alerté les organisateurs : un hélicoptère, tous feux éteints, l'avait survolé et, pris dans un vent de sable, s'était écrasé. Aussitôt, une équipe de secours a remonté la piste jusqu'à un kilomètre 11, où se trouvaient les débris de l'appareil et les corps des cinq occupants : le pilote François-Xavier Bagnaud, le mécanicien Le Fur, la journaliste Nathaly Odent (qui, pour la première fois, suivait le Paris-Dakar pour le *Journal du Diman-*

che), le chanteur Daniel Balavoine et l'organisateur du rallye, Thierry Sabine.

L'hélicoptère, qui naviguait à vue et à très basse altitude, s'était écrasé sur une dune de 30 mètres de haut, point culminant dans cette partie du désert. Daniel Balavoine, qui avait participé à plusieurs Paris-Dakar, se trouvait en Afrique cette année pour organiser la campagne humanitaire (Paris-Dakar : pari du cœur) imaginée par Thierry Sabine en marge du rallye.

Dans cette campagne, le chanteur avait trouvé une occasion de mettre ses convictions en actes. La conservation règne actuellement parmi les concurrents du Paris-Dakar, et la question qui se pose est de savoir si ce rallye, auquel la personnalité de Thierry Sabine devait tant, survivra à sa mort. Pour l'instant, la course continue, comme on dit, et cette année encore, la parade sur la grande place de Dakar devrait avoir lieu.

M. Giscard d'Estaing
et la cohabitation
La nature du régime
devient l'enjeu du débat.
PAGE 8

Rencontre
Kohl-Mitterrand
à Baden-Baden
La coopération militaire au
menu.
PAGE 5

Un référendum
pour une police
parisienne
En organisant une consulta-
tion populaire, M. Domi-
nati (UDF) a mis dans
l'embarras M. Chirac.
PAGE 11

« Imagina »
à Monte-Carlo
Le cinquième forum inter-
national des nouvelles
images se tiendra du 4 au
7 février.
PAGES 15 à 18

Le Monde
SPECTACLES
— Le dramaturge soviétique
Edvard Radzinski à Paris.
— Un livre et trois expositions
de photographes américains.
— Hollywood met le culturisme
et l'optimisme au service de
l'antisovietisme.
Pages 19 à 21

Débats : Libéralisme (2)
• Etranger (3 à 6) • Politique
(8 et 10) • Société (11 et 12)
• Communication (26) • Eco-
nomie (28 à 31)
Programmes des spectacles (22
à 25) • Radio-télévision (25)
• Informations services :
Météorologie, Mots croisés (27)
• Carnet (27) • Annonces
classées (26)

LES COMBATS ENTRE LOYALISTES ET REBELLES AU YÉMEN DU SUD Quand la révolution dévore ses enfants

La situation restait incertaine ce mercredi matin 15 janvier à Aden, où de violents combats opposent depuis lundi des éléments rebelles aux forces restées loyales au président sud-yéménite, M. Ali Nasser Mohamed. A Aden, comme à Washington, les réactions sont très prudentes.

La fameuse formule de la « révolution qui dévore ses enfants » n'a jamais été aussi bien illustrée qu'au Yémen du Sud, en proie, depuis son indépendance en novembre 1967, à une sourde lutte pour le pouvoir entre deux camps : les réformateurs et les conservateurs. Les dirigeants de l'aile gauche du FNL, groupés au sein d'un

conseil présidentiel de trois membres, furent alors de « préserver leur unité comme la prunelle de leurs yeux » face « aux intrigues de l'impérialisme et de la réaction ».

M. Qahhan el Chabi, l'un des membres fondateurs du FNL, devenu le premier président de la République, fut la première victime de la lutte pour le pouvoir. Représentant l'aile « droite » du FNL, qui, avec l'appui de l'armée, prônait un programme inspiré par l'expérience soviétique, il fut renversé le 22 juin 1969 lors d'un « mouvement correctif » dirigé par l'aile « gauche » du Front, dont le nationalisme était, déjà, vaguement teinté de marxisme.

Les dirigeants de l'aile gauche du FNL, groupés au sein d'un

conseil présidentiel de trois membres, furent alors de « préserver leur unité comme la prunelle de leurs yeux » face « aux intrigues de l'impérialisme et de la réaction ».

Deux tendances politiques prennent alors corps au sein du pouvoir à Aden. La première, axée de modérée est conduite par Salmine. Ce dernier n'a jamais adhéré profondément aux prin-

"BOUQUINS" propose
toute l'Histoire en quatre ATLAS

- Atlas de l'Histoire ancienne (5000 av. J.-C. - 326 apr. J.-C.)
- Atlas de l'Histoire du Moyen-Age (362 - 1478)
- Atlas de l'Histoire moderne (1483 - 1915)
- Atlas de l'Histoire des XIX^e et XX^e siècles (L'Europe depuis 1815)

Chaque volume : 96 pages - 45 F environ 40 cartes.

ROBERT LAFFONT

LA RÉFORME DES LYCÉES Les dangers de l'excellence

« Un des vices les plus criants du système d'enseignement actuel réside dans le fait qu'il tend de plus en plus à ne connaître qu'une seule forme d'excellence intellectuelle, celle que représente la section C (ou S) des lycées et son prolongement dans les grandes écoles scientifiques », écrivait le Collège de France dans son rapport au président de la République sur « L'enseignement de l'avenir ».

C'est ce constat qui a inspiré M. Chevènement dans sa réforme des lycées, lorsqu'il a décidé que l'enseignement secondaire comporterait désormais plusieurs « formes d'excellence » : littéraires, économiques, biologiques, technologiques... Intention fort louable, qui a rencontré un bon écho dans l'opinion. Enfin on allait libérer les élèves et leurs familles de la tyrannie des mathématiques !

Mais les solutions adoptées permettront-elles d'atteindre cet objectif ? Rien n'est moins sûr. A vouloir trop raffiner dans la réaction anti-mathématiques et la recherche des « pôles d'excellence », on en est arrivé à accen-

tuer la coupure entre littéraires et scientifiques (alors que le caractère artificiel de cette distinction est de plus en plus dénoncé) et à multiplier des filières exagérément spécialisées qui contraindraient les élèves à des choix précoces.

Il est peu probable que le léger allègement du poids des mathématiques dans la série la plus scientifique suffise à atteindre l'un des objectifs que se fixe la réforme : l'augmentation sensible du nombre des bacheliers scientifiques. Le projet gouvernemental ne paraît pas non plus avoir vraiment résolu le problème auquel il était confronté : constituer des filières suffisamment diversifiées pour tenir compte de la variété des goûts et des intérêts des élèves, mais suffisamment équilibrées pour ne pas les enfermer dans des choix irréversibles. Exercice assurément difficile, qui doit tenir compte de deux nécessités : assurer un enseignement de masse accueillant des jeunes dont les capacités et les motivations sont forcément inégales et ne pas multiplier les disciplines au nom d'un

perfectionnisme menant tout droit à l'encyclopédisme.

Enfin, les auteurs de la réforme n'ont pas su éviter que le souci légitime de rapprocher l'enseignement secondaire des réalités universitaires ou professionnelles n'aboutisse, notamment en économie, à l'ajuster de trop près aux filières de l'enseignement supérieur. Si le lycée doit déboucher naturellement sur l'université, son rôle est de donner une formation de base, une culture générale et des méthodes de travail et de raisonnement et non des connaissances particulières dans des domaines qui seront étudiés ultérieurement.

Mener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat est un objectif ambitieux. Il mérite une réflexion collective approfondie. Pourquoi cette question qui engage fortement l'avenir de la nation ne ferait-elle pas partie des grands débats qui vont passionner le pays en cette période électorale ?

F. G.
(Lire notre article page 14.)

pleur
à la poursuite de petits tracas...
ISÉCHOUÉ AUX HÉBRIDES
les naufrageurs
tation et un contrat d'assurance...
Intempéries
AVANCHES MEURTRES
DANS LES ALPES
(De notre correspondant)
Grenoble. — Depuis les premiers...
Le numéro du « Monde »
du 14 janvier 1986
a été tiré à 506 771 exemplaires

IL SE PASSE QUELQUE CHOSE DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE.

LIBÉRALISME

débats

Le mot « libéral » est l'un des plus ambigus qui soient. Sans même parler de son acception américaine, on ne s'entend pas en France sur son contenu. Guy Sorman voudrait le débarrasser de ses scories les plus connues, et pour Christian Fremaux, le libéralisme, c'est d'abord la sécurité de ce que l'on peut faire ou non.

Le malentendu

Tradition nationale, le libéralisme ne doit pas servir de défi idéologique

par GUY SORMAN (*)

Un libéral est un réagano-thatchérien maniaque, un anti-étatiste primaire et un partisan exalté de la loi de la jungle économique : voici la caricature la plus constante du libéralisme que cherchent à nous imposer aussi bien la gauche planificatrice que la droite conservatrice.

Je rappellerai donc que le libéralisme, loin d'être du réagisme importé, appartient à notre tradition nationale. Un fil rouge court à travers l'histoire de France, reliant Montesquieu à Benjamin Constant, Tocqueville à Ruffin et Aron. Plus encore, le libéralisme, incarné dans l'esprit d'entreprise individuel, permet d'interpréter les grandes mutations économiques de la France depuis deux siècles, beaucoup mieux que le colbertisme. Les « entrepreneurs », pour reprendre le terme même de Jean-Baptiste Say, ont inventé la France moderne, ce n'est pas l'œuvre du commissariat du Plan ni du ministre de l'Industrie.

Les libéraux ne sont pas pour autant anti-étatistes. L'anti-étatisme aujourd'hui procède de la confusion de l'Etat, omniprésent là où il n'est pas nécessaire, évanoui quand il devient indispensable. Le libéralisme ne consiste donc pas à crier : « A bas

l'Etat ! A bas les fonctionnaires ! » mais à retracer une frontière idéologique et stable entre ce qui revient à la puissance publique et les responsabilités de la société civile. Telle est la tradition libérale de l'Etat de droit.

Nous ne sommes pas non plus favorables à la politique du renard dans le poulailler. L'analyse libérale ne tend pas à transformer les Français en héros économiques mais simplement à permettre à l'infime minorité d'entre eux qui aspirent à entreprendre d'assurer par leurs performances la prospérité de l'ensemble.

Un paravent social

De même la Sécurité sociale n'est pas menacée par les libéraux mais par sa propre débauche financière et nous ne suggérons donc que de la gérer autrement afin de maintenir le niveau actuel de la protection collective.

Mais le malentendu sur le libéralisme n'est pas seulement le fait de ses adversaires, il résulte aussi bien de l'attitude de ceux qui s'en réclament.

Trop souvent, il sert de paravent social ou d'alibi idéologique à des revendications et des attitudes qui ne doivent rien à la réflexion libérale mais relèvent seulement du goût du pouvoir le plus traditionnel.

Ainsi l'économie libérale ne peut-elle se confondre avec la flexibilité du marché du travail ou le retour à l'autorité patronale, elle suppose plus encore de la part des dirigeants d'accepter un ordre modeste sans inflation, une concurrence débridée et une gestion participative.

De même, pour les hommes politiques, se réclamer du libéralisme exigeait une cohérence que l'instant ne peut répondre dans les partis. Nous serions ainsi en droit d'attendre que les élus locaux, surtout lorsqu'ils exercent par ailleurs des prérogatives nationales, commentent par maîtriser les dépenses publiques, cessent de concurrencer les entreprises privées et respectent

l'opposition locale dans leur commune et leur département.

Enfin il appartient aux « publicistes » du nouveau libéralisme de se garder des positions excessives s'il est vrai qu'un libéral c'est d'abord faire preuve d'humilité intellectuelle et d'ouverture. Être libéral c'est admettre qu'il n'y a rien qui s'appelle le « vrai » libéralisme, que nul n'est détenteur d'une solution libérale instantanée. Le libéralisme n'est pas une révélation, il n'a ni Marx, ni Bible, ni Dieu, ni chef : il est avant tout une recherche et un comportement. L'ambition libérale ne peut donc pas être de cautionner une prise de pouvoir. Elle reste, comme elle fut toujours, une réflexion critique sur le pouvoir lui-même.

Il est, au total, tout à fait normal que les partis s'éloignent de l'analyse libérale à mesure qu'ils se rapprochent des élections. Leur ambition n'est pas de changer le pouvoir, elle est de le retrouver ou de le conserver. De même les libéraux remplissent bien leur mission intellectuelle quand ils annoncent que l'Etat repris par l'opposition restera l'Etat, c'est-à-dire, dans sa version actuelle, ingérable et insupportable pour une grande partie de la société française.

Le règne du droit

Le pouvoir de la justice doit remplacer celui que s'est arrogé l'administration

Par CHRISTIAN FREMAUX (*)

L'ENJEU des futures élections législatives sera, notamment, de choisir entre une doctrine qui existe depuis des dizaines d'années, qui est codifiée, et dont on a pu mesurer depuis 1981 les effets pratiques, et le libéralisme.

On peut se demander ce qu'est le libéralisme, car, pour l'instant, on entend tout et le contraire de tout. Ses détracteurs prétendent qu'il s'agit d'un retour au capitalisme sauvage, à la loi du plus fort, à l'écrasement des faibles par les nantis, à la réaction des deux cents familles qui gouvernent le pays ou à la toute-puissance des « gens du château ». Inutile de souligner que ces définitions, à contrario excessives et donc insignifiantes, n'éclaircissent pas le débat.

Ce n'est jamais à l'honneur des responsables de schématiser les problèmes, d'appeler à l'instinct de conservation des électeurs plutôt qu'à leur intelligence.

Pour ma part, je résumerai — simplement — un aspect du libé-

ralisme par la formule suivante : le règne du droit. Actuellement, en effet, l'Etat et l'administration sont les sources de la « légalité » dans la mesure où ils sont envahissants et se mêlent de tout. Il est connu, par exemple, que le ministère des finances est le siège du pouvoir ; que l'administration estime, à la place de l'employeur, si telle demande de licenciement est justifiée ; que ce qui n'est pas expressément interdit n'est pas forcément pour cela autorisé. Les fonctionnaires, en pratique, s'érigent par avance en juges ; le citoyen est soumis aux circulaires diverses qu'il ne connaît qu'en cas de difficultés.

Il s'agit en fait, sous des apparences réglementaires, de non-droit, dans la mesure où il est impossible, pour un problème donné, d'avoir par avance une réponse précise.

Certes, la bonne foi des uns et des autres n'est pas en cause.

Mais le système et l'habitude ont fini par dévoyer les esprits, et le citoyen se sent toujours un peu coupable de quelque chose. Il est convenu qu'il doit être canalisé, dirigé, pour son bien naturel, car « l'intérêt public » ne peut pas se tromper. G. Orwell avait déjà signalé cette évolution !

Partout où cela est possible, la loi doit être claire. Quand l'administration décide d'une mesure qui déroge à la loi, c'est cette dernière qui doit trouver application. Certes, cela paraît évident, mais il est tout aussi certain que, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas.

Dans un système libéral, les tribunaux de l'ordre judiciaire, gardiens des libertés, doivent jouer un rôle essentiel : ils doivent être les phares de la liberté, et non pas se contenter d'appliquer une loi qui peut être défectueuse, ou une doctrine de l'administration qui est

peut-être constante, mais dépassée.

Certes, les magistrats ont déjà montré la voie. Mais ils sont soumis à un carcan législatif qui les gêne et qui ne leur permet pas d'évoluer avec rapidité. Dans un système libéral, la justice forte et totalement indépendante doit être un véritable pouvoir qui remplacera celui que s'est arrogé l'administration.

Pour ma part, je préfère une justice qui applique le droit, et rien que le droit, à de multiples entités anonymes et irresponsables qui se retranchent derrière un prétendu ordre ou intérêt publics. Dans le silence de la loi, la présomption d'innocence doit jouer à plein.

Le libéralisme, c'est donc, notamment, la sécurité. Celle de savoir ce que l'on peut faire ou non. Est-ce un progrès ? Ce sera le centre du débat en 1986. Mais cette définition sous-tend un autre principe. Les citoyens deviennent vraiment responsables ; ils agissent en pleine conscience et peuvent prendre des initiatives.

(*) Avocat.

COURRIER DES LECTEURS

Que veulent les immigrés maghrébins

(...) On pourrait peut-être demander aux immigrés du Maghreb ce qu'ils veulent vraiment. Je dinai hier dans une famille marocaine de Saint-Denis. Pour elle, comme, je crois, pour la majorité des immigrés musulmans, ils ne veulent pas de la nationalité française, car ils ne se sentent suffisamment d'atomes crochus ni avec nous ni avec notre pays. Ce qu'ils veulent, c'est vivre chez nous à leur façon, ne pas s'assimiler et, donc, peu à peu, créer de facto une ethnie organisée, centrée sur l'Islam et capable un jour peut-être de s'autonomiser avec ses droits et lois propres — la loi islamique, bien sûr.

En attendant, ils vivent pour beaucoup d'entre eux dans des conditions de logement difficiles afin d'envoyer au pays le maximum de leurs revenus. Les devises en provenance des émigrés en France représentent pour le Maroc plus que celles rapportées par les exportations de phosphates.

M. ENTRAIGUE, (Paris).

Quel objectif pour l'« université libre » ?

A propos de l'article de Michel Crozier (le Monde du 1^{er} janvier), quel objectif doit se donner l'université libre ? Le profit (gérer l'université comme une entreprise rentable) ? ; le caractère propre (cela

existe déjà avec les universités catholiques ; on peut se proposer de fonder une université israélite ou non-libérale, ou nationaliste) ? ; ou la reproduction des classes dirigeantes (appel au mécénat, frais de scolarité élevés assortis de bourses, sélection, esprit de corps) ?

Il est possible qu'il y ait de tout cela dans l'esprit des bons apôtres de l'université libre : d'où l'imprécision des propos.

Mais je suspecte quelques-uns d'entre eux de rêver que le « prince » leur remette en splanage une université « clés en main » pour y faire ce qu'ils souhaitent.

NORBERT GRELET (ancien président de l'université d'Orléans).

« Cela vous sera compté »

(...) A la fin d'un examen médical du très jeune fils d'un étudiant iranien, je demandai au père qui devait retourner pour quelques semaines à Téhéran s'il ne craignait pas d'être mobilisé une fois sur place contre l'Irak : « Pensez-vous, me répondit-il, pour une recrue demandée, il y a cent volontaires. »

La conversation se poursuivait, il se confia davantage, rassuré qu'il était, semble-t-il, par ma qualité de médecin : « Tous ces malheureux qui s'entraînent (visiblement il voulait dire tous ces fanatiques moyenâgeux) le font avec efficacité et en grand nombre grâce aux armes que vous leur fournissez, et un jour cela vous sera compté. »

Le compte n'a-t-il pas déjà commencé si l'on songe aux attentats qui se succèdent ?

D. RENÉ GOLFAND (Vincennes).

Les Albanais en Yougoslavie

Le Monde du 10 décembre signale quatre-vingts nouvelles arrestations d'Albanais en Yougoslavie. Cette nouvelle est plus inquiétante encore qu'il n'y paraît (...). Le bulletin la Résistance albanaise (18 bis, rue Brunel, 75017 Paris) donne régulièrement des listes de prisonniers dans le « Kosovo asservi ». J'en extrais : « 11 octobre 1984, condamnation de Nuhi Bushjaku, ouvrier, à quinze ans de prison ferme ; de Shaqir Ruhani, ouvrier, également à quinze ans de prison ferme. Nuhi Bushjaku et Shaqir Ruhani, sous les tortures atroces de l'UDB — la police politique, — sont devenus fous. » Plus loin : « On inflige les mêmes tortures aux femmes et aux enfants (...). »

GUY HÉRAUD, professeur à l'université.

Drôle de titre

Je relève dans le Monde du 4 janvier 1986 un titre qui une fois de plus me laisse perplexe : « Un ancien parachutiste arrêté » (...).

Pourquoi ne pas titrer « un ancien artilleur », « un ancien marin », ou alors « un ancien enfant de chœur » ? Par exemple : « Un ancien élève de l'école libre élu président de la République ».

A. NAVARRO (ancien parachutiste, Paris).

La renaissance de la Matheysine

Dans le Monde en date du 2 janvier, j'ai pris connaissance d'un article consacré à « une expérience de développement local à La Mure » ; je souhaite y apporter quelques précisions destinées à éclaircir le contexte local qui a servi de cadre à l'opération décrite.

1) Cette opération est due à l'initiative d'un collectif d'animateurs locaux coordonnés par le Comité d'expansion de la Matheysine.

2) Il paraît, ensuite, prématuré de parler d'« une expérience de développement local », puisque les résultats en sont, à ce jour, fort modestes. Le principal mérite de cette action ponctuelle est d'avoir eu lieu, ce qui devrait pouvoir permettre d'encourager à court terme une prise de conscience et une dynamique autour de la nécessité de la création d'entreprises ou d'activités en Matheysine, avec des moyens sensiblement accrus.

3) Peu de gens se reconnaissent, enfin, dans la description d'une Matheysine « totalement ankylosée » (malgré la création de huit cents emplois industriels en dix ans ?), « à jamais défigurée » et marquée par « la vermine de la mine ». Derrière cette dernière expression se profile l'image d'une région qui aurait été « infectée » par le charbon : la destruction de cette « vermine » serait donc la seule thérapeutique efficace, ce qui est proprement inacceptable.

GILBERT ROVETTO, président du Comité d'expansion de la Matheysine (La Mure).



étranger

PROCHE-ORIENT

LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU YÉMEN DU SUD

Duels d'artillerie, bombardements aériens et blindés contre vedettes

Aden était toujours coupée du monde extérieur ce mercredi 15 janvier en fin de matinée. On ignorait l'issue de la véritable guerre que se livrent depuis quarante-huit heures dans la capitale sud-yéménite les deux camps en présence : les rebelles qui ont fomenté, lundi, une tentative de coup d'Etat et les forces loyales au président Ali Nasser Mohamed. En fin de soirée, mardi, l'agence Kowtine KUNA croyait pouvoir indiquer que la situation redevenait progressive normale à Aden, où ne subsisteraient plus que « quelques poches de rébellion ».

Les affrontements ont été, mardi, particulièrement violents, et les adversaires ont fait donner l'artillerie, l'artillerie lourde et les blindés. Selon des sources diplomatiques à Djibouti, il y a même eu des canonnades entre des vedettes croisant dans la baie d'Aden et des chars en position sur le rivage.

Suivant des sources diplomatiques occidentales à Londres, des avions non identifiés ont bombardé à plusieurs reprises l'aéroport, qui reste fermé au trafic, et un appareil a attaqué le palais présidentiel. Nul n'est en mesure de confirmer les informations selon lesquelles le président Ali Nasser Mohamed aurait été blessé par le colonel Ali Mohamed Antar ou au cours des combats.

Deux quartiers de la capitale ont été particulièrement touchés : Khaymakar, où se trouvent l'aéroport, plusieurs ambassades et ministères, et Tawahi, à proximité du siège de présidence. Plusieurs ambassades ont été touchées par les tirs - celles d'Italie, de Grande-Bretagne, du Portugal, - de même qu'un grand hôtel - l'Hotel Aden - et l'immeuble de la sécurité d'Etat. Alors qu'il est impossible d'établir un bilan des victimes, aucune information ne fait état de victimes parmi les ressortissants étrangers à Aden, à l'exception d'un diplomate algérien, tué par un obus à son domicile.

Le radio et la télévision ont cessé d'émettre dès lundi soir, après avoir annoncé l'exécution des quatre auteurs de la tentative de coup d'Etat : l'ancien président Abdel Fatah Ismail, le colonel Ali Mohamed Antar (récompensé encore vice-président du Conseil du peuple - la

Liban

Les combats entre chrétiens s'amplifient à Beyrouth

(Suite de la première page.)
Au cours des délibérations du comité exécutif des Forces libanaises consécutives à l'échec du sommet de Damas, il s'est montré « écorché » par les rivalités du camp chrétien et les luttes sanglantes entre frères d'armes. Toutefois, l'apparition dans les rues en milieu de matinée des blindés des Forces libanaises dont dispose, en principe, M. Geagea, a cependant donné l'impression que celui-ci pouvait être entré dans la bataille sans qu'il soit possible de dire de quel côté. Les combats prennent de l'ampleur mais se déroulent aux abords des positions des milices sans les « débordements » propres à Beyrouth-Ouest.

« Il n'y aura ni douzième, ni treizième, ni quatorzième somme » : par cette formule lapidaire, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a lui-même annoncé l'échec des conversations de Damas. Après trois entretiens, lundi et mardi, le quatrième a été annulé tant était profond le désaccord.

Feignant de s'en tenir à un rôle d'intermédiaire, le vice-président syrien a déclaré : « Il y a un accord [inter-milices] et il y a des propositions du président Gemayel. Nous les transmettrons aux signataires de l'accord qui se trouvent actuellement à Damas. Ah, si seulement Chéikh Arine [le président Gemayel] pouvait parler directement avec eux ! L'important est que le conflit islamico-chrétien ait cédé la place à un pacte politique [intercommunautaire]. La lutte a changé de nature et c'est un développement positif pour le Liban ».

Les « remarques » ou « propositions » de M. Gemayel, au nombre de dix-sept, équivalent à un refus, notamment des points suivants, de l'accord inter-milices : l'abolition du confessionnalisme politique, la réduction des prérogatives du président de la République, la répartition à égalité des

LUCIEN GEORGE.

Quand la révolution dévore ses enfants

(Suite de la première page.)

Les relations entre Salmine et Abdel Fatah Ismail s'enveniment irrémédiablement dès qu'il est question de la création du « véritable parti fondé sur le socialisme scientifique » préconisé par le secrétaire général du FNL. La partie est perdue d'avance pour Salmine, presque isolé dans sa lutte contre l'appareil du Front, fort du concours des experts du camp socialiste qui encadrent l'armée, les forces de sécurité et les milices populaires.

Dès le début de 1978 Salmine, qui se sait condamné à terme, cherche désespérément à renforcer ses positions au sein de l'armée, notamment parmi les unités stationnées dans le 3^e gouvernorat ou dépendant entièrement de la garde présidentielle. Mais le FNL le prend de vitesse, procédant systématiquement à l'épuration et à l'arrestation des militaires partisans du chef de l'Etat et hostiles à toute politisation de l'armée. M. Abdel Fatah Ismail jouit, en outre, de l'appui du chef du gouvernement, M. Ali Nasser Mohamed, le troisième membre du triumvirat, qui a pris la tête des adversaires des thèses modérées défendues par Salmine, tout en étant favorable à une politique d'ouverture vers les pays du Golfe.

Peu à peu, Salmine voit l'état se resserrer autour de lui. Accusé par ses pairs d'avoir organisé l'assassinat, le 24 juin 1978, du colonel Ghachemi, chef de l'Etat du Yémen du Nord, il tente un soulèvement militaire qui sera vite réprimé. Jugé sommairement à huis clos, il est exécuté dans la soirée du 26 juin, trois heures après le début de son « procès », en compagnie de deux de ses plus proches collaborateurs. La hâte avec laquelle les dirigeants éliminent un président devenu gênant laisse planer le doute sur cette sombre affaire. Salem Robaye Ali a-t-il vraiment téléguidé l'assassinat du colonel Ghachemi ? A-t-il tenté de renverser le régime, alors que l'équilibre des forces lui était totalement défavorable ? Le mystère subsiste.

Le triomphe de M. Abdel Fatah Ismail ne sera cependant que de courte durée. Comme convenu, le « parti d'avant-garde » tant souhaité par le secrétaire général du FNL est créé en octobre 1978 sous le nom de Parti socialiste yéménite. Vraisemblablement pour ne pas effaroucher les voisins arabes conservateurs, les termes de « marxisme-léninisme » et de « communisme » sont strictement bannis du long et fastidieux rapport politique que le secrétaire général lit à l'ouverture du congrès.

Vingt années de luttes fratricides

- 1967 (10 novembre) : après cent vingt-huit années de colonisation britannique, le Yémen du Sud accède à l'indépendance. Les négociations avec la Grande-Bretagne ont été menées par une équipe de nationalistes regroupés au sein du Front national démocratique ; cette équipe comprend une demi-douzaine d'hommes qui, peu ou prou, se succèdent ensuite au pouvoir à Aden : Qalstan El Chahbi (représentant une tendance modérée) ; Abdel Fatah Ismail, Salem Robaye Ali, Ali Nasser Mohamed et le colonel Ali Mohamed Antar, notamment. Qalstan El Chahbi devient le premier chef de l'Etat.

- 1968 : plusieurs tentatives de coup d'Etat sont déjouées.

- 1969 : en juin, la tendance de gauche au sein du parti « dépose » le président El Chahbi, et Salem Robaye Ali accède à la présidence. Le pays restera ses liens avec Moscou et change d'appellation pour devenir, en 1970, la République démocratique et populaire du Yémen du Sud (un lien de République du Yémen du Sud).

- 1971-1978 : à l'exception d'un conflit armé avec son voisin du Nord en 1972 (septembre-novembre), le pays connaît une relative période de stabilité. Au fil des ans, le président Robaye Ali, sans renoncer aux liens avec Moscou, se montre hostile à une socialisation à l'extrême de l'économie et partisans d'un certain rapproche-

ment avec les pays arabes conservateurs.

- 1978 : en juin, l'équipe du président Robaye Ali se heurte à une tendance plus radicalement pro-socialiste au sein du parti unique, le Parti socialiste yéménite, tendance menée notamment par Abdel Fatah Ismail et Ali Nasser Mohamed. Le conflit éclate au lendemain de l'assassinat du président nord-yéménite, El Ghachemi, dont Sanaa impute la responsabilité à Aden. L'armée sud-yéménite se scinde en deux, et de violents combats ont lieu à Aden, à l'issue desquels le président Robaye Ali se rend et est exécuté (26-27 juin) ; en octobre, Abdel Fatah Ismail devient chef de l'Etat, Ali Nasser Mohamed est premier ministre.

- 1979 : conséquence du conflit de 1978, de nouveaux combats opposent les deux Yémens (février-mars) ; signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS (octobre).

- 1980 : à la suite d'une révolution de palais, le président Ismail « démissionne » de ses fonctions à la tête de l'Etat et du parti, et il est remplacé par M. Ali Nasser Mohamed (le colonel Antar devient le numéro deux du régime).

- 1985 : en février, M. Ismail revient à Aden à l'issue de quelques années d'exil en URSS et se voit confier un poste au comité central du parti.

En « traitement » à Moscou

Aussi n'y aura-t-il presque personne pour prendre la défense de M. Abdel Fatah Ismail lorsque Aden fait savoir, en avril 1980, que ce dernier a « démissionné » de ses fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire général du parti, pour être promu au poste honorifique de président du parti. L'ancien homme fort d'Aden tire d'ailleurs rapidement les leçons de sa « promotion » en s'exilant à Moscou « pour y recevoir des soins médicaux ».

L'intronisation, en octobre 1980, de M. Ali Nasser Mohamed, qui cumule désormais les fonctions de chef de l'Etat, de secrétaire général du parti et de président du conseil des ministres, met fin à la période de radicalisation qui a suivi l'exécution de Salmine. Le nouvel homme fort, bien que partisan des relations privilégiées avec l'URSS, est avant tout un réaliste. C'est désormais l'heure de l'ouverture, d'abord vers les pays du Golfe, que M. Ali Nasser Mohamed s'efforce de rassurer en multipliant les gestes de bonne volonté. A partir de 1981, s'ébauche une ouverture diplomatique et économique en direction de l'Europe occidentale.

En 1982, Aden met fin à l'aide militaire et financière qu'il octroyait aux maquisards du Front national démocratique (opposition de gauche du régime de Sanaa). Abandonnant les vaines tirades de son prédécesseur sur l'union totale « entre les deux Yémens, Ali Nasser Mohamed rencontre régulièrement le président Ali Abdallah Saleh, son collègue du Nord, et crée avec lui un Conseil supérieur yéménite dont le but, modeste, est de renforcer la coopération entre le Nord et le Sud.

Le président Ali Nasser a dit et répété qu'il a besoin de paix pour résoudre les problèmes économiques urgents auxquels fait face son pays, un des plus pauvres du monde arabe. La situation financière du Yémen du Sud se détériore davantage en 1983, à la suite de la décision de la Libye d'arrê-

ter son aide économique pour des raisons politiques. Le colonel Kadhafi reproche au régime sud-yéménite l'aide fournie à l'OLP de son ennemi Arafat, son orientation marxiste, l'alliance avec l'Ethiopie « en lutte contre les musulmans », et le fait qu'Aden n'a rien fait pour appuyer la candidature libyenne à la présidence de l'OUA.

En 1984, le Yémen du Sud doit, pour comble de malchance, rembourser les prêts consentis par les pays du Golfe et le Fonds arabe de développement. Aussi, l'ouverture économique vers le Golfe et l'Occident est-elle acceptée sans trop de protestations, même par les adversaires du nouveau chef de l'Etat, satisfaits de voir maintenir l'alliance stratégique conclue par ses prédécesseurs avec l'URSS. Au demeurant, il ne faut pas pousser trop loin ses avances à l'Occident et aux pays arabes modérés. C'est ainsi que, en 1982, il « élimine » Mohamed Saleh Mouthi, le responsable de la politique étrangère au sein du comité central du parti, qui était allé trop avant dans ses tentatives de rapprochement avec le royaume wahabite.

Le président Ali Nasser assure ses arrières en éliminant l'ambitieux colonel Ali Antar du poste de la défense, pour avoir protesté contre l'exécution de M. Saleh Mouthi. Il le nomme ensuite au poste honorifique de vice-président du présidium du Conseil suprême du peuple, la plus haute instance du Yémen du Sud. A la défense, il est remplacé par le colonel Saleh Mouthi, ami personnel du président, connu pour son intégrité et son absence totale d'ambition personnelle.

La bataille contre l'« usurpateur »

Peu à peu, le chef de l'Etat écarte des postes directs les anciens militants du FNL, ses compagnons de lutte, et y installe de jeunes cadres plus sûrs. C'est ainsi que les secrétaires généraux du Parti communiste sud-yéménite et du Baas sont nommés à des fonctions de responsabilité. Se voyant graduellement évincés, les exclus se regroupent autour du colonel Ali Antar, devenu ainsi malgré lui le chef d'une opposition hétéroclite qu'il est incapable de guider. C'est pourquoi il se

rend à Moscou vers la fin de 1984, pour convaincre M. Abdel Fatah Ismail, dont il n'a jamais approuvé l'idéologie marxiste, de revenir au pays afin de mener la bataille contre l'« usurpateur ».

Le président Ali Nasser, lui-même désireux de créer dans le pays un climat d'entente nationale, appuie la proposition du colonel Ali Antar, croyant avec quelque naïveté que, une fois de retour à Aden, l'ancien secrétaire général du parti accepterait de se plier à la discipline collective. La réconciliation paraît scellée en février 1985 par la décision du chef de l'Etat de nommer M. Abdel Fatah Ismail au poste de secrétaire de la direction générale du comité central du Parti socialiste yéménite. Autre geste de conciliation à l'égard d'une opposition qui lui reproche de détenir trop de pouvoirs, le président Ali Nasser démissionne de la présidence du conseil des ministres et y place M. Haidar Abou Bakr el Attas... un membre de son clan.

En théorie donc, rien ne s'oppose à la réconciliation générale tant voulue par le chef de l'Etat. Le retour à Aden en 1985 de l'ancien président de la République n'apaise pourtant pas les tensions. La méfiance persiste et les divergences entre les tendances conduites par MM. Ali Nasser Mohamed, Abdel Fatah Ismail et le colonel Ali Antar s'aggravent au troisième congrès général du Parti socialiste yéménite qui se tient en octobre. La formation d'un nouveau gouvernement d'entente nationale, qui devait en principe suivre la réunion, n'est pas annoncée. Le congrès, loin de consacrer la réconciliation, n'a fait qu'exaspérer les passions.

Vers la fin de 1985, les rumeurs les plus folles commencent à courir à Aden au sujet d'une intervention armée du Nord qui profiterait de l'anarchie régnant dans le Sud pour unifier le Yémen à son avantage. Des voyageurs de retour d'Aden comparent la situation dans la capitale sud-yéménite à celle qui existait à Beyrouth avant le début de la guerre. Seule la peur d'une guerre civile à la libanaise avait, jusqu'à ces derniers temps, empêché que ne vole en éclats le Parti socialiste yéménite.

JEAN GUEYRAS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 125 \$; Grèce, 36 p. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Royaume-Uni, 365 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,50 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définir les
provisions (deux semaines au plus) ; nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Imprimerie
du « Monde »
11, rue de la Harpe
PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

(Publicité)

LA FAIM JUSTIFIE NOS MOYENS

Dans ces mêmes colonnes, dans le Monde daté du 26/11/1985, à la lueur des tragiques événements de Colombie, nous appelions des entreprises à contribuer, directement ou indirectement, à "...l'éradication de la misère et de l'ignorance, partout dans le monde..."

Nous avons versé des fonds à l'organisation **"Médecins du Monde"** et nous avons décidé d'aider cette dernière dans son action d'assistance médicale, nutritionnelle et d'aide au développement tant en France qu'à l'étranger.

**Du 01/02/1986 au 28/02/1986,
La Secrétairerie reversera 1 % de son chiffre
d'affaires hors taxes à l'organisation
"Médecins du Monde".**

Nous mettons également à la disposition de **"Médecins du Monde"** des moyens matériels micro-informatiques, leur permettant, entre autres, de mieux communiquer avec vous-même, par exemple, et d'accéder à une gestion encore plus efficace.

Entreprises de toutes tailles, vous pouvez aussi contribuer efficacement à cette action, à travers les organisations humanitaires de votre choix.

Vous pouvez et vous devez le faire car la faim et l'ignorance justifient nos moyens, tant aux plans social, qu'économique et humain :

Au plan économique : aider le tiers et le quart monde à se développer, à se libérer de l'assistanat, c'est mettre en évidence des marchés et créer des emplois en amont et en aval.

Au plan humain : notre devoir d'homme, tout simplement.

LEUR FAILLITE SERAIT A COUP SÛR LA NÔTRE

LES BESOINS SONT IMMENSES :

Contactez au plus vite l'organisation humanitaire de votre choix.

Créons ensemble un véritable **"Partenariat humanitaire"**.
Faisons en sorte qu'il y ait, comme il en existe ailleurs, **des organisations humanitaires fortes.**

LA SECRÉTAIRERIE

MÉDECINS DU MONDE
67, avenue de la République
75011 PARIS
Tél : (1) 43.57.70.70
Télex 216 213 F MEDMOND CCP N° 1144Z PARIS
Association loi 1901 agréée par la Fondation de France.

PROCHE-ORIENT

À L'ÉTRANGER NÉCESSITÉ MOYENNE SEULE MONT DU TEMPLE

Le temple de Jérusalem, qui a été détruit en 70 après J.-C., est l'un des plus anciens lieux de culte du monde. Sa reconstruction est une priorité pour les autorités israéliennes. Le temple est situé sur le mont du Temple, à Jérusalem. La reconstruction du temple est une question complexe, car elle implique de nombreux aspects politiques, religieux et historiques. Les autorités israéliennes ont déclaré que la reconstruction du temple est une priorité, mais elle est confrontée à de nombreux obstacles. Les Palestiniens s'opposent à la reconstruction du temple, car ils considèrent le mont du Temple comme un lieu sacré pour leur religion. La reconstruction du temple est une question qui a été débattue pendant des siècles, et elle reste une question d'actualité.

Le temple de Jérusalem est l'un des plus anciens lieux de culte du monde. Sa reconstruction est une priorité pour les autorités israéliennes. Le temple est situé sur le mont du Temple, à Jérusalem. La reconstruction du temple est une question complexe, car elle implique de nombreux aspects politiques, religieux et historiques. Les autorités israéliennes ont déclaré que la reconstruction du temple est une priorité, mais elle est confrontée à de nombreux obstacles. Les Palestiniens s'opposent à la reconstruction du temple, car ils considèrent le mont du Temple comme un lieu sacré pour leur religion. La reconstruction du temple est une question qui a été débattue pendant des siècles, et elle reste une question d'actualité.

PROCHE-ORIENT

A Jérusalem

NOUVEAUX INCIDENTS SUR LE MONT DU TEMPLE

(De notre correspondant)

Jérusalem. - Pour la seconde fois en moins d'une semaine, la visite d'une délégation parlementaire israélienne sur le mont du Temple à Jérusalem - lieu saint de l'islam et du judaïsme - a provoqué mardi 14 janvier de sérieux incidents entre la police et des manifestants arabes.

La commission de l'intérieur de la Knesset avait en effet décidé de poursuivre mardi, avec l'aval des autorités musulmanes de Jérusalem, la visite d'inspection interrompue mercredi dernier après un début d'émotion (le Monde du 10 janvier). Celle-ci s'est déroulée sur une esplanade des Mosquées en état de siège où stationnaient plus de six cents policiers et garde-frontières.

Les troubles ont éclaté lorsqu'à la demande du président de la commission, M. Dov Shilansky (Likoud), un député du parti d'extrême droite Tebiya, M. Eliezer Waldman, entreprit la lecture du Kaddish, la prière des morts. Quelque cent cinquante manifestants - dont plusieurs dizaines d'étudiants de l'université de Bir-Zeit - tentèrent alors de briser le cordon de police pendant que les fidèles musulmans criaient des slogans hostiles aux juifs.

Quatre députés de l'opposition de gauche choisirent de se solidariser de la « provocation » de M. Waldman et quittèrent les lieux aussitôt. Le reste de la délégation, votant sur la conduite à suivre, décida finalement de mettre un terme à sa visite. Selon la police, le retrait des députés a permis d'éviter une émeute aux proportions dévastatrices. Les forces de l'ordre vinrent rapidement à bout des manifestants, dispersés à coup de grenades lacrymogènes. Dix-neuf personnes ont été arrêtées.

Pour l'extrême droite, la leçon de ces nouveaux incidents est simple : « La montagne du Temple, a déclaré M. Gueula-Cohen, est un Etat palestinien au cœur d'Israël. » Un avis que ne partage évidemment pas le premier ministre travailliste, M. Shimon Peres : « La souveraineté d'Israël, sur l'ensemble de Jérusalem, y compris le mont du Temple, est un fait incontestable qui n'exige ni preuve ni test supplémentaire. »

Aux yeux du Waqf, le Conseil supérieur islamique, gardien des mosquées, l'attitude des députés constitue une provocation. Les autorités religieuses musulmanes semblent redouter une répétition du scénario qui eut lieu à Hébron où les Israéliens ont construit une synagogue près du tombeau des Patriarches, autre sanctuaire sacré pour les deux peuples.

J.-P. LANGELLIER.

Iran

LES BAHAIS, «NON-PERSONNES» EN BUTTE A LA PERSÉCUTION

Bonn (AFP). - Les 300 000 bahais d'Iran sont de plus en plus privés de leurs droits et traités comme des « non-personnes » par la République islamique, où 176 d'entre eux ont été arrêtés et 767 sont emprisonnés, a affirmé mardi 14 janvier à Bonn le responsable de la communauté bahai de RFA. Au cours d'une conférence de presse, M. Christopher Sprung a souligné que la persécution repose sur un article de la Constitution islamique accordant une reconnaissance aux confessions juive, chrétienne et zoroastrienne, mais la refusant au bahisme, même si les chefs d'inculpation des bahais arrêtés sont l'espionnage, le sionisme, le trafic de drogue et la prostitution.

Ainsi, les décrets bahais ne voient parfois expulser de leur classe pour n'avoir pas de certificats de naissance islamique, les femmes ne reçoivent plus de carte d'approvisionnement, les employés sont massivement congédiés. M. Sprung a présenté un document officiel iranien où est mentionné le licenciement par le ministère du pétrole, de 472 employés, « membres du groupe égaré des bahais, déclaré hérétique par un jugement unanime des musulmans ».

Selon le témoignage d'une ancienne détenue bahaise de Chiraz, qui a requis l'anonymat, les bahais sont systématiquement torturés en prison pour être amenés à renier leur croyance. La jeune femme faillit partie d'un groupe de 94 détenus, dont 22 ont été exécutés.

D'origine iranienne, le bahisme, syncrétisme mêlant des croyances de l'islam aux autres religions monothéistes, aurait quelque 4,5 millions de fidèles dans 140 pays.

DIPLOMATIE

A BADEN-BADEN

MM. Mitterrand et Kohl évoqueront le renforcement de la coopération militaire franco-allemande

De notre correspondant

Bonn. - Pour la nouvelle année, le chancelier Kohl et le président Mitterrand, qui s'étaient rencontrés à dix reprises en 1985, se retrouvent cette fois, jeudi 16 janvier, à Baden-Baden, pour inspecter les troupes françaises en Allemagne fédérale. Ce sera l'occasion, pour les deux hommes d'Etat, de faire le point des discussions en cours sur le projet de mini-navette spatiale européenne Hermès, et sur le renforcement de la coopération franco-allemande en matière de sécurité, qui devrait être l'un des thèmes importants du prochain sommet républicain franco-allemand, les 27 et 28 février, à Paris. D'un côté comme de l'autre, on considère que le moment est propice, aussi bien pour renforcer la coopération bilatérale en matière de défense conventionnelle que pour préciser les options stratégiques de la France en RFA, ce qui inclut le rôle des missiles nucléaires tactiques.

Le chancelier Kohl avait été ulcéré, à la fin de l'année 1985, par les critiques de la presse française, qui l'accusait de manquer de constance dans sa politique envers la France. Lors de sa conférence de presse du jeudi 8 janvier, il a cité les relations franco-allemandes comme une des trois grandes priorités de sa politique étrangère pour 1986, qui est pour lui une année importante avant les élections législatives de janvier 1987.

Contrairement à son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, ou à son prédécesseur, M. Helmut Schmidt, la volonté du chancelier d'améliorer en profondeur les relations franco-allemandes ne paraît pas sous-tendue par une vision d'ensemble, et, à long terme, par une plus grande autonomie de l'Europe à l'égard des Etats-Unis. Le chef du gouvernement ouest-allemand est davantage un pragmatique, qui préfère avancer à petits pas en terrain balisé plutôt que de se lancer de but en blanc dans de grandes aventures.

S'il considère presque comme un devoir historique d'œuvrer en faveur d'une plus grande intégration entre la France et la RFA, il ne partage

pas nécessairement les embellissements de son ministre des affaires étrangères pour une indépendance européenne en matière spatiale ou technologique ; surtout si de tels embellissements contredisent la politique d'austérité budgétaire de son ministre des finances, ou risquent de provoquer des controverses avec Washington ou avec l'aile pro-américaine de sa majorité. Rarément la politique européenne de la RFA n'a autant donné l'impression d'être dominée par des intérêts politiques à court terme, comme on l'a vu dans l'affaire des prix agricoles.

Le parapluie américain

Contrairement à l'ex-chancelier Schmidt, qui envisage une éventuelle défaillance de la garantie américaine et souhaite, du même coup, une véritable complémentarité franco-allemande en matière de défense (même si celle-ci passe par la reconnaissance d'un rôle particulier de la France), les chrétiens-démocrates ne prendront aucune décision qui donnerait l'impression de « déjoindre des Etats-Unis ». Si l'on conçoit l'avantage que la RFA et l'OTAN aient à un renforcement de la coopération militaire franco-allemande dans le domaine classique, voire de la lutte antimissile (le Monde du 15 janvier), le fait de remettre en question le dogme du parapluie nucléaire américain, même partiellement, relève pour eux de l'utopie pure et simple.

Au cours du débat sur une participation de la RFA à l'initiative de défense stratégique du président Reagan, on ne cessait de rappeler, parmi les proches du chancelier, que la République fédérale, contrairement à la France, est bien obligée de tenir compte de sa position géographique et de la question de Berlin-Ouest. Le chancelier l'a réaffirmé lors de sa conférence de presse : la garantie de la force de frappe française n'est valable que pour la France, et la présence américaine en Europe reste un élément indispensable de la sécurité de l'Alliance. La coopération avec Paris doit compléter la coopération atlantique, non s'y substituer en aucune manière. M. Kohl, pour bien le marquer, a d'ailleurs annoncé qu'il ren-

dra également visite, cette année, en compagnie de M^{me} Thatcher et du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, aux forces de Grande-Bretagne et des Etats-Unis en RFA.

L'appui à Euréka

L'objet des discussions en cours consiste, pour Paris, à obtenir que, en échange d'un plus grand engagement de la France dans la défense de l'Allemagne fédérale, le gouvernement de Bonn fasse lui aussi un geste en direction des objectifs du gouvernement français. Celui-ci peut compter, au sein d'une partie du gouvernement ouest-allemand, sur une prise de conscience du risque qu'il y a actuellement pour la RFA et l'Europe de prendre le retard sur les Etats-Unis dans le domaine de la technologie. La décision prise finalement par le chancelier de ne pas signer d'accord formel sur l'IDS, mais d'envoyer plutôt une délégation négocier de meilleures conditions pour la coopération industrielle germano-américaine, confirme qu'il est lui-même conscient de ce risque. Même si Bonn a pu, un moment, donner l'impression de trainer les pieds, et de vouloir jouer sur tous les tableaux à la fois, l'appui politique de M. Kohl aux objectifs du programme Euréka et du programme spatial européen est plus solide qu'il n'y paraît parfois.

Les divergences sur la manière de parvenir au but, qui se traduisent actuellement par l'irritation des Français devant la lenteur des décisions de Bonn, ne sont guère nouvelles. Compétition industrielle et fonctionnement différent des administrations dans les deux pays ont déjà souvent conduit à des frictions de ce genre. Et si les Allemands peuvent avoir du mal à reconnaître, a posteriori, que les initiatives « étatiques » françaises ont parfois eu du bon pour leur propre industrie, à l'inverse, ils ont parfois quelques raisons de s'irriter de la manière selon laquelle certaines offres de coopération leur sont faites.

Pour sa défense, M. Kohl a cité, la semaine dernière, au cours de sa conférence de presse, le nombre important des projets de coopération en cours, sur le plan scientifique ou militaire, et a renvoyé la balle en rappelant le refus de la France de s'engager dans le projet d'avion de combat européen. Sans vouloir prendre d'engagement dans le temps, il a souligné que le dossier Hermès serait rediscuté entre les deux gouvernements, et a rendu public son souhait de créer une commission franco-allemande chargée de planifier, dans l'avenir, une politique commune en matière aéronautique et spatiale.

HENRI DE BRESSON.

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Le premier ministre danois n'exclut pas le recours au référendum en cas de blocage parlementaire

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a évoqué mardi 14 janvier dans un entretien à la radio la possibilité d'organiser un référendum sur le projet de réforme de la CEE, projet que devrait rejeter au Parlement l'opposition social-démocrate. Celle-ci est en effet hostile à l'extension des pouvoirs du Parlement européen, et exige que ce chapitre soit d'abord supprimé, du moins modifié, afin que l'Assemblée de Strasbourg « ne se substitue pas », a-t-elle déclaré, aux décisions du conseil des ministres.

Le groupe parlementaire, dirigé par un ancien premier ministre, M. Anker Jørgensen, a annoncé le 20 janvier, veille du vote du Parlement à ce sujet. Selon des membres influents du Parti social-démocrate, la réponse sera négative.

D'autre part, des négociations entre l'Autriche et la CEE sont actuellement en cours en vue de la signature d'un accord sur la coopération scientifique et technologique, a-t-on appris mardi au ministère des affaires étrangères de Vienne. La Suisse avait été le premier membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) à signer un tel accord avec la Communauté. La

• Relations diplomatiques entre l'Iran et l'Angola. - L'Iran et l'Angola, où le président iranien Ali Khamenei doit se rendre très prochainement, ont décidé d'établir des relations diplomatiques, a annoncé Radio-Téhéran. - (AFP.)

Suède a conclu un accord analogue lundi. Des négociations sont toujours en cours avec la Finlande et la Norvège.

Report de la réunion sur le terrorisme

On a, en outre, indiqué à La Haye que la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze sur le terrorisme ne pourrait avoir lieu, pour des raisons matérielles, à la date prévue, le 21 janvier. Le terrorisme et les relations des Etats membres de la CEE avec la Libye feront donc l'objet d'un débat lors du conseil des ministres des affaires étrangères des 27 et 28 janvier à Luxembourg.

A Lisbonne, nous indiquons, d'autre part, notre correspondant José Rebelo, l'ancien premier ministre portugais, M. Pinto Balsemão, a expliqué, mardi, les raisons qui l'ont conduit à abandonner son siège de député au Parlement européen, qu'il n'avait pas encore eu le temps d'occuper. « Il s'agit, a-t-il précisé, d'une question de dignité personnelle et politique. » élu député lors des dernières élections législatives, en octobre 1985, M. Balsemão figurait en première position sur la liste de son parti, le Parti social-démocratique (PSD) pour le Parlement européen, ajoute notre correspondant, puis, « sans aucune explication », a été remplacé comme chef de file des sociaux-démocrates portugais par M. Almeida Mendes. - (AFP, AP.)

ASIE

Afghanistan

M. KARMAL : les propositions américaines sont « de la poudre aux yeux »

Islamabad (AP, UPI). - Le président Babrak Karmal estime que l'offre de Washington de servir de garant à un règlement pacifique du conflit afghan, en fait, pour but la poursuite de la guerre, rapporte, mardi 14 janvier, l'agence de presse afghane, citant une interview du dirigeant communiste au quotidien japonais Asahi Shimbun. « La prétendue réconciliation démocratique présentée par Washington est... très loin de la paix authentique », précise M. Karmal.

Selon lui, les garanties américaines ne seraient que « de la poudre aux yeux pour poursuivre une politique interventionniste d'agression contre notre nation révolutionnaire ». Le dirigeant afghan ne semble pas avoir mentionné, dans cet entretien, le calendrier de retrait des troupes soviétiques que son gouvernement aurait présenté lors de la dernière session des négociations tenues à Genève sous l'égide des Nations unies.

D'autre part, on indique, de source diplomatique occidentale à Islamabad, que plusieurs centaines de soldats et miliciens afghans ont déserté en décembre dernier l'armée gouvernementale pour passer dans les rangs de la résistance. En outre, une vingtaine de soldats soviétiques auraient été exécutés début décembre à Kandahar (sud-ouest) pour avoir refusé de participer à une opération militaire avec une unité afghane. D'autres sources occidentales mettent en doute ces informations.

IL SE PASSE QUELQUE CHOSE DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION.



Chic Chic et SOLDES



monsieur
carven

75, Faubourg Saint-Honoré. Paris 8^e

En face parking Hôtel BRISTOL

EUROPE

Grande-Bretagne

L'AFFAIRE WESTLAND DEVANT LES COMMUNES

M^{me} Thatcher au secours du ministre de l'industrie

De notre correspondant

Londres. — Qu'il s'agisse des manœuvres financières ou du débat politique, les différents et principaux protagonistes de l'affaire Westland ont parié faire de la journée du mardi 14 janvier une sorte de veille d'armes. Après les éclats des jours précédents, on a semblé se donner le temps de la réflexion pour mieux se préparer à de nouveaux assauts.

Parce que tout le monde pensait déjà au grand débat qui devait avoir lieu aux Communes ce mercredi 15 dans l'après-midi, M^{me} Thatcher n'a guère été pressée de questions mardi à la Chambre, alors que c'était la première fois qu'elle s'y exprimait depuis la démission de M. Michael Heseltine. Le premier ministre s'est contenté de laisser entendre qu'elle avait bien l'intention de prendre la défense de son ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Leon Brittan, rival de M. Heseltine,

accusé d'avoir eu une attitude partisane et d'avoir exercé des pressions au profit de Sikorsky.

M^{me} Thatcher a déclaré : « Selon moi, il n'a pas trompé la Chambre. » Elle faisait allusion à l'incident de la veille qui avait obligé M. Brittan à « s'excuser sans réserve » pour avoir voulu dissimuler l'existence d'une lettre adressée au premier ministre par le président de British Aerospace, société qui fait partie du consortium européen opposé à la compagnie américaine pour le sauvetage de Westland (le Monde du 15 janvier).

M^{me} Thatcher a annoncé qu'elle publierait le contenu de la lettre avant le début de mercredi.

Ce document tendrait à conforter les allégations de M. Heseltine selon lesquelles M. Brittan, avec l'appui du premier ministre, aurait voulu amener British Aerospace à abandonner la partie et laisser Sikorsky prendre une participation dans le capital de Westland, cela afin de ne pas nuire aux relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

La lettre indiquait au moins que M. Brittan a eu un comportement aussi interventionniste que celui de M. Heseltine et que le reste du gouvernement n'a pas eu, en réalité, l'attitude neutre qu'il prétendait conserver. Soutenant M. Brittan, M^{me} Thatcher a ajouté : « La lettre était marquée - privée et strictement confidentielle - Ma conduite a toujours été de ne pas révéler publiquement une telle correspondance sans l'autorisation de son auteur. »

Chute dans les sondages

Dans l'entourage du premier ministre, on a fait savoir que M^{me} Thatcher est fermement résolue à répondre mercredi, point par point, aux accusations formulées la semaine dernière par M. Heseltine et à faire front devant les attaques de l'opposition qui réclame la démission de M. Brittan. Bien que ce dernier ait déclaré qu'il n'avait pas l'intention de se démettre, son avenir politique paraît en question. Sa maladresse est, en tout cas, embarrassante pour M^{me} Thatcher. Alors qu'il était ministre de l'Intérieur, il avait déjà causé l'été dernier un tollé général pour avoir donné l'impression de vouloir censurer une émission de la BBC sur l'Irlande du Nord.

Enfin supplémentaire pour le cabinet de M^{me} Thatcher : les députés conservateurs au Parlement européen ont pris position contre Sikorsky et en faveur du consortium européen, en indiquant qu'ils ne comprennent pas pourquoi les offres faites par ce groupe n'avaient pas été prises en considération par la direction de Westland.

Les dernières péripéties de la vie politique britannique ont fait chuter la cote du gouvernement et celle du Parti conservateur dans l'opinion publique. Le premier sondage publié depuis la démission du ministre de la Défense par l'institut MORI révèle en effet que, si des élections avaient lieu aujourd'hui, le Parti travailliste arriverait en tête avec 38 % des suffrages contre 33 % aux conservateurs et 28 % à l'Union social-démocratique libérale ; le mois dernier, travaillistes et conservateurs étaient à égalité avec chacun 35 % des intentions de vote.

FRANCIS CORNU.

Pologne

De nombreux invités étrangers boudent le Congrès des intellectuels pour un avenir pacifique du monde

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Août 1948 : le Congrès des intellectuels pour la paix brille de tous ses feux. Paul Eluard et Graham Greene, Le Corbusier et Vercoor, Aragon et Ehrenbourg, Georges Dubanel, Julian Huxley et aussi Fernand Léger et Picasso, qui dessine pour la circonstance une de ses « colombes » : ils sont tous là avec beaucoup d'autres dans cette ville de Wrocław devenue polonaise depuis tout juste trois ans.

16 janvier 1986 : le Congrès des intellectuels pour un avenir pacifique du monde s'ouvre à Varsovie. La date n'a pas été choisie par hasard. C'est l'anniversaire de la libération de la capitale par l'armée soviétique, ou plutôt de l'entrée des troupes soviétiques et polonaises dans un océan de ruines à peu près désert, sanction d'une insurrection que Staline avait laissé écarter. Cette fois encore, la liste des invités est étonnante. A nouveau Graham Greene et Vercoor, mais aussi Fellini et Kurosawa, Bergman, Woody Allen, Leonard Bernstein, Arthur Miller, Alberto Moravia, Isaac Singer, Gabriel Garcia Marquez, Erskine Caldwell, et puis des stars de la politique — Bruno Kreisky, Kurt Waldheim, Sandro Pertini, Edgar Faure, et aussi Charles Aznavour pour faire la nique au « renégat » Yves Montand.

Ne pas cautionner la normalisation

Le malheur est qu'aucune de ces célébrités n'est venue. Comparée à celle des invités, la liste des présents est d'une pâleur désespérante. Quelques professeurs qui cultivent depuis des lustres les charmes de l'ambiguïté, quelques vieux routiers des congrès et autres symposiums patronnés par l'URSS et ses alliés, des communistes occidentaux et des délégations des pays frères, quelques représentants d'organisations internationales. Tout cela fait tout de même du monde : cent cinquante invités étrangers parmi lesquels, en cherchant bien, surtout dans les représentations du tiers-monde, on trouve tout de même quelques personnalités reconnues, comme l'Egyptien Abdel Malek.

Mais un communiste comme Giancarlo Pajetta, membre du bureau politique du P.C.I., a préféré renoncer à la dernière minute, tout

comme Theo Sommer, rédacteur en chef de *Die Zeit*, hebdomadaire ouest-allemand, qui, pour être libéral, n'en est pas moins connu pour une approche très « réaliste » des questions est-européennes.

Pourquoi tous ces refus ? Les raisons diffèrent sans doute selon les individus, mais se résument apparemment à deux soucis essentiels : ne pas retomber dans le « piège » de 1948 et ne pas cautionner une normalisation polonaise qui ressemble plus à une pacification qu'à la paix.

Le congrès de Wrocław s'était tenu alors que, trois ans après le grand carnage, une nouvelle guerre pouvait sembler imminente. Il s'agissait de dénoncer la bombe atomique, alors exclusivement soviétique, de fustiger les tenants de la « guerre froide », à savoir les Américains et les Britanniques. Mais, bien vite, et pendant le déroulement du congrès, ceux qui hésitaient à applaudir des deux mains à la « politique de paix de l'URSS » se sentirent floués, manœuvrés. Le message adressé par Albert Einstein ne fut même pas lu à la tribune. Il ne devint que rendu public en Pologne qu'en 1980, du temps de Solidarité. Moins d'un an après le congrès, l'URSS faisait à son tour exploser sa bombe atomique, tandis qu'en Europe de l'Est tous ceux qui résistaient un tant soit peu à l'ordre stalinien étaient impitoyablement broyés.

Trente-sept années après, l'évidence s'impose. La jolie colombe a perdu bien des plumes et le socialisme soviétique a cessé, depuis belle lurette, de titiller les intellectuels et les artistes. Même le souffle de détente a nouveau perceptible depuis un an n'a pas suffi à pousser vers Varsovie les « intellectuels pour la paix ». Plus que l'esprit du congrès de 1948, c'est son fantôme qu'on cherchera sans doute jusqu'à samedi dans la capitale polonaise.

L'opposition en porte à faux

Paradoxalement, l'infortune des organisateurs (officiellement le congrès n'est pas dû à l'initiative des autorités mais d'un groupe de personnalités polonaises) place l'opposition en porte à faux. Ferrailleur contre les congressistes serait leur accorder une importance qu'ils n'ont pas. En même temps, estiment les responsables de Solidarité, il est difficile d'ignorer complètement leur présence et de laisser le pouvoir

transformer, par le miracle de la propagande, un demi-échec en demi-succès.

M. Stępień Bajak, principal dirigeant clandestin du mouvement, a ainsi choisi de faire part de son « estime » à ceux qui ont « refusé de venir à Varsovie, prémonition par respect de la paix et par solidarité avec la nation polonaise ». M. Bajak se refuse pour dénoncer un pouvoir « qui a utilisé les chars et les fusils contre son propre peuple (...) et cherche à présent à jouer les professeurs de morale internationale ». Et d'ajouter à l'intention de ceux qui pensent qu'en toute circonstance il convient de discuter : « Solidarité a toujours fondé ses activités sur la non-violence et la recherche du dialogue. Nous voulons la paix pour la Pologne et le monde, mais une paix fondée sur le respect des droits de l'homme et des nations (...) ».

Un ancien dirigeant du KOR et de Solidarité, M. Romaszewski, attire, de son côté, l'attention des congressistes sur les vingt et une personnes qui sont en instance de jugement d'ici à la fin du mois. C'est le cas, en particulier, du professeur Haniak, directeur du laboratoire d'astrophysique du Centre national d'astronomie de Toruń (la ville de Copernic).

Quant aux rédacteurs du journal clandestin *KOS*, ils ont sorti un numéro spécial en anglais qui s'ouvre sur cet avertissement adressé aux congressistes : « Ce journal est illégal. Demandez à vos notes pourquoi. »

JAN KRAUZE.

Belgique

Les poursuites contre les cellules communistes combattantes

PIERRE CARETTE ET SES COMPILICES SONT INCULPÉS DE TENTATIVE DE MEURTRE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Pierre Carette, Didier Chevolet, Bertrand Sasse et Pascal Vandeguerde — les quatre membres présumés des Cellules communistes combattantes (CCC) arrêtés le 16 décembre dernier à Charleroi — viennent d'être inculpés de tentative de meurtre, en plus des premiers chefs d'accusation déjà retenus contre eux (association de malfaiteurs, port d'armes prohibé et usage de faux documents d'identité).

Le 4 novembre à Bruxelles, des terroristes avaient en effet ouvert le feu sur l'employé d'une société de gardiennage qui les avait surpris alors qu'ils venaient de laisser une camionnette piégée devant le siège de la banque Bruxelles Lambert. Le nouveau motif d'inculpation se fonde sur les résultats de l'enquête menée par les services belges de sécurité depuis l'arrestation de Carette, présenté comme le patron des CCC (vingt-huit attentats en Belgique en un peu plus d'un an) et de ses amis. Ainsi, des complices révélateurs auraient été trouvés.

Le parquet a, d'autre part, demandé la collaboration du public pour aider à la recherche de quatre membres d'Action directe — Jean-Marc Rouillan, Nathalie Mégnon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron — accusés d'avoir participé à la vague d'attentats qui a secoué la Belgique en 1985. On connaissait les liens étroits unissant les terroristes belges et français, mais c'est la première fois que ces derniers sont directement et officiellement accusés par les policiers belges.

Par ailleurs, le ministre de la justice, M. Jean Gol, a dévoilé mardi 14 décembre les grandes lignes du projet de loi sur la sécurité qu'il compte déposer rapidement devant les Chambres. La principale disposition de ce projet concerne la réglementation des ventes d'armes. Toutes les armes vendues en Belgique seront dorénavant enregistrées dans un fichier central, et les munitions pourront être vendues uniquement à ceux dont l'arme aura été dûment répertoriée. Le projet prévoit aussi la possibilité d'écoutes téléphoniques. Actuellement, la Belgique est en effet le seul des vingt et un pays du Conseil de l'Europe à ne pas recourir aux écoutes. Celles-ci seront, selon le projet Gol, autorisées dans des circonstances exceptionnelles et sous contrôle des magistrats. Le ministre de la justice souhaiterait aussi que les compagnies d'assurances soient tenues de couvrir les dégâts causés par des actions terroristes.

JOSÉ FRALON.

A TRAVERS LE MONDE

RFA

Les Verts exclus du contrôle des services secrets

Bonn. — La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a rejeté, mardi 14 janvier, une plainte des députés écologistes au Bundestag qui demandaient à siéger à la commission parlementaire du contrôle du budget des services de renseignements de la RFA. La Cour a estimé que le refus de la commission, où tous les autres partis du Parlement sont représentés, de donner des informations aux Verts n'était pas en infraction avec la Constitution. « Cette décision porte atteinte à la démocratie parlementaire », a déclaré M. Otto Schily, avocat et ancien député Vert au Bundestag. Le Parti social-démocrate a également critiqué ce jugement qui ne sera pas, selon le SPD, « à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de la Cour de Karlsruhe ». — (AFP, Reuter.)

CHINE

Corruption « au sommet »

Pékin. — La corruption croît et embellit chaque jour un peu plus en Chine, si l'on croit le *Quotidien du peuple* et les déclarations officielles qui se multiplient à ce sujet. Entre janvier et novembre 1985, quelque cinquante-cinq mille personnes ont été condamnées pour crimes économiques (pots-de-vin, contrebande, spéculation, etc.), indiquait, mardi 14 janvier, le *Quotidien du peuple*. Les dirigeants chinois, dont la politique de libéralisation économique est dénoncée par certains comme la cause première de cet état de choses, ont lancé une nouvelle campagne pour réprimer les abus. Les plus hauts échelons du parti, relativement épargnés jusqu'à présent, sont désormais visés. Pour donner l'exemple, l'épuration, dit-on, doit s'attaquer aussi « au sommet ». — (AFP, UPI, Reuter.)

URSS

Limogeages en Ouzbékistan

Moscou. — Une vingtaine de responsables politiques de la République d'Ouzbékistan ont été limogés à l'occasion de réunions du PC régional tenues les 9 et 13 janvier. Les raisons de ces sanctions, d'après la presse locale, vont des simples « insuffisances dans le travail » aux « actes incompatibles avec le statut de membre du parti » en passant par des « infractions grossières aux normes du PC, abus de pouvoir, pots-de-vin, faux en écriture », et autres « fumisteries ». Toutes les personnalités chassées devaient leurs fonctions à « l'ancien régime », celui du chef du parti ouzbek Charaf Rachidov, mort en octobre 1983, et qui avait siégé comme suppléant au bureau politique du PCUS. Son règne avait été marqué par une corruption généralisée et une falsification systématique des chiffres de récolte pour le coton. Son successeur, M. Ousman Khodjaev, avait entrepris une purge massive qui vient apparemment de s'achever. Les personnalités les plus importantes qui viennent d'être écartées sont le deuxième secrétaire du PC ouzbek — le représentant de Moscou, — M. Timofeï Ossetrov ; un autre secrétaire, M. Altunmuratov, le premier secrétaire et le maire de Tachkent et les rédacteurs en chef des deux principaux journaux de la République. — (AFP.)

GUATEMALA

Investiture du président Vinicio Cerezo

Le nouveau président guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo, un démocrate-chrétien, a prêté serment, mardi 14 janvier à Guatemala, en présence de la plupart des chefs d'Etat d'Amérique centrale (seul le président du Costa-Rica, Luis Alberto Monge, était absent) et de nombreuses délégations étrangères, dont celle des Etats-Unis, dirigée par le vice-président George Bush. Celui-ci a refusé de s'entretenir avec le président du Nicaragua, Daniel Ortega. En revanche, ce dernier et le président salvadorien Jose Napoleon Duarte ont eu un échange de vues qualifié de très cordial. M. Cerezo a lancé un appel pour que soit mis fin « à la violence cruelle et irraisonnée qui ravage la Guatemala ». — (AFP, Reuter, UPI.)

CHILI

Pinochet refuse de recevoir le sénateur Kennedy

Le sénateur Kennedy, attendu ce mercredi 15 janvier au Chili, s'est plaint en Argentine, où il se trouve depuis dimanche, que le général Pinochet refuse de le recevoir à Santiago. Il a également accusé la police secrète chilienne de prêter des manifestations de rue contre lui. L'extrême droite chilienne entend en tout cas protester contre la venue au Chili du sénateur du Massachusetts, qui effectue actuellement une tournée dans cinq pays d'Amérique du Sud. Le sénateur a réaffirmé son intention de rencontrer, à Santiago, les dirigeants de l'opposition démocratique. — (AFP, Reuter, UPI.)

AFRIQUE

Djibouti

DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA SÉCHÉRESSE M. Hassan Gouled organise une rencontre entre les présidents éthiopien et somalien

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Le premier sommet de l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) s'est ouvert mercredi 15 janvier à Djibouti (1). Cette réunion est particulièrement importante « pour le prestige politique et la crédibilité internationale » de la petite République, postée à l'entrée de la mer Rouge, en face d'Aden, si proche et pourtant devenu soudainement inaccessible en raison de la tentative de coup d'Etat en cours qui, sur le plan régional, a ravi la vedette à l'IGADD. Dieu sait pourtant si les responsables djiboutiens se sont donné du mal pour créer l'événement. Ils ont réussi à faire s'asseoir à la même table les chefs de deux pays qui sont toujours en « état de guerre », le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, pour l'Éthiopie, et le général Siyad Barre, pour la Somalie. Les deux hommes ne s'étaient pas revus depuis mars 1977, lors d'une rencontre organisée à Aden sous les auspices de Cuba, qui avait précédé de quelques mois le déclenchement des hostilités sur le front de l'Ogaden.

L'Italie a offert ses bons offices pour faciliter la rencontre entre les deux « belligérants ». Opération délicate car, dans la Corne de l'Afrique, les grandes puissances sont loin d'être inactives. Ne laissez pas entendre que l'Union soviétique, inquiète de toute modification du statu quo dans la région, n'ait guère favorisé à un dialogue entre son protégé éthiopien et son ancien allié somalien ? Addis-Abeba et Mogadiscio étaient aussi un peu agacés de se voir donner des leçons de bonne conduite politique par Djibouti.

(1) L'IGADD regroupe Djibouti, le Kenya, l'Éthiopie, le Soudan, la Somalie et l'Ouganda.

Une « comédie de guerre »

Les dirigeants éthiopiens seraient peut-être tentés de mettre un terme à la guerre larvée qui les oblige à garder un œil sur le sud du pays, alors que, dans le nord, ils s'essouffent dans un combat sans fin contre les indépendantistes érythréens : l'offensive, lancée dans la région de Nakfa à la fin de l'an dernier, se serait soldée par des milliers de morts et de blessés dans les rangs de l'armée gouvernementale. Du côté de Mogadiscio, on pose comme condition préalable à l'ouverture de négociations l'évacuation de Balanballe et de Galdogob, deux villages frontaliers occupés en août 1982 par les troupes d'Addis-Abeba sous couvert du Front démocratique de salut de la Somalie (FDSS). Le régime somalien, affaibli par de graves conflits ethniques, notamment au sein de la hiérarchie militaire, ne sera-t-il pas d'autant plus conduit à composer qu'aucun de ses alliés occidentaux n'est prêt à appuyer ses revendications territoriales ?

En tout cas, sous couvert de sécheresse et de développement, Djibouti, qui se flatte de pratiquer une politique de « stricte équidistance » entre Addis-Abeba et Mogadiscio, ne serait pas mécontent de réussir un beau « coup » diplomatique. M. Hassan Gouled, son président, avait, en août 1980, lancé l'idée d'une mission exploratoire « pour faire progresser la paix à petits pas » et mettre fin à ce qu'il qualifiait alors, à juste titre, de « comédie de guerre qui dépasse de loin l'Éthiopie et la Somalie ».

JACQUES DE BARRIN.

Face au blocus économique de Pretoria

LE LESOTHO DEMANDE L'INTERVENTION DE WASHINGTON ET DE LONDRES

Le gouvernement du Lesotho a adressé des rapports détaillés au président américain, M. Reagan, et au premier ministre britannique, M^{me} Thatcher, sur le blocus économique que lui impose Pretoria. Depuis le début du mois, les convois ferroviaires et les camions acheminant des produits de première nécessité vers le Lesotho sont bloqués à la frontière par les forces sud-africaines. Pretoria accuse Maseru d'accueillir des membres de l'ANC (Congrès national africain). A Londres, le Foreign Office a annoncé, mardi 14 janvier, qu'il examinait « toute affaire cessante » une lettre du premier ministre du Lesotho, M. Leabua Jonathan, demandant à la Grande-Bretagne d'intervenir pour mettre un terme à ce blocus. Une même démarche a été effectuée par M. Jonathan auprès du président Reagan.

En Afrique du Sud, d'autre part, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, a quitté Johannesburg mardi soir à l'issue d'une visite de trois jours au cours de laquelle il a rencontré le président Botha. Le Front démocratique uni (UDF), principale organisation légale anti-apartheid, a annoncé que ses dirigeants avaient refusé de rencontrer M. Crocker, estimant que la politique d'« engagement constructif » de Washington à l'égard de Pretoria revenait à « soutenir le régime d'apartheid ». Selon certaines indications, dans le message qu'il a fait parvenir à M. Botha, M. Reagan demandait instamment que des réformes politiques plus audacieuses soient entreprises en Afrique du Sud. M. Crocker, pour sa part, a confirmé le refus américain de sanctions économiques. — (AFP, Reuter.)



LE MONDE

s boudent
ir pacifique du monde

transformer, par le miracle de
propagande, un demi-échec en
succès.
M. Sigmund Bujak, pré-
sident claudesin du monde,
a ainsi choisi de faire par le
« estime » à ceux qui ont « re-
venir à l'arsenic, prévenant
respect de la paix et par son
avec la nation polonaise.
M. Bujak en profite pour dire
un pouvoir « qui a utilisé les
et les fustige contre son pro-
ple (...) et cherche à prouver
les professeurs de morale na-
tionale ». Et d'ajouter à l'ho-
de ceux qui pensent qu'en ve-
constance il convient de dé-
« Solidarité » à toujours les
activités sur la non-violence,
recherche du dialogue, « nous
lons la paix pour la Pologne,
monde, mais une paix fondée
respect des droits de l'homme,
nations ».

Un ancien dirigeant du M
de Solidarité, M. Romane-
attire, de son côté, l'attention
congressistes sur les vingt et
sonnes qui sont en instance de
ment d'être à la fin du mois.
rta, en particulier, du pré-
Hanasz, directeur du labora-
d'astrophysique du Centre de
d'astronomie de Torun (le M.
Copernic).

Quant aux redacteurs, on p
clandestin AOS, il y a un an
numéro spécial, en outre
s'ouvre sur les « Perspectives »
aux congressistes. Le jour-
illégal. Demandez à voir cela,
qu'on.

JAN KRAS

Belgique

Les poursuites
contre les cellules
communistes combattues

PIERRE CARETTE
ET SES COMPLICES
SONT INculpés
DE TENTATIVE DE MEUR



LE MONDE DECouvre LA NOUVELLE SIGNATURE DU GROUPE CGE.

Le Groupe CGE occupe une position de premier plan dans le domaine de l'énergie et de la communication. Dans ces deux secteurs essentiels, il est en mesure de réaliser, à travers ses sociétés et filiales, en France et à l'étranger, de grands ensembles complexes alliant les technologies les plus avancées:

ALSTHOM
3^e CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE MATERIEL FERROVIAIRE
ET DE GROUPE TURBO-ALTERNATEURS.

CGE-ALSTHOM
4^e CONSTRUCTEUR ET ENSEMBLER MONDIAL
DE CONTRÔLE INDUSTRIEL
ET D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES.

ALCATEL
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE SYSTÈMES DE COMMUTATION TÉLÉPHONIQUE NUMÉRIQUE.

LES CÂBLES DE LYON
2^e CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE CÂBLES POUR L'ÉNERGIE ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

FRAMATOME
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL
D'ILOTS NUCLÉAIRES
POUR CENTRALES ÉLECTRIQUES DEPUIS 10 ANS.

SAFT
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL
D'ACCUMULATEURS ALCALINS.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
ÉNERGIE & COMMUNICATION

C 5807

PUBLICIS

JOSE FRALON

politique

La conférence de presse de M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a donné son point de vue sur les règles d'une éventuelle cohabitation entre M. Mitterrand et une majorité de droite, mardi 14 janvier, au cours d'une conférence de presse. Il a notamment déclaré : « Il n'est pas possible d'obliger

à partir, contre sa volonté, un président élu pour sept ans. »

Le président de la République choisit le premier ministre mais ne peut pas le chasser. Le futur chef du gouvernement sera donc « indéboulonnable ». Le

chef de l'Etat n'a pas les moyens d'empêcher la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement et de la nouvelle majorité parlementaire.

Pas une voix UDF et RPR ne manquera au nouveau gouvernement lorsqu'il engagera sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement

proposera immédiatement le retour au scrutin majoritaire, dans un délai non précisé, un amendement constitutionnel sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel. Cette dernière initiative conduira à l'organisation d'un référendum au printemps 1987.

Si l'opposition l'emporte, le premier ministre sera indéboulonnable déclare l'ancien président de la République

Au cours de sa conférence de presse, M. Giscard d'Estaing a voulu « apporter des éléments de réponses » aux questions que, selon lui, les Français se posent sur le lendemain des élections. « Questions, a-t-il dit, que je me suis posées pendant des heures à l'Elysée, à la veille du scrutin du 13 mars 1978, quand tous les sondages annonçaient la victoire de l'opposition de l'époque. Je vous apporte les réponses de quelqu'un qui a été obligé d'imaginer et de prévoir la situation en vraie grandeur ; qui a cherché à savoir comment il réagirait lui-même. »

« La cohabitation est-elle une situation idéale ? »

« Non », a répondu l'ancien président de la République. « La meilleure situation est évidemment celle où la majorité parlementaire, et la majorité présidentielle, sont les

M. Valéry Giscard d'Estaing a précisé que « Le président de la République nomme le premier ministre, mais n'a pas le pouvoir de le renvoyer ». Le premier ministre de la cohabitation sera donc « indéboulonnable ».

Il a souligné que « c'est le premier ministre qui choisit les ministres ». Et qu'enfin, « pour conduire le redressement, il faudra des lois et des ordonnances ».

Sur le vote des lois, l'ancien chef de l'Etat a affirmé : « C'est le gouvernement qui a tous les pouvoirs. Il fixe l'ordre du jour. Le premier ministre décide les sessions extraordinaires, et engage la responsabilité du gouvernement sur le vote d'un texte. Quand la loi est votée, le président dispose, lui, d'un délai fixe pour la promulguer. » Pour les ordonnances, « c'est le gouvernement qui peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de procéder par ordonnance ».

« Dans des sujets comme le référendum et la révision de la Constitution, a-t-il ajouté, le président de la République ne peut agir que sur proposition du gouvernement. »

« Pratiquement, a résumé l'ancien chef de l'Etat, cela signifie que le président de la République n'a aucun moyen de s'opposer à la mise en place d'une nouvelle politique voulue par le gouvernement et la majorité parlementaire. »

Autrement dit, M. Mitterrand, selon M. Giscard d'Estaing, pourrait reprendre aujourd'hui les propos que, lui, avait tenus le 27 janvier 1978, à Verdun-sur-le-Doubs (1) : « Il pourrait ainsi déclarer : « Vous pouvez choisir l'application du programme de l'opposition ; c'est votre droit. Si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer. »

Interrogé sur le point de savoir qui, du premier ministre ou du président de la République, représentait la France aux sommets internationaux, M. Giscard d'Estaing a précisé que, pour le conseil européen, ce

devrait être le chef du gouvernement, comme c'est le cas pour tous les autres pays membres. Il a expliqué que si, lui, s'était rendu au conseil européen, c'est parce qu'il avait « un gouvernement qui obéissait », et qu'il pouvait « se conduire comme un chef du gouvernement ».

S'agissant des sommets où, selon lui, les sujets de débats sont souvent l'objet d'un consensus, le président de la République pourrait s'y rendre « après avoir discuté avec le premier ministre ».

La clé

M. Giscard d'Estaing « comprend », en revanche, les interrogations de ceux qui pensent que la cohabitation « ne marcherait pas », puisque « un homme qui a eu tous les pouvoirs n'acceptera pas de n'en avoir plus que très peu ». « C'est le véritable problème », a-t-il reconnu. Mais, selon lui, « la clé de la situation, c'est que l'homme accepte de changer ». Certes, « il n'est pas facile de voir réduire ses pouvoirs », mais ça peut devenir « acceptable, si l'on se donne une autre mission compréhensible pour les gens ». C'est cette attitude que M. Giscard d'Estaing avait adoptée en 1978, si l'opposition avait été majoritaire. Il aurait veillé au respect de toutes les échéances, et des obligations constitutionnelles de la fonction présidentielle. Il aurait veillé aussi à ce que la future élection présidentielle soit préparée dans des conditions régulières.

Imaginant l'après-mars, M. Giscard d'Estaing a d'autre part affirmé : « Le gouvernement devra engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale, à l'ouverture de la session, puisqu'il s'agira de conduire une nouvelle politique. » Il a prédit que tous les députés de la majorité UDF-RPR voteront pour le gouvernement. « Ce jour-là, toutes les ambiguïtés disparaîtront. » Le gouvernement, selon M. Giscard d'Estaing, devra aussi faire voter immédiatement le retour au scrutin majoritaire. Il devra enfin proposer au Parlement un amendement constitution-

nel, abrégant la durée du mandat présidentiel et conduisant à un référendum au printemps 1987. L'ancien chef de l'Etat a expliqué que le risque de dissolution ne sera réel qu'en cas d'« éclatement de la future majorité ». « La majorité divisée serait perdue », a-t-il insisté.

En conclusion, M. Giscard d'Estaing a cité M. François Mitterrand, déclarant récemment à Yves Mourousi : « La majorité des élus verra naturellement le président de la République lui confier le soin de gouverner, et le président de la République respectera d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français. » L'objectif de l'opposition, a-t-il clairement indiqué, a estimé M. Giscard d'Estaing.

(1) M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, avait déclaré, le 27 janvier 1978 à Verdun-sur-le-Doubs : « Vous pouvez choisir l'application du programme commun. C'est votre droit. Mais si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer. »

« M. Toubon : le quinquennat n'est pas une priorité. » M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a évoqué, le mardi 14 janvier à Annecy, la réduction du mandat présidentiel à cinq ans souhaitée, lors de sa conférence de presse, par M. Valéry Giscard d'Estaing. Pour M. Toubon, le remplacement du septennat par un quinquennat « n'est pas une priorité », même si c'est « une bonne chose ». « La réduction du mandat présidentiel, a-t-il ajouté, ne pourrait apporter qu'un débat politique qui ne servirait pas l'efficacité de l'action d'un gouvernement. »

Quant à la conception giscardienne de la cohabitation, il a affirmé : « Je pense que cela correspond à l'idée que j'ai émise dernièrement. Avec la Constitution, toute la Constitution, et également avec les voix des électeurs, nous aurons un gouvernement tranquille du renouveau. »

La règle du jeu

Le temps n'est plus où l'ancien président de la République conseillait à l'opposition d'éviter de soulever le problème de la cohabitation qui ne pouvait, selon lui, que « la diviser et l'affaiblir ». Engagé en janvier 1983 par M. Giscard d'Estaing lui-même, ce débat n'en fait pas d'ailleurs les discours politiques. « Les Français éprouvent une grande incertitude sur les conséquences de leur vote. Ils ne savent pas comment ils seront gouvernés », a noté, sans doute fort justement, l'ancien chef de l'Etat.

Ces interrogations sont d'autant plus sérieuses que les déclarations contradictoires sur les scénarios de l'après-mars se multiplient, et ne font qu'ajouter à la confusion. A coups de citations du général de Gaulle, d'expériences passées dans le passé (1), les responsables politiques invitent tour à tour les électeurs à imaginer une cohabitation « superlatrice », une cohabitation « pagaille », une cohabitation « affrontement », une cohabitation « douce ».

M. Giscard d'Estaing, qui depuis plusieurs mois avait choisi de s'en tenir au thème de « l'union nécessaire pour le redressement de la France », a pu estimer que dans cette « grisaille » et ce « flou », il était temps que quelqu'un s'exprimât, fasse jaillir une pensée lumineuse. Ce quelqu'un, ce pouvait être lui. N'est-il pas de tous les partenaires et adversaires de M. Mitterrand le seul à se prévaloir d'une expérience de poids, sept années passées à l'Elysée ?

« J'ai été obligé d'imaginer, et de prévoir la situation [la cohabitation] en vraie grandeur », a-t-il rappelé, faisant allusion au début de l'année 78, quand l'opposition était donnée victorieuse par les sondages. Il a expliqué une nouvelle fois quelle serait « la règle du jeu », que devrait observer un président de la République « non soutenu par une majorité parlementaire ». Il devra user de ses seuls pouvoirs : « le droit de dissolution, et le prestige que confère l'élection populaire. »

« Le président de la République a une fonction, un pouvoir (de dissuasion), et une

influence. » Point final. « Sans doute aura-t-il du mal à accepter cette limitation des pouvoirs dont il dispose aujourd'hui », a remarqué M. Giscard d'Estaing. Mais il lui revient de se donner une autre mission que lui-même le vis « acceptable ». Ne serait-ce que préserver « la grandeur du pays », en veillant au respect des règles du jeu démocratique, comme lui s'apprêtait à le faire en 1978, si l'opposition avait été victorieuse.

A plusieurs reprises, répondant ainsi aux adversaires déclarés de la cohabitation, l'ancien chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de « ne pas fuir les réalités ». M. Barre, a-t-il remarqué, « souhaite qu'on puisse reconstruire une situation idéale de nos institutions, et effacer le vote de mai 1981 ». Voilà qui n'est pas réaliste, a-t-il laissé entendre.

M. Giscard d'Estaing souhaite seulement que le France accepte de faire face à la situation qu'engendreront les élections prochaines. Dans ce débat, l'ancien président de la République n'a pas voulu faire intervenir d'éléments personnels. Il a assuré qu'il « n'attendait rien », de l'après-mars : ni poste de premier ministre, ni portefeuille ministériel, et que jamais il n'avait été question d'un « pacte » entre M. Mitterrand et lui. Il a aussi tenu à préciser que si une élection présidentielle venait à se présenter, il « ne ferait rien qui puisse diviser la majorité ».

L'argumentation de M. Giscard d'Estaing ne met pas en jeu un point final à ce débat mais le député du Puy-de-Dôme peut espérer qu'elle pèsera de tout le poids de son passé d'ancien président de la République. Voilà qui le distinguera fort à propos, de ses deux anciens premiers ministres.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Sur ce sujet, Daniel Aronson a publié (aux PUF) un livre fort intéressant, à la fois éclairant sur l'histoire passée des cohabitations, et amusante galerie de portraits, « La Cohabitation en France. La règle du jeu ».



PLANTU.

mêmes ! Ce que j'ai appelé le bon choix ! Mais, les préférences personnelles ne font pas le poids devant les réalités. Les Français ont élu, en 1981, un président de la République pour sept ans. Et il vont sans doute élire en mars prochain, une majorité de sens contraire. Voilà la réalité. Nous devons y faire face.

« Est-il possible d'obliger à partir, contre sa volonté, un président élu pour sept ans ? »

« Non », a encore répondu l'ancien chef de l'Etat, parce que je veux que la France ait la politique d'un grand pays : un grand pays respecte les règles et fait face aux réalités, même difficiles. Il ne s'agit pas, a-t-il remarqué, de « recommencer la vieille histoire : au dix-neuvième siècle, la contrainte c'était la Constitution, alors on faisait sauter la Constitution. Jusqu'en 1958, la contrainte, c'était les gouvernements. Alors, on renversait les gouvernements (...) Dans la Ve République, c'est l'institution présidentielle, comme on l'a voulue. Va-t-on maintenant changer de président, comme on a changé de gouvernement. Parce qu'il a cessé de plaire ? Ça ne se passe dans aucun pays. »

Surestimation

« Y-a-t-il compatibilité entre le maintien de François Mitterrand dans sa fonction, et la mise en place d'une autre politique ? »

A ceux qui pensent que ça « ne pourra pas marcher », puisque « la nouvelle majorité sera empêchée d'appliquer sa politique », M. Giscard d'Estaing objecte qu'on « surestime les pouvoirs du président de la République, parce qu'on confond une situation particulière et la règle du jeu ». « La situation particulière à laquelle sont habitués les Français », est celle « où le président de la République dispose d'une majorité qui lui obéit », a remarqué le député du Puy-de-Dôme. Il a ajouté : « Mais, si le président ne dispose plus d'une majorité qui lui obéisse, il ne lui reste plus que ses pouvoirs propres : ils sont précis et limités. En réalité, ce sont les pouvoirs du président de la République qui précèdent, avec en plus, deux choses : le droit de dissolution, et le pouvoir que lui confère le prestige populaire. »

par Jean-Marie COLOMBANI

D'un régime à l'autre : tel paraît bien être, au fur et à mesure qu'il se développe, l'enjeu du débat sur la cohabitation ; et donc celui du scrutin de mars prochain. D'un régime « présidentiel », tel que M. Giscard d'Estaing, président nouvellement élu, le définissait dans sa conférence de presse du 25 juillet 1974, à un régime parlementaire, ou parlementariste, tel que M. Giscard d'Estaing, ancien président, l'a esquissé dans sa conférence de presse.

Entre ces deux dates, il y a naturellement le poids de l'expérience, mais aussi celui de l'opportunité politique. Celle-ci conduit une opposition forte d'un pronostic électoral toujours favorable à envisager que deux hypothèses : soit un président potiche (c'est la cohabitation version Giscard-Chirac), soit un autre président (c'est le schéma barriste).

De tous les acteurs politiques, M. Giscard d'Estaing est certainement sur ce sujet (avec M. Mitterrand) le mieux placé — qualité oblige — pour être (enfin) écouté, sinon entendu. Commode, la cohabitation ? Non. Évitable ? Non plus. Praticable ? Certainement.

Ce propos a au moins trois mérites. Celui de la continuité d'abord, puisque, placé le premier dans une perspective de cohabitation au mois de février 1978, M. Giscard d'Estaing persiste et signe : il n'aurait pas eu « les moyens de s'opposer au programme commun » ; M. Mitterrand n'aura pas « les moyens de s'opposer au programme de l'opposition ».

D'un régime à l'autre

Le deuxième mérite, et non le moindre est d'ériger en principe qu'en France comme dans les autres démocraties occidentales la règle du jeu s'impose à tous : que la Constitution n'est pas une simple feuille de papier, sanctifiée lorsqu'elle sert les intérêts de son propre camp, chiffonnée lorsque le camp adverse veut en faire son rempart. Présenter cette conception comme un élément du consensus national constitue, comme le souligne M. Giscard d'Estaing, un progrès dans un pays dont la tradition démocratique a longtemps été battue en brèche par l'héritage bonapartiste.

Qui dit progrès politique dit aussi banalisation de l'alternance, donc élargissement du champ des consensus, et débat non plus sur le changement de société, mais seulement sur le changement de la société. De ce point de vue, M. Mitterrand a fait plus que sa part, ne serait-ce qu'en ajoutant à la défense la réhabilitation de l'esprit d'entreprise.

Si l'on s'inscrit dans cette perspective de modernisation politique, encore faut-il en accepter la logique, et ne pas commencer par remettre en cause un consensus jusque-là solide, celui qui entourait et protégeait les institutions, et leur clé de voûte, le président de la République.

C'est là sans doute que le propos de M. Giscard d'Estaing contient son principal défaut, sa propre négation. Il pose en valeur suprême la règle constitutionnelle. Mais, dans le même mouvement, il la contourne. Il ne concède en effet au président que le rôle d'un veilleur de nuit chargé de sonner l'alarme s'il estime nécessaire et — conséquence extrême — l'unique pouvoir d'en

appeler à l'opinion en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale. C'est en quelque sorte la cohabitation « réduite aux acquiescements ».

Deux textes et deux noms sont en fait revenus souvent dans la bouche de l'ancien président pour décrire la situation de l'actuel chef de l'Etat au soir du 16 mars : les Constitutions de la III^e et de la IV^e République ; Albert Lebrun et Vincent Auriol. Cette double comparaison jette doublement fausse.

M. Giscard d'Estaing s'est appuyé sur ces précédents-là pour contester que le président puisse être maître de l'action extérieure (en participant, par exemple, aux sommets européens), alors qu'il s'agit là, précisément, du seul secteur où les présidents, réputés inexistants, jouaient un certain rôle ; M. Giscard d'Estaing s'en tient à une (re)lecture mythologique de ces précédents, dans ce domaine-là.

Surtout, l'ancien président néglige la révolution juridique qu'a introduite la Constitution de 1958. Elle distingue en effet, à côté des pouvoirs propres du gouvernement, les pouvoirs propres du président (1) et les pouvoirs partagés par le président et le premier ministre. M. Giscard d'Estaing est tout à fait fondé à proclamer qu'un premier ministre, une fois nommé, est « indéboulonnable » : le président n'a pas, dans les textes, le pouvoir de révoquer le premier ministre. Mais relègue, comme il voudrait le faire, M. Mitterrand à l'exercice d'une fonction certes « prestigieuse », mais vide de substance, c'est nier la notion de pouvoir partagé. Imposer l'inertie au président, c'est exclure une interprétation commune minimale du pouvoir, qui fondera cet exercice partagé. C'est surtout

admettre qu'une élection chasse l'autre : c'était le cas en 1958 ; ce ne peut plus être le cas depuis la réforme de 1962, qui fait de l'élection du président au suffrage universel le moment-clé de la vie politique.

Dire que des législatives peuvent effacer une présidentielle, c'est ôter tout fondement à la cohabitation : c'est, fort logiquement (et non constitutionnellement) ce que proclame M. Barre. Celui-ci craint par-dessus tout l'abaissement de la fonction présidentielle. Avec M. Giscard d'Estaing, nous y sommes.

Sous la V^e République, et à moins de changer la nature du régime, le président a trois pouvoirs : moral (il est élu au suffrage universel), constitutionnel (ses pouvoirs propres) et politique. Il est vrai qu'un président soutenu par une majorité parlementaire peut gouverner sans contrôle. Entre un président et une majorité hostile, ce pouvoir politique sera déterminé non par une lecture notariale de la Constitution, mais par un compromis minimum.

Au-delà des débats institutionnels, ce n'est pas d'hier que M. Giscard d'Estaing, qui était parvenu en 1974, sur le thème du « changement sans risque », à soustraire à M. Mitterrand une frange de sa « majorité sociologique », cherche à prendre pied sur le terrain du PS. Cela lui avait valu les soupçons du RPR et l'accusation de faire du « socialisme rampant » lorsqu'il était à l'Elysée. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs, dans lequel le président d' alors s'était déclaré prêt à cohabiter avec un premier ministre de gauche, qui n'aurait pu

être que M. Mitterrand, avait été dénoncé par ses alliés comme un comportement de capitulation.

La « déscription », l'évocation insistante de l'éventuelle ouverture de la majorité d' alors, le projet d'instauration d'un scrutin proportionnel étaient apparus, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, comme autant de tentatives pour élargir un espace politique fermé, à droite, par le RPR.

L'équation du député du Puy-de-Dôme n'a pas fondamentalement changé. La différence, c'est que son cohabitationnisme est aujourd'hui partagé par le RPR. M. Giscard d'Estaing considère certainement qu'il est le seul qui puisse, à terme, tirer bénéfice d'une telle configuration, conforme à la stratégie centriste qui a toujours été la sienne. Mais qu'il n'a jamais pu faire prévaloir.

(1) Les pouvoirs propres du président de la République, tels qu'ils sont énumérés par la Constitution, sont les suivants : nomination du premier ministre, dissolution de l'Assemblée nationale, exercice des pouvoirs exceptionnels de l'article 16, message au Parlement, saisine du Conseil constitutionnel, nomination de trois membres de cette juridiction et décision de ne pas soumettre à un référendum une loi constitutionnelle.

En revanche, l'ordre du jour et la révision du conseil des ministres, la demande au Parlement d'une nouvelle délibération, le recours au référendum de l'article 11, la signature des ordonnances, les nominations aux emplois civils et militaires, la révision de la Constitution d'origine gouvernementale et la convocation d'une session extraordinaire du Parlement nécessitent l'accord du président et du premier ministre.

Estaing

ment le retour au scrutin...
un délai non précisé, un...
sur la réduction à cinq...
Celle dernière initiative...
d'un référendum au pe...

du jeu

influence. » Point final. « Sur...
doute aura-t-il du mal à accepter...
cette limitation des pouvoirs...
dont il dispose aujourd'hui », a...
remarqué M. Giscard d'Estaing...
Mais il lui revient de se donner...
une autre mission qui lui rende...
la vie « acceptable ». Ne serait-ce...
que préserver « la grandeur de...
pays », en veillant au respect des...
règles du jeu démocratique...
comme lui s'apprêtait à le faire...
en 1978, si l'opposition avait été...
victorieuse.

A plusieurs reprises, répon-
dant ainsi aux adversaires...
déclarés de la constitution...
l'ancien chef de l'Etat a insisté...
sur la nécessité de « ne pas fuir...
les réalités ». M. Berre, 84-
ans, a répondu : « Je pense qu'on...
peut reconstruire une situation...
idéale de nos institutions, et effec-
tuer le vote de mai 1981 ». Vote...
qui n'est pas réaliste, a-t-il voulu...
entendre.

M. Giscard d'Estaing souligne...
seulement que la France accepte...
de faire face à la situation...
qui engendreront les élections...
prochaines. Dans ce débat...
l'ancien président de la République...
qui n'a pas voulu être amené...
à des éléments personnels, il a...
assuré qu'il n'attendait rien...
de l'après-midi, ni porte de...
ministère, et que, dans le...
n'avait été question d'un...
« pacte » entre M. Mitterrand et...
lui. Il a aussi tenu à préciser que...
une élection présidentielle...
venait à sa échéance, « la...
étant rien de tel que d'être...
projeté ».

L'argumentation de M. Gi-
scard d'Estaing se fera donc...
pas un point sur lequel se penche-
ra l'Assemblée. Mais, comme par...
le député de l'Indre, comme par...
l'ancien ministre de l'Intérieur...
de son parti, il a tenu à...
de la France, une fois de plus...
distinguer, à l'occasion de ce...
des deux années précédentes.

CHRISTINE FAUVET-MYON

« Sur ce, les deux...
la publication de l'acte...
matériel, à l'exception...
l'Assemblée par le...
et sous la signature de...
le Conseil d'Etat...
régie de son... »

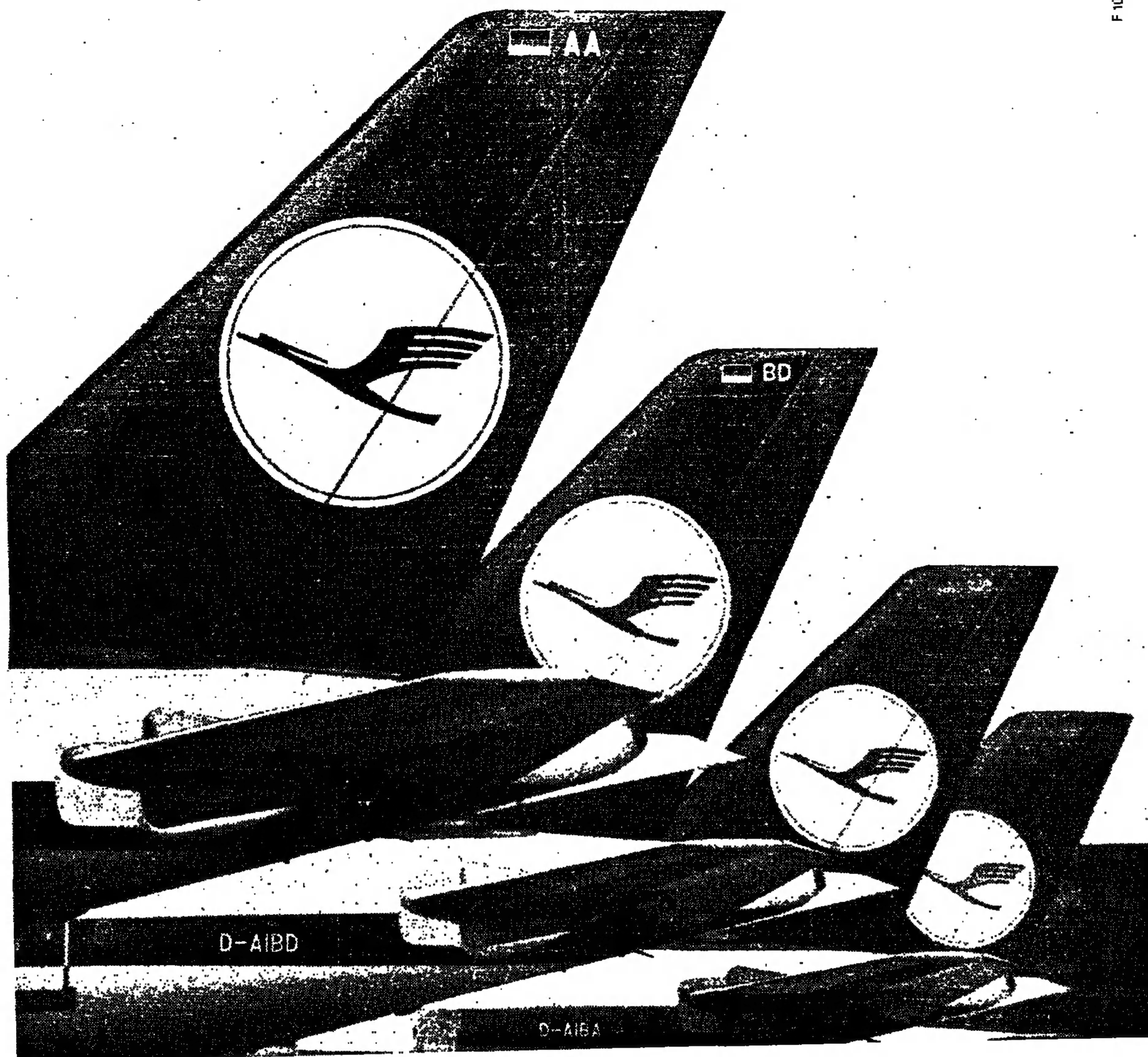
Est que M. Mitterrand...
démontre par son...
comportement la...
d'Assemblée.

La « démission » de...
insistent à ce sujet...
de la majorité...
l'Assemblée...
M. Giscard d'Estaing...
avant de tenir...
capable de...
le RPR.

L'élection de...
Dôme...
champs...
collaboration...
partagé...
Giscard d'Estaing...
qu'il est...
seront...
tion,...
sive...
Mais...
leur.

Les...
de la République...
mérita...
vont...
d'Assemblée...
exercice...
l'article...
de...
de...
référé...
En...
de...
demande...
délibération...
de l'Assemblée...
sances...
de...
Constitution...
et la...
dépense...
l'Assemblée...
tation.

Douala, Kinshasa, Libreville ... Maintenant, vous pouvez vous y envoler avec nous.



Aujourd'hui, Lufthansa vous ouvre
plus grandes encore les portes de
l'Afrique. Avec la mise en service de
ses lignes sur Douala, Kinshasa et
Libreville.
Le mardi et le samedi un Airbus
A 300, version long-courrier, vous
emmène à Douala et à Kinshasa.
A bord, naturellement, les sièges

Senator Sleeper en première classe,
et le nouveau confort de la Business
Class et de la classe touriste.
Un DC 10 tout aussi confortable, et
qui vous offre lui aussi le choix entre
3 classes, assure chaque samedi la
liaison Francfort - Libreville.
Bien sûr, tous les vols au départ de
Francfort proposent une correspon-

dance directe avec Paris. Avec
Lufthansa, ce sont 17 capitales du
continent africain qui s'ouvrent à
vous: Addis-Abeba, Alger, Casa-
blanca, Dar es-Salaam, Douala,
Harare, Johannesburg, Khartoum,
Kinshasa, Lagos, Le Caire, Libre-
ville, Île Maurice, Nairobi, Tanger,
Tripoli et Tunis.



Lufthansa

POLITIQUE

Propos et débats

M^{me} Garaud : snob

M^{me} Marie-France Garaud, qui s'exprimait lors d'une rencontre organisée, le mardi 14 janvier, par le Conseil national des femmes françaises autour du thème « les femmes et l'engagement politique », a affirmé, à propos de la liste législative qu'elle conduira à Paris : « On a des chances d'avoir des élus ». « Ma liste est en un sens la plus snob de Paris », a-t-elle lancé, sous forme de boutade, M^{me} Garaud en révéant que trois personnes s'étaient disputées la dernière place, tandis que qu'un d'entre elles n'a demandé à être bien placé.

La présidente de l'Institut national de géopolitique a expliqué à ses auditeurs que le général de Gaulle avait fait preuve « à la fois d'une intelligence masculine et féminine », notamment dans le domaine de la défense. « L'utilisation de la faiblesse comme une force est la clé de la discussion française. C'est une conception totalement féminine », a soutenu M^{me} Garaud, qui juge que M. Valéry Giscard d'Estaing n'y avait « jamais rien compris » car, dit-elle, il ne peut concevoir « qu'un faible puisse dissuader un fort ».

M. Drut : ministre

M. Guy Drut, ancien champion d'athlétisme, affirme, dans une interview publiée par le magazine Sports-hebdo daté du 15 janvier : « Si le mouvement politique auquel j'appartiens, le RPR, me confiait la charge de ministre de la jeunesse et des sports en cas de victoire de l'opposition, je l'accepterais ». Adjoint aux sports du maire de Paris, M. Drut se déclare « un peu surpris » de la déclaration faite, dans le même hebdomadaire, par M. François Liotard, secrétaire général du RPR, qui pense que le ministère des sports devrait être supprimé.

M. ANSART (PC) : Thatcher

M. Gustave Ansart, député communiste du Nord et membre du bureau politique, affirme, dans le quotidien communiste du Nord-Libération du 15 janvier : « Entre la politique charbonnière de la droite conservatrice M^{me} Thatcher et celle du Parti socialiste en France, il n'y a guère de différence ». M. Ansart évoque la prochaine venue du premier ministre britannique dans le Nord pour demander : « Est-ce au nom du socialisme que le PS nous inflige la présence de M^{me} Thatcher ? »

M^{me} ROUDY : bonne année

M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, qui présentait, mardi 14 janvier, ses vœux à la presse, a affirmé : « Il faudra (...) que les femmes se prononcent aussi en fonction de ce qui a été fait pour elles ». M^{me} Roudy, qui souhaite que la campagne électorale serve, notamment, à « faire connaître les acquis », a souligné : « Ces acquis demeurent fragiles. Un retour de la droite pourrait représenter la fin d'un certain nombre d'entre eux, comme aux USA, où, après des avancées, les Américains connaissent un recul spectaculaire ». M^{me} Roudy juge enfin que 1985 a été « une bonne année » pour son ministère.

SITUATIONS 86

PARIS : M. Toubon demande aux petites listes d'opposition de se retirer

« Une campagne forte et intense, pour rassembler » : telle est la nature de l'action que M. Jacques Toubon, tête de liste RPR à Paris, compte mener dans la capitale jusqu'au 16 mars. En présentant sa liste au siège provisoire de sa campagne, 11, boulevard de Sébastopol, le mardi 14 janvier, le secrétaire général du RPR, entouré de ses vingt colistiers, a insisté sur sa volonté — partagée, a-t-il affirmé, par l'UDF — d'éviter la dispersion des voix de l'opposition. Il veut, a-t-il dit, lutter contre « la tentation de jouer le jeu pervers de la représentation proportionnelle, qui favorise la confusion et la division ». Toute la tactique de l'opposition est d'obtenir que seuls restent en lice des représentants des deux courants RPR et UDF. Ce qui pourrait servir de modèle à d'autres départements, où la cohésion est moins évidente.

M. Toubon rappelle donc que l'accord de gouvernement conclu entre ces deux partis les lie, à l'exclusion de tout autre, pour former la majorité électorale, et soutenir le gouvernement d'après-mars, en cas de victoire. C'est donc un appel au « vote utile » qu'il a lancé. Il s'est, en conséquence, félicité du ralliement au RPR de M. Jean-

Maximé Levrêque, président du mouvement UNIR, qui a retiré ses listes à Paris et dans une vingtaine de départements. En échange, des candidats UNIR figureront sur les listes RPR pour les élections régionales, notamment à Paris.

Fort de cette décision, M. Toubon a lancé : « J'espère que cet exemple inspirera d'autres candidats à faire de même. Le maintien de listes de diversion, est le résultat du piège tendu par le gouvernement. Et il fait le jeu de M. Mitterrand ».

Ce discours ne pouvait s'adresser, à Paris, qu'à M^{me} Marie-France Garaud, puisqu'elle est la seule à conduire « une petite liste » qui se dit d'opposition.

M. Jacques Toubon a également indiqué que la campagne qu'il inspire, luttera « contre l'inflation de la propagande officielle, contre ses fausses vérités et ses vaines menaces ». Il a notamment dénoncé « les embrouilles et les magouilles des socialistes » ainsi que « la vulgarité et la malhonnêteté de leurs procédés ». Comme la lettre adressée par M. Jack Lang, ministre de la culture, à M. Georges Sarre, président du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, pour lui demander de prendre des initiatives urgentes, afin de dénoncer la politique culturelle de la mairie de Paris.

Le maire du treizième arrondissement a expliqué que la campagne du RPR s'appuierait notamment sur les trois cents élus (municipaux et d'arrondissement), qui possèdent le parti de M. Jacques Chirac dans la capitale, et sur le bilan de l'action municipale menée depuis 1977. Ce bilan servira de modèle « à ce que nous pourrions faire au gouvernement ».

Chaque candidat de la liste RPR « travaillera », de préférence, un arrondissement, un peu comme si, au-delà du scrutin du vote du 16 mars, un prochain retour au scrutin d'arrondissement se préparait, en vue des échéances ultérieures. Pendant les deux mois qui viennent, M. Toubon, accompagné de M. Devaquet qui dirige la liste régionale du RPR, fera trente visites d'arrondissements, parfois avec M. Chirac qui participera également à trois meetings publics, les 17 et 27 février, et le 14 mars, à l'avant-veille du scrutin.

A. P.

« Nous voulons arracher la France au déclin » nous déclare M. Bruno Megret

L'ALLIANCE DES CAR ET DU FRONT NATIONAL

Polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, ancien conseiller technique de M. Robert Galley au ministère de la coopération, de 1979 à 1981, aujourd'hui âgé de trente-six ans, M. Bruno Megret, président des Car (CAR), est le dernier allié en date de M. Jean-Marie Le Pen. Il dirigera la liste du « Rassemblement national » dans le département de l'Isère. Nous lui avons demandé les raisons de son engagement auprès du Front national.

— Par quel cheminement les comités que vous présidez se retrouvent-ils aujourd'hui auprès du Front national après avoir essayé de devenir le fer de lance de la nouvelle opposition libérale quand la gauche est arrivée au pouvoir ?

— Depuis la création des CAR, en janvier 1982, notre ligne politique n'a pas changé. Notre objectif est toujours le même. Nous voulons assurer le renouveau de notre pays par l'émergence d'un courant politique de droite ancré dans des convictions claires et nettes.

— Mais comment expliquez-vous votre rupture avec le RPR et l'UDF ? De la part d'un ancien membre du RPR comme vous, ne s'agit-il pas d'un reniement ?

— Nous considérons que le RPR et l'UDF n'ont pas su tirer les leçons de leur échec de 1981 et nous constatons que la période d'opposition qu'ils viennent de traverser ne les a pas conduits à se renouveler réellement, même si quelques têtes nouvelles sont apparues. Ils ne sont pas animés de convictions véritables ; ils restent avant tout des appareils qui fonctionnent au service de

la carrière de leurs dirigeants et de leurs membres. Ils n'ont pas la volonté de redresser le pays.

— Êtes-vous donc un déçu de la droite libérale ?

— Non. Nous ne sommes pas déçus parce que nous n'avons jamais eu d'illusions.

— Quelle est la nature de votre rapprochement avec le parti de M. Le Pen ? Alliance ? Allégeance ?

— C'est une alliance. Nous nous retrouvons à côté du Front national, sous la direction de Jean-Marie Le Pen, dans une communauté de convictions et d'objectifs politiques. Les CAR conservent leur identité et leur autonomie ; ils continueront d'exister après 1986 et à mener les mêmes actions que jusqu'à présent.

— Donc il n'est pas question, pour l'instant, d'envisager votre fusion avec le Front national ?

— Ce n'est pas ce qui est envisagé, en effet.

— Vous parlez de communauté de convictions et d'objectifs. Quelles sont les convergences les plus importantes qui existent entre vous et les thèses du Front national ?

— Nous partageons d'abord la conviction que notre pays est au bord du déclin et que, si nous ne prenons pas à bras-le-corps un certain nombre de grands enjeux, la France risque de ne pas se relever. Ces enjeux, ce sont essentiellement l'immigration, la démographie, le rôle de l'Etat.

— Je m'explique : nous sommes hostiles à la France multiculturelle. Nous voulons que notre pays continue de se développer sur la base de ses propres valeurs, et si rien n'est fait en ce domaine notre pays ne

pourra plus survivre en tant que tel. Nous voulons que la France reste la France.

— La question de la démographie est tout aussi importante car notre pays ne renouveller plus ses générations. Si l'on continue à ne rien faire, tous les autres problèmes deviendront rapidement caducs parce que notre pays sera peuplé de vieillards, sa population décroîtra, ce sera la mort biologique.

— Enfin, nous voulons que l'Etat retrouve sa place et assume ses missions premières — la sécurité, la justice, la défense — mais qu'il se désengage de l'économie. Au lieu d'empêcher les gens de produire, il faut créer, au contraire, un environnement favorable pour ceux qui veulent produire des richesses ; il faut sortir de cette mécanique infernale dans laquelle ceux qui produisent sont de moins en moins nombreux par rapport à ceux qui vivent des productions.

Une image pénalisante

— S'agit-il d'une adhésion à une démarche politique ou au programme du Front national ?

— La distinction est subtile. C'est une adhésion à une démarche en ce sens que nous savons que les partis institutionnels ne prendront pas les mesures d'urgence qui s'imposent pour arracher la France au déclin, inverser les tendances défaites dont je viens de parler. Il faut donc renforcer ce nouveau courant dirigé par des gens qui ne sont pas des carriéristes ou des professionnels de la politique et qui sont prêts à prendre des risques personnels, en terme de carrière, pour faire prévaloir leurs idées et leurs convictions. Mais nous sommes aussi d'accord avec le programme qui est présenté par Jean-

Marie Le Pen dans la campagne électorale.

— Est-ce que l'image raciste, xénophobe, anti-démocratique du Front national ne vous a pas freiné dans vos approches ?

— Cette image est, en effet, pénalisante, et elle écarte de Jean-Marie Le Pen des gens qui partagent ses idées. S'il n'y avait pas cette image, ce courant représenterait d'ailleurs deux fois plus d'électeurs qu'aujourd'hui. Mais cela aurait été faire preuve de lâcheté que de ne pas nous engager à côté d'une organisation dont nous partageons les convictions et les objectifs sous prétexte qu'elle a une mauvaise image de marque. Le courage, c'est parfois aussi d'accepter de passer pour ce qu'on n'est pas.

— Pourtant beaucoup de partisans du Front national s'insistent, par exemple, à afficher ouvertement leur racisme ?

— Le problème du racisme est délicat. Notre attitude, sur ce point, est très différente de celle des socialistes, qui acceptent la société multiculturelle, puis constatent que cette situation engendre des réactions de rejet de la part de la population et réagissent en dénonçant le racisme. Nous aussi, nous condamnons le racisme, mais nous disons que le meilleur moyen de le combattre est d'en supprimer les causes, donc d'éviter que notre pays, atteigne des seuils de rupture à cause de l'immigration.

— L'un des courants les plus virulents du Front national — la composante intégriste — fait sienne la devise pénalisante « Travail, famille, patrie ». Cela ne vous gêne pas d'avoir de tels allés ?

— Nous ne sommes pas tournés vers le passé. L'important, c'est d'être tourné vers l'avenir. La plupart des membres des CAR sont des gens de la génération des trente-trente-cinq ans ; la dernière guerre ne les intéresse plus. En revanche, qui est contre le travail, contre la famille, contre la patrie ?

— Feriez-vous votre formule de M. Barre, qui dit « Travail, famille, patrie », mais dans une France libre ?

— Littéralement, certainement. Sans aller jusqu'à épouser les autres thèses de M. Barre ?

— Nous ne partageons pas le point de vue de M. Barre, quand il soutient, par exemple, que l'immigration est un problème trop important pour être débattu en campagne électorale.

— Mettez-vous M. Barre dans le même sac politique que les dirigeants du RPR et de l'UDF ?

— Nous partageons avec M. Barre une réserve face à ce qu'il appelle la « ratatouille » politicienne. Mais nous pensons que les idées de M. Barre déçoivent beaucoup de ses supporters car elles sont plus dirigistes et plus centrées qu'il ne l'imagine.

— Est-ce que ce ne vous gêne pas non plus d'entendre Mgr Lefebvre dire qu'il faut voter Le Pen parce que c'est le meilleur moyen d'avoir en France une démocratie du même « modèle » que la « démocratie » sous Franco ou sous Salazar ?

— Bien sûr que ce que dit Mgr Lefebvre me gêne, parce que ce n'est pas ce que je souhaite, mais, comme disait Georges Pompidou, on n'est pas responsable des gens qui nous soutiennent.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

ALLIER : menaces de désunion dans l'opposition

De notre correspondant

Moulins. — Dans l'Allier, où l'opposition peut prétendre conquérir deux des quatre sièges de députés aujourd'hui acquis à la gauche, les listes d'union RPR-UDF pour les législatives et les régionales de mars ne sont toujours pas communes. Ce retard n'est pas imputable au RPR, qui préfère parler de listes fusionnées. Il a publié les noms de ses candidats, dont M. Hector Rolland, maire de Moulins, qui conduira la liste des législatives.

Derrière lui, vient, en principe, M. Jacques Lacarrie, soixante-trois ans, maire (RPR) de Vichy et président départemental de l'UDF. Ce dernier aurait aimé que l'un de ses proches — d'anciens disent : son neveu — à la mairie de la station thermale — figurât sur la liste des régionales à une place considérée comme délicate, mais les représentants de l'UDF ont attribué celle-ci, très majoritairement, à un radical.

C'était à la mi-décembre. Depuis, la situation est bloquée. Assurément pas pour cette seule raison. Il y a aussi et surtout le fait que l'élection, comme député, du paisible docteur Lacarrie pourrait être compromise si se confirmait la menace d'une liste dissidente d'opposition. Celle-ci s'emploie à déstabiliser le docteur Lacarrie avec le soutien actif de l'homme fort de l'opposition en Bourbonnais, le sénateur centriste Cluzel.

M. Cluzel, qui s'était engagé nettement derrière le ticket Rolland-Lacarrie, se trouve à présent en fâcheuse posture. Figurement, en effet, sur la liste dissidente aux législatives quatre membres de la majorité du conseil général qu'il préside, dont trois vice-présidents parmi lesquels son suppléant au Sénat. Un radical conduirait cette liste : M. Georges Froastre, conseiller général de Vichy, vieux rival du docteur Lacarrie. Faute de s'être vu attribuer la deuxième place sur la liste d'union RPR-UDF aux législatives, il s'est retourné vers celle que préparait M. Jean Gravier, un jeune conseiller général de Montluçon, toujours suivi (il a enregistré des déflections) par deux conseillers généraux amis de l'arrondissement de Montluçon.

Qu'est-ce qui pousse ces dissidents, en tout cas les Montluçonnais ? Leur hostilité aux partis (M. Gravier a démissionné il y a peu du RPR), accusés de tout décider d'en haut sans en référer à la base. Ainsi estiment-ils que la région montluçonnaise, pourtant la plus peuplée de l'Allier, est insuffisamment représentée sur les listes RPR-UDF. Ils contestent aussi le choix du tic-

ket Rolland-Lacarrie qui, disent-ils, ne représente pas l'avenir et porte la griffe de M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'ils n'apprécient guère. M. Raymond Barre, en revanche, à leurs faveurs et, selon M. Gravier, ne les décevrait pas.

Le département de l'Allier fera-t-il exception dans la région Auvergne, qui devait, selon le vœu du député de Chamalières, donner à la France l'exemple de l'union ? Ce n'est pas exclu si les dissidents persistent. Leur liste pour les législatives est prête. Une autre pour les régionales, que conduirait M. Gravier, devrait l'être sous peu. Mais la décision définitive n'est pas encore prise. On prend son temps tandis, qu'il se murmure que le docteur Lacarrie serait moins chaud pour se présenter et que le RPR s'implante devant les tergiversations de ses partenaires de l'UDF. Quelle qu'en soit l'issue, la crise qui secoue la droite bourbonnaise laissera des traces, notamment dans la majorité du conseil général.

Une liste MRG « élargie »

D'autre part, dans ce département de l'Allier où il en avait la possibilité, conformément à l'accord passé avec le PS, le MRG, associé au MGP (Mouvement des gauchistes de progrès), présentera une liste tant aux élections législatives qu'aux régionales. Toutes deux seront conduites par un responsable départemental du MRG, M. Gérard Charasse, maire du Vernet, commune voisine de Vichy.

M. François Colombat, maire et conseiller général (apparenté socialiste) de Domptre-sur-Beaure, et directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice, s'était vu proposer la tête de la liste MRG élargie aux législatives. Mais il a finalement décliné cette offre, notamment par souci de ne pas gêner la liste socialiste que conduira M. Jean-Michel Belorgey et sur laquelle il avait vainement brigué la deuxième place (non éligeable).

PATRICE ROTIG.

FINISTÈRE : le RPR et l'UDF unis pour les régionales. — Le RPR et l'UDF ont rendu publique, dimanche 12 janvier à Brest, la liste commune qu'ils présenteront pour les élections régionales. Elle sera conduite par M. Jean-Yves Cozan (CDS), président départemental de l'UDF, qui occupe la troisième place sur la liste d'opposition aux législatives dirigée par MM. Goadouff et Miossec, tous deux députés sortants RPR.

La campagne du premier ministre INFORMATIQUE ET TUC EN SEINE-ET-MARNE

M. Laurent Fabius s'est rendu, le mardi 14 janvier, en compagnie de M. Gilbert Tripano, député chargé des nouvelles formations, en Seine-et-Marne. A Torcy — une des six communes du Val-Maubuée, à Marne-la-Vallée — le premier ministre a assisté à une application du plan « Informatique pour tous », qui vise, à terme, à initier à l'informatique 12 millions d'électeurs et d'élèves. M. Fabius a pu observer les réalisations de l'atelier télématique de l'école Georges-Brassens.

La journée avait commencé par la visite, à Noisiel, d'une ancienne ferme, en passe d'être transformée en centre culturel. Guidé, notamment par M. Jean-François Fourré et Alain Vivien, députés socialistes du département, M. Fabius a pu admirer, dans une des salles de classe bâties, un numéro de trapèze effectué par de jeunes acrobates. Il a visité, ensuite, une école, puis rencontré, à Esternayville, une trentaine de « touristes ». « On conduit les limites des travaux d'utilité collective, ce n'est pas aussi bien que d'avoir un emploi permanent, mais il valait mieux créer cela que rien du tout ».

A Torcy, non loin du site du futur parc de loisirs Eurodisneyland, M. Fabius a fait applaudir par les sympathisants socialistes, réunis à la Ferme du Couvent, les cinq ministres présents autour de lui sur l'affiche que s'apprête à diffuser le gouvernement (le Monde du 15 janvier).

Nouveaux mouvements dans l'entourage de M. Mitterrand

Le Journal officiel du 13 janvier publie un arrêté signé par M. François Mitterrand qui rend compte de plusieurs nominations et promotions dans l'entourage du président de la République. Ainsi M. Gérard Colé, quarante-quatre ans, militant socialiste, associé au publicitaire Jacques Pihan depuis 1984 pour la définition de la stratégie d'image du chef de l'Etat, est nommé conseiller chargé des questions de communication. M. Frédéric Denis Bredin, fils de l'avocat Jean-Denis Bredin, est nommé chargé de mission au secrétariat général. Elle remplacera M. Eric Amoult (écrivain plus connu sous le nom d'Erik Orsenna), responsable des affaires culturelles qui a quitté ses fonctions le 4 décembre pour rejoindre le Conseil d'Etat en qualité de maître des requêtes.

Sont promues chargées de mission, M^{me} Isabelle de Caumont et Elizabeth Normand, membres du service de presse ; et assistantes au secrétariat particulier du président de la Répu-

blique M^{me} Christiane Dufour et Joëlle Jallier.

Depuis juillet 1982, dix départs dans l'équipe présidentielle n'ont pas été compensés, tandis que cinq autres partants (dont M. Amoult) ont été remplacés.

A ces mouvements, il convient d'ajouter les nominations récentes de MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, à l'Office national des forêts, et Michel Vauzelle, porte-parole, dans le corps préfectoral. Ces deux personnes ont gardé leurs fonctions auprès du président de la République.

En revanche, M. Hubert Védrine, conseiller pour les affaires internationales, qui devrait être nommé prochainement au Conseil d'Etat, quittera effectivement ses fonctions dans quelques mois ; de même que M. Pierre Casagrande, nommé inspecteur général de l'Industrie, qui avait en charge les relations avec le patronat, les cadres et le secteur commerce-artisanat.

ENVIRONNEMENT

Le tarif de l'eau

« L'eau est un bien commun », affirme le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, lors d'une conférence de presse à Paris. « Elle doit être gérée comme un bien commun, et non comme un bien marchand ». M. Chevènement a souligné que la gestion de l'eau doit être basée sur des principes de justice sociale et de solidarité.

SCIENCES

Nouvelles report du...

Le rapport de l'Académie des sciences sur l'état de l'environnement en France, publié le 15 janvier, souligne que la pollution de l'air et de l'eau reste un problème majeur. Les scientifiques appellent à une action plus vigoureuse de la part des pouvoirs publics pour réduire les émissions de polluants et protéger les ressources naturelles.

RELIGION

Jean-Paul II se rend à...

Le pape Jean-Paul II se rendra à Paris le 22 janvier pour participer au colloque de la Sorbonne sur le thème « L'Europe et la culture ». Le pape sera reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Laurent Fabius.

Revue de la Bourgeois d'un...

Le journal de la bourgeoisie, le Monde, a publié une revue de la situation politique en France. L'article souligne que la gauche est en difficulté et que la droite a l'occasion de reprendre le pouvoir. Le Monde appelle à une action plus ferme de la part de la droite pour redresser le pays.

UNE NOUVELLE CAM

Une nouvelle campagne électorale est en cours de préparation par la droite. Les candidats se réunissent pour discuter de leur stratégie et de leur programme. Ils s'accordent à penser que la droite doit proposer une alternative crédible à la gauche.

Les candidats de la droite se réunissent à Paris pour discuter de leur stratégie. Ils s'accordent à penser que la droite doit proposer une alternative crédible à la gauche. Ils appellent à une action plus ferme de la part de la droite pour redresser le pays.

Pensez

Pensez à voter pour la droite lors des élections régionales. La droite a l'occasion de reprendre le pouvoir et de redresser le pays. Votez pour la droite, votez pour l'avenir.

Qui boit

Qui boit de l'alcool ? C'est une question qui se pose souvent. Mais la réponse est simple : tout le monde boit de l'alcool. C'est un fait. Mais il faut savoir boire avec modération et sans excès.

JUSTICE

ROGER KNOBELSPIESS DEVANT LES ASSISES DE L'ESSONNE

Les voix de la fidélité

Le procès de Roger Knobelspiess et de ses coaccusés va maintenant vers son terme. Le débat sur le dossier judiciaire proprement dit est estimé, sous réserve du complément que pourra, ce mercredi 15 janvier, y apporter le transport de la cour d'assises sur les lieux mêmes de l'attaque d'un véhicule de transport de fonds à Massy (Essonne). Dans l'esprit de la défense, qui l'a demandé et obtenu, ce déplacement a pour objet principal de faire constater la précarité de ce que peuvent voir les témoins en trente secondes, puisque tel fut le temps écoulé entre l'instant où le fourgon fut immobilisé et celui où il repartit, conduit cette fois par l'un des agresseurs.

En tout cas, cela ne saurait rien changer aux sentiments profonds qui ont été exprimés, mardi 14 janvier, par ceux que l'on appelle les témoins de moralité de Roger Knobelspiess et qui ont fait entendre, pour lui, les voix de la fidélité et les raisons de cette fidélité.

Ils sont venus dans leur diversité, dans leur manière de dire, chacun, la confiance que leur inspira cet homme qu'ils ont connu affable, aimable, soucieux d'un avenir après tant d'années passées en prison. Ils s'appellent Gérard Blain, Guy Bedos, Louis-Jean Calvet, François Cavanna, Sophie Flament, Lenny Escudero, Paco Ibanez, Denis Langlois, Pierre Halbwachs, Jean-Claude Fasquelle, Jean Laperrière, Maurice Nadeau. Ils sont comédiens, universitaires, chanteurs, écrivains, journalistes, écrivains. Ils ont connu Roger Knobelspiess en des circonstances diverses.

Certains, comme Guy Bedos, Lenny Escudero, Louis-Jean Calvet, l'avaient vu à la centrale de Melun où ils étaient venus distraire les détenus, soit par des spectacles, soit par des débats. Lorsqu'il fut libéré, en novembre 1981, ils l'ont retrouvé, de nouveau écroué, reçu chez eux et l'ont vu parler à leurs enfants, à leurs épouses. Guy Bedos a retenu de lui ce mot : « Je suis atrocement innocent ». Il en est resté marqué.

D'autres ont connu l'écrivain que Knobelspiess se révèle être dans les livres qu'il publia alors : *QHS*, *l'Acharnement* et *le Roman des Ecumeux*. Les uns et les autres ont surtout gardé en mémoire les projets qu'il nourrissait en cette période 1981-1983, l'intérêt qu'il y portait.

Témoins de moralité, des comédiens, chanteurs, écrivains, journalistes, écrivains sont venus apporter leur soutien à Roger Knobelspiess

Tous disent que cette manière d'envisager des scénarios, des adaptations de films, de participer à des débats, à des conférences, témoignait d'un état d'esprit à cent lieues de celui d'un truand méditant quelque attaque de fourgon blindé.

C'était aussi le temps des engagements, celui d'un Knobelspiess devenu vedette malgré lui, soutenu par tout un courant de pensée. Depuis, les rumeurs se sont calmées. François Cavanna n'a pas caché la colère qu'il en éprouve encore. Il avait donc suffi d'une nouvelle accusation pour que certains de ceux qui avaient célébré ce premier livre fassent maintenant la fine bouche et se détournent comme on se détourne d'un pestiféré. Cavanna en demeure atterré : « Y aurait-il donc une critique aux ordres de l'opinion ? »

Le regret de Gérard Blain

Gérard Blain, comédien et metteur en scène, a connu lui aussi Knobelspiess habité de mille projets. Il devait même, avec lui, préparer « quelque chose ». Il se souvient d'un jour de mai 1983 - le 21 ou le 22 selon son agenda, donc deux ou trois jours avant les faits reprochés - où son ami lui téléphona pour obtenir une rencontre d'urgence. Gérard Blain n'avait pas le temps, devant se rendre à Lyon précisément le 24 mai, pour un tournage. Or il se souvient que Roger Knobelspiess insista alors pour venir avec lui dans la capitale rhodanienne. Gérard Blain estima que ce n'était pas possible et, bien sûr, aujourd'hui, il le regrette puisque c'est le 24 mai que le hold-up eut lieu à Massy.

Pourquoi, cependant, n'a-t-il pas indiqué cela plus tôt ? Car il l'a seulement raconté à Serge Quadruppani, auteur du livre publié par Maurice Nadeau en décembre 1985 sous le titre *Un coupable idéal*. Roger Knobelspiess. C'est juste-

ment parce qu'il a compris, à la lumière de ce livre, l'importance de ses souvenirs. L'ouvrage est, en effet, une contre-enquête. Il met en évidence nombre de points que, depuis le début du procès, les avocats de Knobelspiess ont eux-mêmes exploités. Il n'est pas, assurément, le reflet de tous les dossiers judiciaires. Il vise surtout à montrer « l'acharnement policier » contre le « gracieux de Mitterrand » en partant de cette fameuse dépêche de l'AFP qui affirmait, dès le lendemain de l'arrestation de Knobelspiess, que ce dernier, selon des sources policières, se trouvait en possession de chèques provenant du fourgon.

Pourquoi cette information fautive ? M. Quadruppani, à partir de là, s'est posé des questions. En tout cas, le livre qui est résultat de son enquête a fortement impressionné Maurice Nadeau, qui l'édita avec enthousiasme alors que ce critique, n'a pas pour habitude de publier de tels documents. En revanche, Maurice Nadeau, convaincu maintenant de l'innocence de Roger Knobelspiess, aurait bien aimé pouvoir publier des œuvres de celui-ci. Car, pour ce journaliste, il n'y a aucun doute : on tient là un grand écrivain.

Supplément au programme

Certains de ces mêmes témoins ont rapporté des faits qui, dans leur esprit, démontreraient les jours cette volonté policière de « faire tomber » celui qui leur avait échappé.

M^{me} Sophie Flament : « Lorsqu'il a été jugé à Rouen, j'ai entendu un policier dire : « S'il est acquitté, de toute façon on aura sa peau. »

M. Denis Langlois : « A Orléans, où j'étais allé avec lui pour un débat, nous avons été suivis ostensiblement par une voiture occupée par des policiers. Et il m'a dit alors :

« C'est toujours comme ça. Je sais très bien ce qu'ils veulent, mais je ne leur en donnerai pas l'occasion. Pour moi, je comprends que ces gens voulaient sa peau, et pas seulement au figuré. »

« C'est grave, ce que vous dites là, a coupé le président Saurat. »

« C'est un sentiment. »

« Vous avez la preuve que ceux qui vous suivaient étaient des policiers ? »

« Il y a certaines façons qui ne trompent pas. »

Faut-il, après cela, rapporter la déposition rocambolesque de M. Gabriel Blisson, qui avait écrit au président pour annoncer des « révélations ». M. Blisson est assurément un surprenant conteur. Le 29 mai 1983, il était seul dans une villa qu'il possédait à Houlogne, dans le Calvados. Vers 4 heures du matin, son chien ayant grogné, il a vu soudain dans son salon « une espèce d'homme empaillé, absolument immobile, fantomatique, portant un chapeau melon sous lequel on devinait une perruque et des brins de paille qui dépassaient ». Cet « épouvantail » demeurait toujours immobile. M. Blisson l'a quelque peu secoué et finalement a fait tomber le chapeau melon, les brins de paille et la perruque. Ainsi a-t-il vu un visage qui ne lui disait rien, mais, évidemment, le 6 juin, il l'a immédiatement reconnu en voyant les photos de Knobelspiess publiées alors dans les journaux.

On s'est empressé de renvoyer dans ses foyers le tour surprenant auteur de ce supplément au programme.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

● RECTIFICATIF. - La fin de la relation de l'audience publiée dans nos éditions du 15 janvier comportait deux erreurs :

1) Ce n'est pas M. Bidel, du SRPJ de Rouen, mais M. Georges Bleuseux, rédacteur en chef de *Hera Kiri*, qui a cherché à savoir, le premier, le temps qu'il fallait pour se rendre du siège de ce journal au lieu de l'agression, et qui a mis vingt-sept minutes ;

2) Le constat d'huissier sur le même sujet demandé par les avocats de Knobelspiess ne fait pas état de vingt à trente minutes, mais de vingt minutes trente secondes.

FAITS DIVERS

UN POLICIER ET UN MALFAITEUR TUÉS LORS D'UN HOLD-UP A PARIS

Les ratés du plan « Ballon »

Deux morts : un policier, Jean Vrindts, trente-trois ans, et un gangster. Un blessé : un policier, l'inspecteur Roland. C'est le résultat du hold-up raté, tenté mardi 14 janvier dans une agence du Crédit Lyonnais, rue du Docteur-Blanche, à Paris (XVI^e).

Vers 14 h 30, cinq à sept malfaiteurs armés (on parle à nouveau du « gang des postiches ») ont pénétré dans l'agence bancaire. Prenant personnel et clients en otage, frappant certains, les malfaiteurs s'attaquent aux coffres individuels des clients. Au siège de la banque, boulevard des Italiens, le système central de surveillance repère des bruits suspects : comme le choc de brins ou de marteaux. Pourtant, les malfaiteurs avaient pris soin de masquer les micro disposés dans la salle des coffres avec du mastic. En vain.

La direction centrale de la police judiciaire, alertée, prévient la Brigade de répression du banditisme du commissaire Raymond Mertz et la Brigade de recherche et d'intervention du commissaire Claude Cancès. Le plan « Ballon » est déclenché : une vingtaine de véhicules de police sont dépêchés sur place et encerclent la banque. Le plan élaboré il y a dix-huit mois se veut la riposte la plus efficace aux attaques des pilleurs de coffres : il s'agit d'attendre que les gangsters sortent de la banque avec leur butin, puis de les suivre et de les interpellier en flagrant délit dans un endroit propice et qui ne soit pas trop fréquenté pour éviter que des passants ne soient blessés. Mais le plan « Ballon » ne va pas fonctionner comme prévu.

Coups de feu coups de crosse

Il est presque 16 h 30, quand les malfaiteurs sortent de la banque. Ils se divisent en deux groupes et partent à bord de deux voitures, une Golf et une 4L dans laquelle ils chargent leur butin. Deux malfaiteurs, à pied aperçoivent une voiture garée en travers d'une rue : à bord les commissaires Mertz et Cancès qui sont très vite repérés. L'un veut prendre la fuite dans une RS, l'autre sort une arme et repart, armé d'un pistolet mitrailleur en direction de la banque. Les policiers, qui neutralisent l'homme à la RS sont contraints de le relâcher, quand les malfaiteurs interceptent à leur tour un policier - Patrick Ulmer de la BRB - qu'ils prennent en otage.

TRAFFIC DE COCAINE EN MARTINIQUE

Une centaine d'interpellations

Correspondance

Fort-de-France. - Depuis la veille de Noël, M. Max Plantier, juge d'instruction, a entendu une centaine de personnes, appartenant essentiellement à la bourgeoisie locale et dénoncées comme « consommateurs » ou petits revendeurs de cocaïne en Martinique.

Le nombre des inculpés serait d'une vingtaine. Quatre d'entre eux ont été incriminés : deux commerçants d'origine métropolitaine, installés récemment dans l'île, et deux ressortissants britanniques, passagers d'un voilier de plaisance, qui a été saisi.

Le « parrain » de ce trafic de drogue, M. Victor Charles, et son second, M. Carl Clitandre, n'ont pas été inquiétés, bien que le dernier ait été pris en flagrant délit de détention de stupéfiants. Après leur interrogatoire, ils ont été laissés en liberté, sans inculpation, et ont immédiatement disparu, ainsi que la compagne de M. Charles, de nationalité équatorienne.

● Deux trafiquants de drogue arrêtés en Guadeloupe. - Deux trafiquants de drogue, M. Michel Ruel, quarante ans, de nationalité française, et M. Sigurd Greene, trente-sept ans, Canadien, ont été interpellés le vendredi 10 janvier à l'aéroport de Pointe-à-Pitre, alors qu'ils descendaient du vol régulier en provenance de l'île de Saint-Barthélemy. Les gendarmes et les douaniers qui ont procédé à cette double interpellation ont retrouvé dans les valises des deux trafiquants 1,2 kilo de cocaïne pure.

Présentés lundi au parquet de Pointe-à-Pitre, MM. Ruel et Greene, ont été écroués à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre. - (Corr.)

● Héroïne : dix-neuf arrestations en France, en Italie et aux Etats-Unis. - Dix-neuf responsables « financiers », tous d'origine sicilienne, d'un vaste trafic d'héroïne lié à la « french sicilienne » ont été arrêtés, mardi 14 janvier, simultanément, en France, en Italie et aux Etats-Unis, mais les enquêteurs n'ont pas saisi d'héroïne. Sept personnes ont ainsi été placées en garde à vue à Marseille, dont Mariano Piazza, cinquante ans, restaurateur soupçonné d'être l'antenne française de la Mafia pour le trafic d'héroïne et proche de Paul Mondoloni, le « parrain » tué à Marseille le 29 juillet 1985. Selon les enquêteurs, les deux hommes et leurs associés avaient couvert le transit, par Marseille, de plusieurs valises provenant du Proche-Orient et destinées aux Etats-Unis.

Six personnes encore ont été arrêtées en Italie et six autres à New-York. L'enquête, ouverte il y a deux ans, va continuer simultanément dans les trois pays concernés.

SPORTS

TENNIS

Foudre équatorienne sur le Français Leconte

Pour la première fois, il y avait deux Français sélectionnés au tournoi des maîtres. Il n'en reste plus qu'un après le premier jour : Yannick Noah, qui devait affronter l'Américain Tim Mayotte le 15 janvier. Henri Leconte a été éliminé la veille par l'Equatorien Andres Gomez (7-6, 6-1), qui avait remporté au pied levé l'Américain Jimmy Connors. En quarts de finale, Gomez doit rencontrer le néo-Américain Johan Kriek, vainqueur du Suédois Stefan Edberg (6-2, 4-6, 6-2). Un autre quart de finale mettra aux prises l'Allemand de l'Ouest Boris Becker et le Suédois Mats Wilander, qui ont battu respectivement les Américains Paul Anaconne (3-6, 6-3, 6-2) et Scott Davis (6-3, 6-4).

De notre envoyé spécial

New-York. - La manière dont Andres Gomez est parvenu à se qualifier pour les quarts de finale du Tournoi des maîtres est franchement rocambolesque. L'Equatorien n'avait en effet terminé qu'à vingt-troisième position au classement du grand prix tenniste, en raison d'une blessure au dos qui l'avait tenu écarté des courts plusieurs mois. Or les seize premiers seulement sont retenus pour le Masters. Mais, mardi matin, Jimmy Connors s'est réveillé avec une fièvre de cheval. Il a dû déclarer forfait. Comme le règlement le prévoit, les organisateurs du tournoi ont éliminé le classement du Grand Prix et ont commencé à rechercher les remplaçants éventuels. On ne pouvait attendre le premier, le deuxième était déjà engagé dans une exhibition, le troisième était à l'autre bout du monde. L'agent de Gomez savait en revanche que son protégé était à Washington. Le temps de le prévenir, de le mettre dans un avion, et l'Equatorien est arrivé à Manhattan à 20 heures, une petite heure avant de rentrer sur le court du Madison Square Garden.

Si Johan Kriek et Boris Becker avaient été un peu plus expéditifs avec leur adversaire respectif, Gomez n'aurait pas pu se présenter dans les délais, et Henri Leconte se serait qualifié pour les quarts de finale du Tournoi des maîtres, auquel il participait pour la première fois. La ! Le numéro deux français, qui traînait lui-même une mauvaise grippe depuis plusieurs jours, se retrouvait dans la plus mauvaise position pour affronter ce type d'adversaire, dont le penchant naturel à jouer comme au poker se trouvait exacerbé par le fait qu'il n'avait, en l'occurrence, rien à perdre. Leconte avait en effet élaboré une stratégie pour affronter Connors en challengeur, et il se retrouvait

devant le joueur le plus imprévisible qui soit en situation dominante, puisqu'il l'avait déjà battu deux fois.

La conjugaison de ces facteurs a été fatale à Leconte. Le Français a semblé avoir le contrôle des opérations jusqu'au neuvième jeu de la première manche. Il venait alors de prendre le service de l'Equatorien et engageait pour le gain de la manche. « La fatigue s'est abattue sur moi d'un coup, j'ai été à côté de mes pompes jusqu'au bout », a reconnu Leconte. Les jambes en plomb et les poumons en feu, il s'est mis à accumuler les fautes directes.

Bien sûr, cela n'a rien de catastrophique pour Henri Leconte au vu des circonstances exceptionnelles de cette défaite. Toutefois, celle-ci devrait l'amener à réfléchir sérieusement sur la manière dont il doit conduire la suite de sa carrière.

ALAIN GIRAUDO.

TOURISME

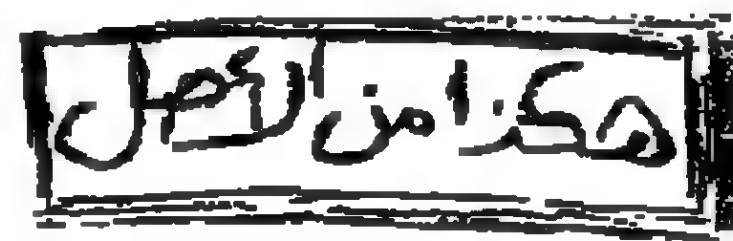
L'ENQUÊTE SUR LES AGENCES DE VOYAGES

La profession promet un sursaut

Commentant mardi 14 janvier les résultats de l'enquête publiée dans le dernier numéro du magazine *50 millions de consommateurs* (le *Monde* du 15 janvier), M. Georges Toromanoff, président du Syndicat national des agents de voyages, a reconnu qu'il existait, effectivement, un problème tant au niveau de l'information fournie par les agences qu'à celui de la formation des agents de voyages. « De ce point de vue, a-t-il ajouté, l'enquête de l'INC peut avoir un effet positif car cela va remuer les foudres de la profession. Espérons que les stages de formation seront plus suivis, qu'il y aura davantage d'éduc-

teurs » (voyages destinés aux agences) et que l'enseignement actuel, inadéquat, sera amélioré. Certes, 18 000 personnes travaillent dans les 3 000 agences existantes mais à raison de 3 000 agents recyclés ou formés chaque année on peut espérer obtenir des résultats significatifs d'ici trois ou quatre ans. Reste, a insisté M. Toromanoff, que la situation constatée par l'INC au niveau des agences illustre l'état du commerce en général : en France, nous n'avons pas formé, depuis vingt ans, de véritables vendeurs professionnels. »

P. Fr.



EGEE
EUROPE

APRES SON 1^{er} CONGRES

AMSTERDAM : L
BRUXELLES : FO
LONDRES : LE PR
MILAN : POLI UN

MAISON DE L'EUR

SUR CHAQUE

100 L

100 L

100 L

100 L

100 L

EGEE-EUROPE : 75. 100

75. 100

ERS

MALFAITEUR TUÉS P-UP A PARIS

lan. « Ballon »

Des coups de feu et des coups de crosse sont échangés. Le commissaire Nertz est légèrement blessé au visage.

Le bilan est lourd : un non et un blessé dans chaque camp. Le butin est récupéré. Au même moment, trois gangsters, armés à prendre la fuite, font sauter une quinzaine de grenades dans les bandes dont l'identité n'est pas connue, avaient une cagoule d'années. Ils pourraient être liés au « gang de la banlieue sud » repéré depuis longtemps comme une des équipes de « postiches ». Les malfaiteurs étaient munis de fausses pièces d'identité, et l'un d'eux en possédait une fausse carte de police.

Le matin même une autre banque parisienne, la Société générale, boulevard Gounod-Saint-Cyr avait été attaquée avec succès dans des circonstances analogues. Il pourrait s'agir de la même équipe, puisque de la même, au Crédit lyonnais, on entendit l'un des gangsters dire : « Ça a mieux marché que la nuit ».

Le parquet de Paris donne le chef de la section criminelle, M. Laurent Devénas, a été rétrogradé sur place, à contre-enquête de la brigade criminelle dirigée par le commissaire Jean-Lucour.

L'application rigoureuse de la loi

Après la mort de François Jean Vindas, le ministre de l'Intérieur a demandé aux préfets de renforcer l'autorité des policiers de ville, militaires et inspecteurs de la police nationale, dans une zone sensible, lors d'une intervention de police. Les auteurs de la mort de Vindas ont été condamnés à la prison à perpétuité. La décision de justice a été rendue le 10 janvier.

Pour la sécurité de la capitale, les corps de police de la capitale ont été renforcés. Les policiers de la capitale ont été renforcés. Les policiers de la capitale ont été renforcés.

Ag. L.

JE EN MARTINIQUE

l'interpellations

Amatrice, 17.000 habitants, a été frappée par une tornade. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants.

Présenté par le ministre de l'Intérieur, le projet de loi relatif à la sécurité de la capitale a été adopté par l'Assemblée nationale.

Amatrice, 17.000 habitants, a été frappée par une tornade. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants.

Soixante personnes ont été arrêtées à New York. Les personnes arrêtées à New York ont été arrêtées.

EGEE
EUROPE

ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉTUDIANTS DE L'EUROPE

EGEE
EUROPE

QUAND LA JEUNESSE RELÈVE LE DÉFI DE L'EUROPE

APRÈS SON 1^{er} CONGRÈS D'AVRIL 1985, EGEE-EUROPE ORGANISE SIMULTANÉMENT DANS 8 VILLES EUROPÉENNES

DU 21 AU 26 JANVIER 1986
LES COLLOQUES EUROPE-ÉTUDIANTS
AVEC LE SOUTIEN DU JOURNAL *Le Monde*

Sous le haut patronage du Président de la République :
M. François MITTERRAND

le soutien de la Commission des Communautés européennes
Et le parrainage du Commissaire à l'Éducation, aux Affaires sociales et à la Concurrence,

M. Peter SUTHERLAND
Avec le parrainage du Secrétaire d'État aux Universités
M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

AMSTERDAM : L'EUROPE INDUSTRIELLE
BRUXELLES : FORMATION ET ÉDUCATION DANS LA CEE
LONDRES : LE PROGRAMME SPATIAL EUROPÉEN
MILAN : POUR UN SYSTÈME BANCAIRE EUROPÉEN

MUNICH : L'INTÉGRATION DE L'ESPAGNE
ET DU PORTUGAL
NICE : L'INFORMATIQUE EUROPÉENNE
STRASBOURG : LA TÉLÉVISION EUROPÉENNE

PARIS : VERS UNE DÉFENSE EUROPÉENNE

Le colloque se déroulera à la

MAISON DE L'EUROPE — Hôtel de Coulanges — 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris

PROGRAMME DU COLLOQUE DE PARIS

22 janvier 1986 : La situation de la sécurité européenne aujourd'hui.

- L'Europe et l'Alliance : M. Daer (ministère des Affaires étrangères de RFA).
- La position française : Général Fricaud-Chagnaud (président de la Fondation des Études de Défense Nationale).
- La stratégie soviétique : Alain Besançon (professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales).

Michel Tatu (éditorialiste au « Monde »).

23 janvier 1986 : Les défis.

- Le pacifisme : la dimension sociale de la stratégie.
Mickael Howard (professeur à l'Université d'Oxford).
- Mickael Sturmer (professeur d'histoire à l'Université d'Erlangen, conseiller du chancelier Kohl).
- Les défis technologiques :
 - Le défi conventionnel : M. François de Rose (ambassadeur de France).
 - L'I.D.S. : M. David (secrétaire général de la Fondation des Études de Défense Nationale).
 - L'avenir de la dissuasion :
Pierre Lellouche (adjoint au directeur de l'I.F.R.I.).
Lawrence Freedman (professeur au King's College).

Amiral Chabaud (secrétaire général du Comité de la Défense Nationale).

24 janvier 1986 : Quelles forces pour quelle défense européenne ?

- Le rapport des forces :
 - Introduction du colonel Pinatel (directeur du SIRPA) : Défense et opinions publiques.
 - Helmut Wagner (professeur à l'Université de Berlin).
 - M. Costes (Centre d'analyse et de prévision du ministère des Relations extérieures).
- Table ronde : Vers une défense européenne animée, par Franck Biancheri (président d'EGEE-EUROPE).
 - Général Fricaud-Chagnaud.
 - M. Lellouche.
 - Général Buis.
 - M. Hassner (I.F.R.I.).
 - Docteur Ingo Kolboon (Institut d'Études des Relations Internationales de Bonn).
 - M. de Rose.
 - M. Costes.

CHACQUE COLLOQUE ACCUEILLERA CENT ÉTUDIANTS DE LA CEE
LES LANGUES DE TRAVAIL SONT LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS
SUR CHAQUE VILLE, LA NOURRITURE ET L'HÉBERGEMENT SONT ASSURÉS GRATUITEMENT

Si vous êtes étudiant et si vous estimez que la construction de l'Europe est le défi que pose l'histoire à nos générations, participez aux colloques Europe-Étudiants.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION :

EGEE-PARIS : 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris — Tél. : 42-60-39-60 - P. 3873 ou p. 3874

EGEE-EUROPE et « Le Monde » vous donnent également rendez-vous le vendredi 7 mars 1986 pour les « NUITS DE L'EUROPE ». Organisées à Paris, Leyde, Londres, Milan, Munich, Bruxelles, Strasbourg et Nice, elles seront toutes reliées en direct par une liaison vidéo par satellite, avec la présence de nombreuses personnalités politiques et des vedettes européennes (avec le parrainage du ministre des PTT, M. Louis Mexandeau, et le soutien de la Direction générale des Télécommunications.)

EGEE-EUROPE : 75, rue d'Amsterdam, 75008 Paris
Tél. : 42-82-02-43

Avec le soutien du journal

Le Monde

Le Monde

EDUCATION

Réforme des lycées : les risques de la spécialisation

FATALISME ? Indifférence ? Sentiment que tout peut être remis en question en mars ? Ou, au contraire, profond accord tacite ? La réforme des lycées présentée par M. Chevènement n'a pas jusqu'à présent provoqué de grands débats. Même la controverse - pourtant particulièrement sensible - sur l'impérialisme des mathématiques n'a pas pris d'ampleur particulière. Et il est peu probable que ce dossier soit un enjeu de la campagne électorale. Pourtant, il engage fortement l'avenir du pays.

La démarche du gouvernement socialiste s'appuie sur une décision politique - doubler en quinze ans le nombre de bacheliers - et un projet pédagogique - diversifier les voies d'accès au baccalauréat et diminuer le rôle exagéré du sélectif des mathématiques. Ces deux objectifs semblent rencontrer un assez large accord dans l'opinion et l'opposition politique. Même si une certaine méfiance demeure - notamment parmi les enseignants - à l'égard d'une prolongation de la scolarité, l'idée

Des sections trop spécialisées, une coupure excessive entre littéraires et scientifiques, des filières économiques trop étroites : des défauts qui risquent de faire déraiper une entreprise bien intentionnée.

à partir de la première. Résultat : les professeurs continueront à se plaindre du mauvais fonctionnement d'une seconde trop hétérogène, et les élèves hésiteront à s'engager en première dans des voies déterminant déjà fortement leur avenir. D'autant plus que les débouchés professionnels offerts par certaines de ces sections - comme A1 (métiers du livre et enseignement) ou B1 (carrières administratives, juridiques et bancaires) - paraissent bien étroits aux yeux d'élèves de première. L'évolution des métiers est trop incertaine, celle des études supérieures trop confuse pour qu'on puisse engager des jeunes de seize ans dans des filières ayant des perspectives aussi limitées.

Les remèdes à ces inconvénients pourraient être de deux

seurs de philosophie fait une analyse analogue. « Même les musées des beaux-arts ont maintenant leurs laboratoires », fait observer son président, M. Jean LeFranc.

C'est pourquoi les professeurs de mathématiques suggèrent que les littéraires qui le souhaitent aient la possibilité de suivre une option renforcée de mathématiques de trois heures supplémentaires. Cette proposition a des partisans au ministère, mais elle coûterait cher et obligerait à recruter davantage de professeurs de mathématiques (en nombre déjà insuffisant). Elle serait de nature à augmenter l'attraction des sections littéraires, aussi bien de A1, qui par son orientation étroite - « classique » - risque d'avoir un succès très limité, que de A2 dont l'orientation vers la

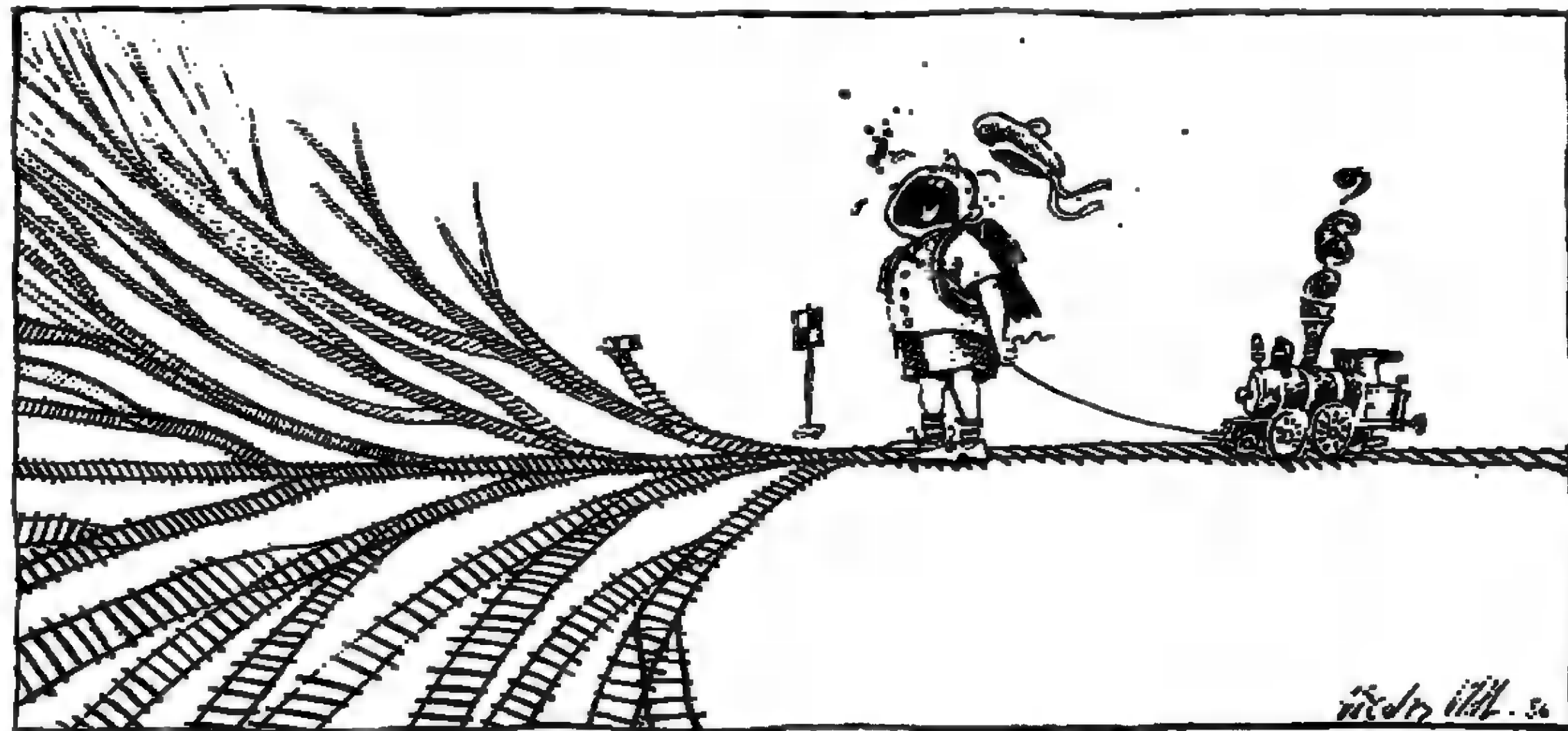
gnement supérieur et de la formation professionnelle.

Pour les responsables des écoles de gestion, le souci de donner à certains élèves une formation plus élevée en mathématiques ne justifiait pas la création de deux sections séparées. Une option de mathématiques renforcées dans une section unique, globalement orientée vers les sciences humaines et sociales, les lettres et les langues, serait, pour eux, une meilleure solution.

• MENACES SUR LES « LANGUES RARES »

La création de la section A2 (communication), avec des horaires de langues vivantes et de français très renforcés, est heureuse. Les débouchés possibles paraissent larges et variés : interprétariat et traduction, commerce et relations internationales, tourisme et hôtellerie, secrétariat bilingue et trilingue, journalisme, relations publiques, communication, sciences humaines.

L'Association des professeurs de langues vivantes regrette toutefois que cette avancée soit com-



NICOLAS VIAL

fait son chemin que le diplôme et la formation deviennent une nécessité dans toutes les activités professionnelles. Quant aux mathématiques, elles exercent une telle pression sur les familles que la perspective de voir un peu desserrer leur étau ne peut qu'être populaire.

Ceci admis, il reste à appliquer ces beaux principes, et c'est là que les choses se compliquent. Le schéma proposé par M. Chevènement, qui repose sur l'idée d'une relative spécialisation des filières, soulève quelques problèmes sur lesquels il serait bon d'affiner la réflexion.

• UNE EXCESSIVE SPÉCIALISATION

Pour accueillir davantage d'élèves, vaut-il mieux un enseignement commun ou des sections spécialisées ? La première formule évite les orientations précoces, mais conduit à mêler des élèves fort différents et fait baisser le niveau. La seconde tient mieux compte des goûts et des aptitudes des élèves, mais provoque une hiérarchisation entre des sections élitistes et malheureuses et d'autres, plus peuplées mais offrant moins de débouchés.

La solution retenue par M. Chevènement combine les deux formules - et peut-être les deux inconvénients : tronc commun en seconde et découpage en huit sections fortement « typées »

ordres : rééquilibrer les contenus de certaines de ces filières pour les rendre moins étroitement spécialisées ; organiser des passerelles permettant de passer d'une section à l'autre, en cas d'erreur manifeste d'orientation.

• TROP PEU DE MATHS POUR LES LITTÉRAIRES

Pour lutter contre le rôle excessivement sélectif des mathématiques, et accueillir davantage d'élèves dans les séries scientifiques, le ministre a pris deux mesures : alléger légèrement les ambitions de la série la plus scientifique (C1) ; adapter, dans les autres séries, les programmes aux besoins des matières dominantes (économie, biologie...). Ces deux dispositions ont été généralement bien accueillies par les spécialistes - y compris la première, qui n'a pas paru mettre en péril le niveau des grandes écoles scientifiques.

En revanche, l'Association des professeurs de mathématiques déplore l'insuffisance de l'horaire de cette discipline dans les séries littéraires (deux heures). Elle fait observer que les sciences font désormais partie de la culture de base indispensable à tous et que de nombreuses professions littéraires demandent un minimum de connaissances scientifiques, en raison de l'utilisation croissante de l'informatique et des statistiques. L'Association des profes-

communication serait rendue plus efficace par un renforcement de ses bases scientifiques.

L'Association des professeurs de mathématiques regrette également la diminution de l'horaire des mathématiques dans la série C2 (5 au lieu de 6 dans l'actuelle série D), qui empêchera ses élèves de poursuivre des études universitaires en mathématiques ou en physique, ce qui est le cas d'un nombre non négligeable de bacheliers D. Là encore, le fait de réserver cette section à des débouchés trop précis et relativement limités - biologie, médecine, agronomie, vétérinaire, géologie - risque de détourner des élèves encore peu sûrs de leur vocation ou désireux de conserver une plus grande possibilité de choix.

• POURQUOI DEUX SECTIONS ÉCONOMIQUES ?

Les études d'économie rencontrent un évident intérêt auprès des élèves et correspondent à de nombreux débouchés professionnels. La section B est celle qui a le plus profité de l'augmentation des effectifs de lycéens ces dernières années. Aussi le ministère a-t-il voulu multiplier les capacités d'accueil en créant deux sections économiques. Mais il n'est pas sûr que ce doublement ait l'effet espéré, tant le profil de chacune d'elles paraît étroit. D'un côté, B1, plus littéraire, conduirait vers les sciences humaines, juridiques, politiques et administratives. De l'autre, B2, plus mathématique, déboucherait sur le commerce, la gestion, l'économie, la statistique, l'expertise comptable et financière.

Mais une telle distinction, à l'intérieur de l'économie, est-elle bien raisonnable dès la première ? Tandis que les débouchés de B1 risquent de se limiter, en fait, au droit et aux instituts de sciences politiques, B2 apparaît comme une préorientation vers les écoles de commerce et de gestion. Or ces dernières ne souhaitent pas voir leur recrutement se limiter à une section de ce type. Elles recherchent des candidats ayant une solide culture générale scientifique et littéraire, et non des connaissances spécialisées dans des domaines relevant de l'ensei-

gnement par la disparition de la section avec trois langues vivantes, qui ne manquera pas d'accroître le recul des « petites » langues (notamment l'italien et le russe) et la progression de la position dominante de l'anglais. Cette évolution va à l'encontre de l'objectif de diversification, toujours proclamé mais jamais réalisé, et du besoin d'ouverture internationale prôné par les responsables de l'économie. Pour renverser cette tendance, le ministère a décidé de débiter 45 postes d'enseignants pour les langues autres que l'anglais et l'allemand. Ils seront mis à la disposition des établissements pour que des classes de langue puissent être ouvertes, sans attendre les demandes des familles.

En diversifiant les filières, et donc les centres d'intérêt proposés aux élèves, la réforme de M. Chevènement va dans le bon sens. Mais, en accentuant la spécialisation de certaines filières et en les alignant de façon excessive sur des formations universitaires et des débouchés professionnels aux contours incertains, elle risque de manquer son but.

La fonction de l'enseignement secondaire est d'assurer une formation générale, de donner des méthodes de travail, d'apprendre à raisonner et à s'exprimer. La formation spécialisée et professionnelle vient après. « L'enseignement secondaire, écrit M. LeFranc, surtout s'il devient un enseignement de masse, doit principalement assurer dans toutes les séries une formation équilibrée. Les universités ne souhaitent pas accueillir des spécialistes au petit pied, mais des étudiants qui ont une solide culture générale, appuyée sur une bonne initiation dans quelques disciplines fondamentales qui ne correspondent pas forcément à une filière professionnelle. »

Il serait bon que ce problème, qui engage fortement l'avenir de la nation, fasse l'objet d'une réflexion collective plus poussée. Il n'est pas trop tard pour corriger les défauts d'une réforme dont les principes et les objectifs sont incontestablement positifs.

FREDERIC GAUSSEN.

LIVRE

Trouver l'erreur...

ON dit que 40 000 bédouins anglais se sont jetés dans la Tamise pour n'avoir pas joué étout. On ignore le nombre d'étudiants qui se jettent dans le désespoir de leur choix pour avoir oublié qu'une intégrale n'est qu'une addition et, que lorsqu'on additionne des nombres positifs, le résultat ne saurait être négatif. Mais ce nombre pourrait bien excéder celui des noyés britanniques.

C'est en vue de la réduire que Barry Cipra a écrit un petit livre rempli de judicieux conseils, du genre : « Quand un problème est posé en référence à la réalité, la réponse doit être physiquement réaliste. » Tout étudiant et tout enseignant y souscrit sûrement... en paroles. Pour l'application pratique, c'est moins certain. Or Barry Cipra va beaucoup plus loin que ces conseils de bon sens, et il ne recule pas devant des phrases iconoclastes comme : « Rafistolez votre résultat s'il ne convient pas », au risque de faire avaler leur craie à quelques professeurs

bien-pensants, pour qui la sacro-sainte rigueur...

Certes, il vaut mieux, quand un peu de réflexion montre que le résultat est faux, trouver où est l'erreur et la corriger. Mais ce n'est pas facile, et le temps manque parfois. Or il est parfois aisé d'inventer la réponse juste à partir du résultat erroné. Et l'on montre ainsi qu'on est capable de réfléchir, ce qui est au moins aussi important que de savoir calculer.

Erreurs... et comment les trouver avant le prof... est consacré à la détection des erreurs dans le calcul différentiel et intégral. Mais les nombreuses méthodes que l'auteur propose pour repérer les erreurs, et parfois les localiser, ont de toute évidence une validité qui dépasse ce champ étroit, et même celui des mathématiques. Et comme le livre est d'un ton spirituel, qu'il ne respire pas l'ennui, il ne faut pas hésiter à le mettre entre toutes les mains.

MAURICE ARVONNY.
* Erreurs... et comment les trouver avant le prof... de Barry Cipra. Interéditions, 112 p., 65 F.

DÉBAT

Evaluons l'héritage des pionniers

IL faut savoir gré au docteur Guy Vermeil et à ses collègues de la Société française de pédiatrie de porter un diagnostic pertinent sur l'échec scolaire : notre système pédagogique méconnaît la diversité des enfants qui, même à âge égal, à milieu social équivalent, à quotient intellectuel égal, ont des rythmes d'apprentissage différents (le Monde du 14 novembre 1985).

La solution préconisée - organiser des cursus à durée différente - est une solution de bon sens. Mais je pense que cette solution serait encore plus efficace si, au moins avec les jeunes enfants (maternelle) et les enfants (élémentaire), on substituait à une pédagogie d'enseignement une pédagogie favorisant les apprentissages et les travaux individuels, et donc incitant les enfants à progresser selon leur rythme individuel.

Car, si l'on approfondit un peu cette notion de rythme, il est clair qu'il ne s'agit pas seulement d'une plus ou moins grande vitesse. Un orfèvre en la matière, Maria Montessori, écrivait voilà plus de cinquante ans : « Le maître se figure encore que l'enfant, pour apprendre, va suivre la ligne droite tracée par l'éducateur. Alors que, au contraire, il a, pour apprendre, une manière toute personnelle : celle du choix spontané, de la répétition des exercices, de l'activité à la fois sensorielle et

motrice, accompagnant l'activité sensible et mentale » (la Nouvelle Éducation, janvier 1933). Il s'agit donc bien d'une série d'approches, modulées différemment selon les caractères et aussi selon les moments, car l'enfant, pas plus que l'adulte d'ailleurs, n'est apte en permanence à l'effort mental.

Cette individualisation des apprentissages se trouve réalisée, en France, dans un tout petit nombre de classes publiques et privées, où des éducateurs militants, contre vents et marées, font fructifier l'héritage des pionniers du mouvement de l'éducation nouvelle : Montessori, Decroly, Cousinet, Freinet. Au lieu d'en rester toujours aux oppositions stériles et aux débats académiques, pourquoi des chercheurs ne s'attacheraient-ils pas à évaluer les résultats obtenus dans ces classes ?

On ne peut sans doute pas utiliser les méthodes statistiques que l'on applique aux millions d'élèves des classes ordinaires. Il faudrait, d'autre part, étudier la nature des populations qui fréquentent ces classes « originales ». On y trouve, c'est selon, des enfants de milieu privilégié, mais aussi ceux dont on désespère et qu'on a rejetés ailleurs. Mais des chercheurs à l'esprit scientifique découvriront aisément les paramètres à considérer et les techniques d'évaluation à utiliser.

LOUIS RAILLON
(président de l'Association Montessori de France).

CONCOURS DE JOURNAUX LYCÉENS

Le Centre de documentation et d'information lycéens (CDIL) organise, pour la deuxième année, un concours de journaux lycéens et collégiens ouverts aux élèves de France, de Belgique et de Suisse, et patronné par France-Inter, Phosphore, le Monde, Actual Quarto et la Tribune de Genève. Les candidats doivent remettre un numéro de leur journal, en vingt-cinq exemplaires, avant le 31 mars, au CDIL, BP 67, 93101 Montreuil Cedex (France), tél. : 45-26-29-32. Le règlement du concours peut être consulté au CDIL ou chez Mr Boisson, 75, avenue Jean-Lolive, 93500 Pantin.

Seront décernés : un prix de l'expression libre (humour, humour : chronique) ; prix de l'expression graphique (maquette, BD, illustration) ; prix de la « une » ; prix de l'expression critique et culturelle (presse-cinéma, critique, nouvelle, récit, musique) ; prix de l'innovation ; prix du meilleur journal, prix spécial.

Les récompenses viseront à offrir aux lauréats les moyens de poursuivre leur journal ou de mieux connaître le monde du journalisme.

FORUM ETP 86

Cette année, le Forum sera placé sous le haut patronage de M. G. ROD, président du Conseil régional d'Ile-de-France et se déroulera les 21 et 22 janvier 1986.

La première journée sera réservée à des débats exposant les deux thèmes suivants :

- BTP où va-t-on ?

Animateur : M. LENNE, journaliste au Monde.

Cofondateurs : M. DERESSE, DG de Bour-

gues France.

M. DEROUSSAT, DG de Sp-

Basgnoles.

M. MARBOUTIN, PDG de la SSI

Marbouteau.

- L'entreprise mangrove d'hommes ?

Animateur : M. de COSDANVAS, Société

RPOP.

Cofondateurs : M. ROVERATO, DG de Foye-

rolle.

M. FABIE, PDG de SAE-

SOPAC.

M. VAST, directeur des rela-

tions humaines, Bouquet.

Renseignements : (1) 43-26-28-16

(1) 43-25-40-81

BLOC ETP

Association des élèves ingénieurs, loi 1801

57, bd St-Germain, 75006 PARIS

LES JEUNES, L'ÉCOLE, LA SOCIÉTÉ

Edgar MORIN, Bertrand SCHWARTZ, Alain TOURAINE
Grenoble, les 5, 6, 7 février 1986
Colloque INRP - Rectorat - CRDP

- Carrefours**
- 1) d'autres formations pour les 16-18 ans
 - 2) loisirs culturels, quelques réponses à l'exclusion
 - 3) jeunes en difficulté ; des voies nouvelles dans l'école.
- Conférences**
- Les jeunes dans notre société, valeurs, idéologies, mentalités, pratiques.
 - Les jeunes dans l'école.
 - Les immigrés, la deuxième génération et l'école.
 - Les jeunes qui sont-ils ? Où vont-ils ?
 - Les troubles psychologiques de l'adolescent.

Renseignements et inscriptions au CRDP
Tél. : 76-87-77-61 poste 333

IMAGINA A MONTE-CARLO

La longue route de Shanghai Un jeu audiovisuel interactif

LES amateurs de bandes dessinées, les passionnés de jeux d'aventure et les fanatiques de la télématique ont fouaillé (bien sûr) leur *musée Shanghai-Paris*, un jeu fondé sur l'audiovisuel interactif, devant leur faire passer des nuits blanches. Avec la seule aide d'un clavier et d'un écran, servis par un serveur d'édition, ils pourront se balader aux confins de la Chine et participer au rallye Shanghai-Paris, en choisissant un des deux itinéraires, celui du Nord (la Mandchourie, l'Oural) ou celui du Sud (le Tibet, l'Asie centrale).

Après avoir rempli une fiche d'inscription, le joueur endosse la peau de Denis Roman, à la belle gueule d'aventurier, prêt à en découdre avec les kilomètres, la poussière et les embûches. Mais le programme informatique qui régit *Shanghai-Paris* a plus d'un choix à proposer : ce long voyage onéreux exige un parrain. Sera-ce ce promoteur immobilier véreux, un patron de presse ambitieux ou cet ambassadeur américain qui demande impérativement de choisir l'itinéraire nord ? En sus, une coéquipière est imposée : va pour Evelynne, une jolie blonde aux formes graphiquement engageantes et au sourire enjôleur. Côté matériel, il faut aussi choisir parmi une liste de vingt objets : bison d'huile ou d'eau ? Trousse chirurgicale ou bijoux ? Treuil ou vêtements de rechange ?

A pied d'œuvre, lorsque la Land Rover quittera les murs de la Cité interdite, les choix continueront à se poser au joueur. Selon ceux-ci, les kilomètres s'accumulent, à moins que ce ne soient les pénalités. Bref, la route est longue, de Shanghai à Paris. D'autant plus que le comportement de la jolie coéquipière devient un jeu de plus en plus mystérieux.

Shanghai-Paris est le résultat d'un processus de recherches mené sur l'audiovisuel interactif depuis 1981 par l'Institut national de la communication audiovisuelle et le Centre commun d'études de télévision et de télécommunication (CCETT). Après avoir mis au point des programmes d'audiovisuel interactif à dominante éducative (*Cœur, English lessons*), qui ont permis de tester les performances des sources graphiques, l'INA et le CCETT se sont alliés à Imédia (qui a déjà réalisé *Balagueste et Silence*, on brûle, d'autres jeux d'audiovisuel interactif) pour lancer *Shanghai-Paris*.

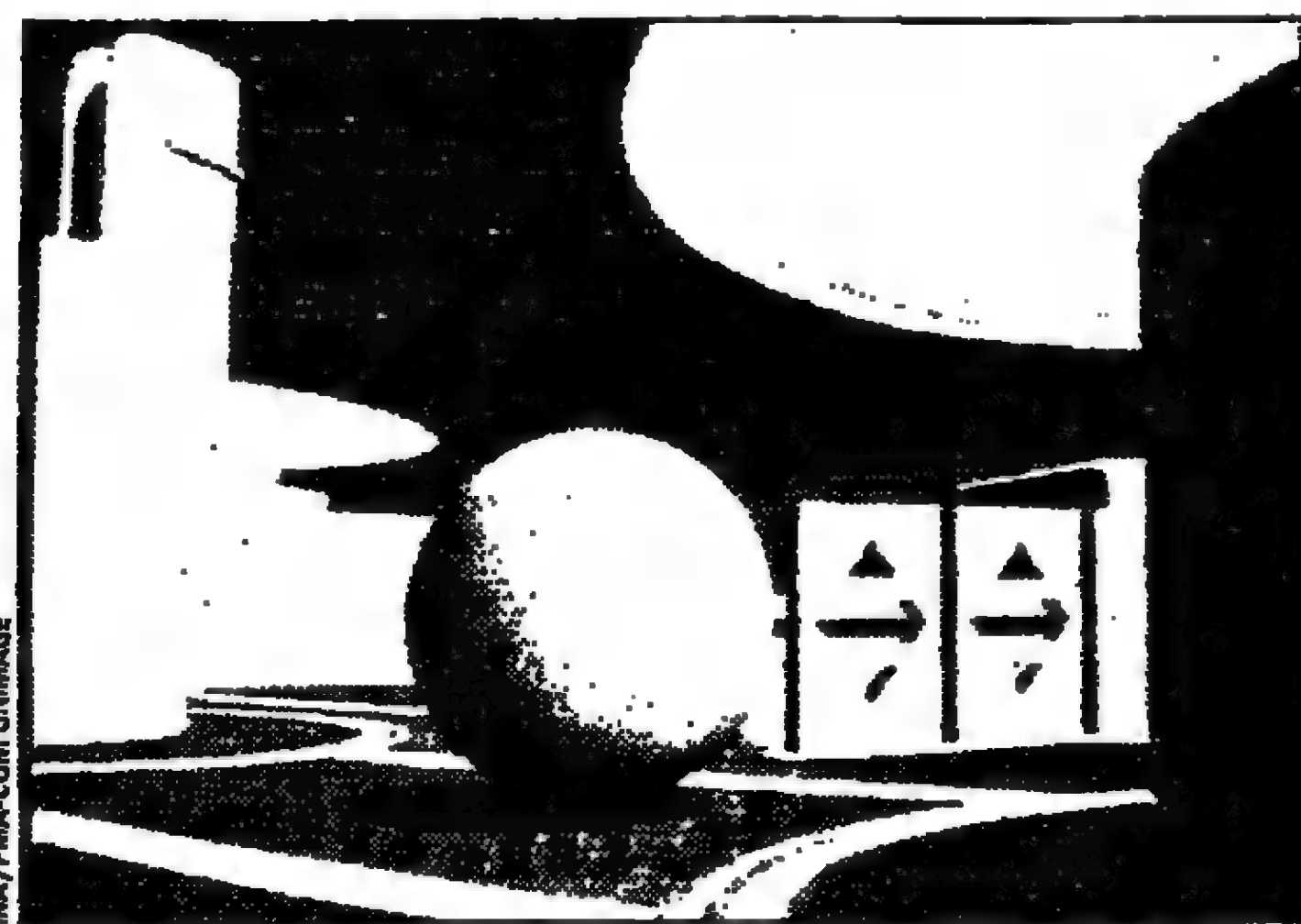
Dès sa création, en 1983, Imédia a conçu une source d'images appropriée, la palette vidéo Graph 9. Avec cette palette, un magnétophone qui sert à construire les séquences sonores et un ordinateur qui conçoit le scénario, *Shanghai-Paris* pouvait naître et enrichir l'écran et le texte de 650 dessins en couleurs et d'une musique de 350 sons d'ambiance. Quant au serveur d'édition, nécessaire à la réception de ces images et de ces sons, il a été conçu par Thomson-TITN. *Shanghai-Paris* a exigé un an de travail pour un dessinateur, un réalisateur scénariste et un informaticien, après que le scénario eut été au point.

Noces de l'image couleur, du son et du texte à l'écran, ce jeu offre de multiples possibilités grâce aux dix-huit modules aléatoires introduits. L'exotisme et l'aventure de *Shanghai-Paris* est sans nul doute la préfiguration des jeux audiovisuels interactifs qui seront accessibles au grand public dans les années 90.

Y.-M. L.

La bille de flipper

Mélange vrai-faux pour un spot publicitaire



La bille du film *Flipper* : une image de synthèse fabriquée grâce à un ordinateur par une équipe de l'INA.

UNE bille de flipper aux flancs bleutés surgit du fond de l'écran, heurte les parois d'un labyrinthe dont l'œil saisit les reliefs et les ombres. Plan suivant : un jeune homme (blouson, tignasse, regard brillant et gestes brusques) « tire » le sac à main d'une passante. L'image tourne sur elle-même, s'évade de l'écran. La bille d'acier bleu réapparaît, sa course s'affoie entre les plots tandis que dans les lucarnes du billard électrique, les chiffres s'emballent.

Entrecoûpées par la fuite éperdue de cette bille, en forme de leitmotiv, plusieurs séquences s'agrègent à vive allure dans une atmosphère bleu-noir : une voiture « braquée », un autoradio arraché, un prétoire de tribunal, des bureaux de prison, un bureau d'accueil et d'aide aux victimes dans lequel est assise une jeune femme au regard noyé.

Puis la bande-son au rythme vif s'adoucit, l'ambiance à demi-nocturne fait place à une atmosphère aux tons pastels. Une cité radieuse, une classe où des enfants babillent et sourient, un groupe de jeunes hockeyeurs, des funambules, remplacent ces images précédentes de violence. Le film se clôt sur une signature : « Sécurité, marquons des points, Centre national de prévention de la délinquance ».

Le *Flipper*, un film de publicité institutionnelle, veut illustrer le phénomène de l'engrenage de la délinquance et présenter quelques-unes des solutions de prévention. Mais l'intérêt du film réside surtout dans le mélange original d'images réelles et d'images de synthèse. Coproduit par Panda Movies associés (PMA) et Com Unimage, l'unité de communication du Centre national de prévention de la délinquance (CNPD), le *Flipper* dure deux minutes trente. Les images de syn-

thèse qui servent à donner aux images leur relief et leur forme puis leur transfert en film de 35 mm et en vidéo. Leurs instruments consistent en un ordinateur (qui permet de sélectionner des images précalculées à raison de vingt-cinq images par seconde), un magnétoscope, une caméra, un système de télécinéma.

La partie « images réelles » du film, qui montre des situations de délinquance et les solutions de réinsertion, a été réalisée par Renato et François Mancoaux. Elle a été tournée en vidéo, et le montage de ces images réelles et des images de synthèse a été réalisé grâce à la technique anglaise ADO, une régie numérique qui permet le déplacement des images en trois dimensions. Cette technique est déjà utilisée dans certains génériques (à TF1, à la RTBF, par exemple).

Le scénario de *Flipper* a été mené comme celui d'un dessin animé : d'un storyboard crayonné jusqu'à la fin, qui tient compte des images numériques à sélectionner, des animations (mouvements d'objets et de caméra), des effets spéciaux (halos, transparences) et des truccages vidéo à insérer.

Réalisé grâce au soutien du plan Recherche-image et de la société informatique Bull, le *Flipper* représente un coût d'environ 1,2 million de francs. Une version sera diffusée sur les chaînes de télévision à la fin du mois de janvier. Dès le 15 janvier, cinq cents salles de cinéma, à Paris et en province, diffuseront aussi ce spot, qui a le mérite d'illustrer ce que le mélange d'images réelles et d'images de synthèse, lié par les truccages de la vidéo, peut permettre aux réalisateurs de films long métrage, de films publicitaires ou de télévision.

YVES-MARIE LABÉ

Lyrique 3 D

Pour « la Serva padrona », un décor irréal

ON pouvait s'y attendre. L'image de synthèse tridimensionnelle - la 3 D - cesserait, un jour, d'être l'apanage de l'industrie et de la publicité, de l'aéronautique, de l'armée ou de la médecine. Mais qui eût pensé que son usage s'étendrait à l'art lyrique ? C'est chose faite depuis la diffusion, le 22 décembre, sur Canal Plus, de *la Serva padrona*, opéra-bouffe de Pergolèse, dans un décor synthétique conçu en trois dimensions. Création entièrement française, cette réalisation a fait travailler en commun des professionnels aux savoir-faire très différents : cinéastes, gens de télévision et de la mode, informaticiens, architectes, techniciens, musiciens et... chanteurs.

Tout réside, ici, dans le nouveau jeu de la scénographie et de la production audiovisuelle. Une nouvelle écriture du décor lyrique a été inventée pour le petit - ou le grand - écran. Sa particularité ? L'utilisation conjuguée de la vidéo, de l'image de synthèse 3 D et des techniques d'incrustation. A l'origine de cette idée, un réalisateur passionné d'opéra et de la mode, Didier Brunner, et une jeune société de production EVA 1 Communication. Le but ? Briser « l'effet réducteur » de la télévision, parvenir à rendre aux œuvres lyriques l'espace imaginaire qui leur est propre en leur créant un nouvel univers télévisuel.

Un pari difficile à tenir compte tenu du coût exorbitant de l'image 3 D : de l'ordre de 20 000 francs à 40 000 francs la seconde. Il n'était pas question de se lancer dans

l'aventure à ce prix-là. Il a donc fallu trouver des moyens techniques moins onéreux, rechercher des soutiens financiers et convaincre des partenaires (1). L'expérience a pu, finalement, démarrer grâce à l'utilisation d'un logiciel développé par l'ARCIMA (Association de recherche du centre d'informatique et de méthodologie en architecture) qui a permis de produire une image tridimensionnelle au dixième des coûts pratiqués sur le marché : 2 000 francs la seconde pour vingt-quatre images/seconde. Budget global de l'opération : 2,5 millions de francs pour une œuvre d'une durée de soixante minutes.

Cette étape franchie, le travail de création a commencé. Quatre personnes en ont été le pivot : Jean Zeitoun (chercheur), Michel Bret (inventeur du logiciel IKO), Sabine Porada (architecte, créatrice de la scénographie), tous trois membres de l'ARCIMA, et Didier Brunner.

Côté matériel, les pièces maîtresses de l'opération ont été : l'ordinateur SM 90, système de génération d'images de synthèse en 3 D mis au point par le CCETT (Centre commun d'études de télévision et de télécommunication), le synthétiseur Colorix 90 et le logiciel IKO. Le tout est extrêmement maniable, facilement transportable, et son coût est inférieur à 600 000 francs. La vedette, c'est le logiciel IKO. En effet, explique Sabine Porada, son programme a la particularité d'ouvrir un champ d'exploration sur les couleurs, les lumières, les tex-

tures, la transparence, la brillance, les reflets, la luminosité, et donc de permettre de jouer sur une variété presque infinie de transformations de l'espace. « J'ai pu, dit-elle, créer, à volonté et à ma guise, des déformations, des torsions, des courbes, des pulsations, qui m'ont donné la liberté d'animer le décor, de l'harmoniser avec la musique et l'action ». Rien, donc, n'est réel, ni les escaliers, ni les colonnes, ni le palais, mais tout existe pourtant sur l'écran grâce au miracle de l'informatique. Avec *la Serva padrona*, Sabine Porada estime avoir eu l'occasion d'inventer « une architecture impossible, fonctionnant sur le mode poétique plutôt que matériel ».

Pour l'heure, il s'agit encore d'un travail de laboratoire bien réussi. Ceux qui ont eu - ou auront bientôt - sur FR 3 - l'occasion de voir *la Serva padrona* auront le sentiment d'être entrés dans un monde irréal engendré par les technologies du vingt et unième siècle, tout en se laissant emporter par le plaisir d'écouter une œuvre lyrique classique.

ANITA RIND

(1) *La Serva padrona* a été coproduite par EVA 1 Communication, ARCIMA, FR 3 Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, la société belge de vidéo Polygone Production, le Carrefour international de la communication, avec la participation du ministère de la culture, de Canal Plus et de l'éditeur de disques ERATO.

Communication d'entreprise : la preuve par Graph 9 X-Com, à Grenoble, joue le marché des PME

CONCEPT fétiche de la modernité industrielle, la communication distord quelque peu l'image sulfureuse de l'entreprise. On l'a chanté sur tous les tons : les supports de communication reliaient désormais l'outil de production. Autrement dit, la communication audiovisuelle d'entreprise, prise fait aujourd'hui figure de plus-value informationnelle, de produit à valeur ajoutée de séduction. De cela, André Landau, directeur général de X-Com, est intimement convaincu. « Pour la communication d'entreprise », voyez Apple ! Il faut expliquer, com-mu-ni-quer. Ce qu'est un ordinateur. Pourquoi ça n'est pas compliqué. Avec des mots simples. Et puis, entre nous, tous les micros se ressemblent. La technologie uniforme ».

Depuis 1981, chemin faisant, la société X-Com s'est solidement implantée sur le marché de la communication audiovisuelle d'entreprise. Avec deux cents palettes graphiques vendues, elle détient le plus grand parc de machines installées en France. Le succès de Graph 9 réside incontestablement dans son coût d'exploitation hyper-compétitif : 3 000 F à 10 000 F la minute de vidéo, 250 F à 500 F la diapositive. De surcroît, le système se permet un bon mélange entre l'informatique et la vidéo.

Petit Astérix infographique, X-Com est fière de ses prodiges. A commencer par la fiabilité de sa palette. « Tout le monde veut des outils bon marché. D'accord. Mais le jour où ils sont en production, ils paieraient cher pour que la machine ne s'arrête pas ! La volte-face économique est spectaculaire. » Mieux : la société grenobloise se targue, non sans humour, d'avoir freiné la progression de Sony, tout au moins de son système d'annotation graphique, sur le marché français. Dans le haut de gamme, le système FGS-4000 de Bosch et la Paint-Box de Quantel règnent sans partage.

A chacun son segment de marché. Quantel s'est d'ailleurs fourvoyé en décidant de produire une palette d'entreprise. Au demeurant, les concurrents véritables sont nationaux : De Grafe, AVS, Gixi, récemment saisi par le 3-D. Arc-bouté sur son créneau d'entreprises - information interne, aide à la vente, formation, aide à l'exposé - X-Com défend bec et ongles ses positions.

L'essor de la communication d'entreprise est irrésistible. Au coude à coude, les PME soignent désormais avec coquetterie leur image d'entreprise. En témoignent les onze systèmes X-Com vendus à Montpellier. Dès lors, les prestataires de services vidéo sont finalement séduits par des systèmes de poche pour production sur le pouce. Clients traditionnels, les grandes entreprises peaufinent leur habillage de communication. Plus de trois mille firmes sont productrices ou commanditaires de vidéogrammes, 60 % appartenant au secteur ter-

tiaire. Trois à quatre cents d'entre elles disposent d'un studio audiovisuel intégré.

Toutefois, les performances de X-Com n'impressionnent qu'imparfaitement. Snobisme audiovisuel aidant, la télévision regimbe quelque peu. Histoire de s'aligner sur les pharaoniques investissements de production des *networks* américains. On y préfère la sécurité du cher, même inutilisable. Les chaînes du service public possèdent néanmoins leur palette : le vidéographe de « Droit de réponse », par exemple, n'est autre qu'un Graph 9.

Quoi qu'il en soit, l'infographie du pauvre - est commercialement majoritaire. Le champ du palettisable s'accroît : après les stations FR 3, les futures télévisions locales. Vœux de pauvreté à teinte de réalisme. X-Com n'est pas société à lâcher la proie du 2-D pour l'ombre du 3-D. Le 3-D ? André Landau sait d'expérience que l'attentisme est une stratégie : « Du 3-D, on en fera. En cherchant bien dans les tiroirs, on trouverait sans doute des projets de ce type. Reste à les sortir au moment opportun. X-Com n'interviendra sur ce marché que quand celui-ci sera mûr et que le 3-D aura été correctement digéré. La course à la nouveauté à tout prix ne nous intéresse guère. Pas plus que les marchés où l'on compte les systèmes vendus par dizaine, voire par unité ».

C. de M.

PLAN RECHERCHE IMAGE

Un comité interministériel a été créé pour coordonner l'action du Plan Recherche Image et développer l'offre audiovisuelle française d'images de synthèse par ordinateur.

Animé par l'INA, le Plan Recherche Image rassemble

les partenaires suivants : la DIELI*, l'ADI*, le CCETT*, le CNC* et l'INA* ; par délégation des ministères du redéploiement industriel et du commerce extérieur, des PTT, de la culture et du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication.

Les actions s'articulent autour de quatre axes :

- favoriser la création et le développement de lieux de fabrication d'images de synthèse ;
- contribuer à la formation des milieux utilisateurs ;
- soutenir de manière sélective des productions audiovisuelles ;
- valoriser les activités de recherche (transfert technologique).

Le comité a déjà soutenu un certain nombre de projets de développement destinés à satisfaire la demande de haut de gamme du marché intérieur, comme celle du marché européen, en matière d'images de synthèse : SOGITEC, IMAGE TRANSFERT DE FRANCE... Dans un second temps, les projets visant à satisfaire la demande régionale en matière d'images informatiques ont été retenus (Maison de l'image de Bourges, Production Vidéo Edition d'Hérouville, Vidéo Animation Languedoc...)

Dans le domaine de la formation, le comité a contribué à la mise en place du réseau PICTE à Poitiers. En collaboration avec la délégation à la formation professionnelle et le ministère de la culture, le comité du Plan Recherche Image soutient un programme de stages destiné à familiariser les graphistes et les créateurs à l'exploitation des divers systèmes de traitement et de synthèse d'image.

Pour toute information complémentaire concernant le comité interministériel :

INA - DIRECTION DE LA RECHERCHE PROSPECTIVE
M. M. Henri FALSE
4, avenue de l'Europe,
94386 Bry-sur-Marne
Tél. : (1) 48-75-92-74

Par ailleurs, le comité a accordé de manière sélective des aides à la production de films :

- les Productions Belles Rives pour le long métrage « l'Unique » ;
- PAA/COM UNIMAGE pour la réalisation du « Flipper » de la délinquance ;

- la société FANTOME pour le film d'architecture « la Maison agrandissable » ;
- Archividéo, en association avec l'Ecole centrale de Paris, et le « Taller d'Architecture » (Ricardo BO-FILL) pour un film sur la modélisation d'appartement.

Enfin, le comité a aidé au développement de générateurs de synthèse d'images 3D : Getris, conçu par l'IMAG, « Cubi 7 » conçu par le CCETT et commercialisé par Teimat ; ainsi que le développement de palettes type « De Grafe » de Multisoft ou de systèmes d'animation tel DAIKIRI...

1986 doit être l'année où la France s'affirmera dans le domaine de la synthèse d'image au niveau européen et international.

Déjà la participation des sociétés françaises, organisée en collaboration avec le Centre français du commerce extérieur au SIGGRAPH 85 à San Francisco, a été significative.

(*) DIELI : Direction des industries électroniques et de l'informatique.
(*) CNC : Centre national de la cinématographie.
(*) ADI : Agence de l'informatique.
(*) CCETT : Centre commun d'études de télévision et de télédiffusion.
(*) INA : Institut national de la communication audiovisuelle.

Réault et François Mancaux l'ont été tournées en vidéo, et le montage de ces images réelles et les images de synthèse a été réalisé grâce à la technique anglaise ADO, une régie numérique qui permet le déplacement des images en trois dimensions. Cette technique est déjà utilisée dans certains génériques (à TF1, à la RTT par exemple).

Le scénario de *Flippo* a été animé comme celui d'un dessin jusqu'à la fin, regardant les images numériques à l'écran, les dessins d'animation, les objets et de caméra, les mouvements approximatifs, transparents, les tracés vidéo à l'ordinateur. Réalisé grâce au soutien de l'Université de la Sorbonne, le film a été présenté au festival de Cannes. Le *Flippo* présente un coût d'environ 12 millions de francs. Le film sera diffusé sur les chaînes de télévision le 15 janvier, cinq cents copies seront envoyées à Paris et en province, il fera aussi le spot qui lui permettra d'illustrer ce que sont les images réelles et les images de synthèse. Les tracés de la synthèse, les mouvements approximatifs, transparents, les tracés vidéo à l'ordinateur, le film sera réutilisé pour le montage de films publiés de télévision.

YVES-MARIE LARÉ

[illegible]

Pour l'année 1970, l'Union
 des communes de la région
 Centre de la France a été
 sur FR 1 - 1000000000
 Serva pendant 10 ans le
 d'être en 1970, le 1000000000
 engendré par les 1000000000
 vingt et un millions de francs.
 faussent complètement par le
 d'écouter les autres.

अथवा

ARGENTINA

Preuve par Graphs

faire tous les efforts
 effectifs pour que les
 visiteurs puissent
 Tout cela, cependant, ne
 X-Cor, qui a été fondé
 ment. Selon les données
 la même année, la com-
 Héroïne de la région de
 minent, et les autres
 lion des États-Unis, la
 prévalence de la drogue
 insupportable. Les États
 public, pendant les der-
 pation de la drogue, la
 de répression, et les
 entre les États.

[illegible]

208



C'est dommage, mais l'image de synthèse arrive trop tard pour pouvoir livrer à la postérité une autre palette de votre génie. Car avec l'image de synthèse en trois dimensions, l'inimaginable devient concevable. C'est la raison pour laquelle Thomson et l'INA viennent d'associer leur talent et leur savoir-faire dans TDI. De prestigieuses références telles que le Discobole des jeux olympiques, le Flipper de la délinquance, le Viaduc autoroutier d'Amiens, des effets spéciaux 3D dans des films publicitaires comme celui du Loto et de nombreux génériques de chaînes de télévision témoignent de cette vocation nationale et internationale à un mode d'expression et de communication d'aujourd'hui. Que vous soyez chaînes de télévision, agences de publicité, entreprises, architectes, TDI vous apporte la réalisation d'images qui matérialisent tous vos projets. Et toutes vos créations. A l'ère de la troisième dimension, l'imagination va revoir sa façon de voir. Il faut aussi savoir sourire à son siècle.

TDI

THOMSON DIGITAL IMAGE

41, RUE WASHINGTON - 75008 PARIS - TÉL. 45.61.96.00

l'imaginable devient concevable

IMAGINA A MONTE-CARLO

Des outils pour les créateurs

Vers le mariage de l'intelligence artificielle et de l'image de synthèse

La production d'images synthétiques intéresse tous les secteurs de la vie économique. L'industrie fait un usage croissant de représentation tridimensionnelle pour la conception assistée par ordinateur (CAO), aussi bien pour la création de meubles ou de textiles que pour la conception de carrosseries automobiles ou même de nouveaux médicaments. La visualisation bi-ou tridimensionnelle d'informations est devenue un outil indispensable de recherche pour des disciplines aussi différentes que la psychiatrie, l'astrophysique, la biologie cellulaire ou le pilotage des avions de combat.

Lors du colloque Imagina, seront présentées les plus récentes applications industrielles et scientifiques avec les solutions originales qu'elles rendent possibles. En effet, le développement des matériels et des logiciels est rapide. Ainsi, des technologies hier encore réservées à un usage exclusivement militaire, comme les simulateurs en temps réel, ont donné naissance à des applications diversifiées, grâce à l'apparition de circuits spécialisés dans le graphique, comme le *geometry engine* ou le *chip*.

Le système IRIS 2400 Turbo de la société Silicon Graphics, la station de travail de Symbolics ont été présentés pour la première fois au Siggraph de San-Francisco en juillet 1985 et seront visibles à Monte-Carlo en février avec des matériels français dont le GI 10 000 de la SOGITEC et le déjà fameux « studio numérique de télévision » de Rennes, conçu par TDF et Thomson, et première mondiale du « tout-numérique ».

Dans le domaine des palettes graphiques, on peut noter deux tendances : l'une vers les systèmes très haut de gamme comme le Pixar de Lucas Film ; l'autre, au contraire, vers des systèmes à bas prix dotés de performances néanmoins musclées, comme la palette 2D/3D du Japon Computer Graphics Lab de Tokyo, destinée à équiper les universités ou les studios de production graphique ou audiovisuelle de taille moyenne. L'innovation la plus radicale est cependant encore en pleine émergence. Il s'agit du mariage, pas encore tout à fait consommé mais

déjà prometteur, de l'intelligence artificielle et de l'image de synthèse.

A Palo-Alto, Jaron Lanier est un pionnier en la matière. Il a conçu un langage original appelé *Mandala*, qui permet de faire de la programmation ou de travailler avec un ordinateur en manipulant des icônes « intelligentes » et en combinant des images « autonomes ». Il ne s'agit pas simplement d'une grammaire de formes symboliques, mais d'un véritable langage visuel aux propriétés inédites. Les applications envisageables sont très diverses, à commencer par le fameux « cockpit aveugle » de l'avion de chasse de l'an 2000... L'image de synthèse n'est pas seulement un outil industriel et scientifique, c'est aussi un véritable champ d'expression artistique et audiovisuelle. Les styles des plus divers s'y affrontent, depuis le *cartoon* jusqu'à la superproduction en passant par les œuvres intimistes, hyperréalistes ou les métamorphoses vibrantes d'imaginaires sans contraintes.

Peinture électronique

Si ces dernières existent, elles sont surtout financières. Théoriquement, tout est possible. Pratiquement, on doit ajuster son ambition expressive aux moyens financiers dont on dispose. Mais, parfois, le résultat est là, comme le désormais célèbre « Sexy Robot », créé par Randy Roberts de la firme Robert Abel, ou le curieux et émouvant pianiste de synthèse « Tony de Peltrie », réalisé à Montréal par deux jeunes Québécois, Pierre Lachapelle et Philippe Bergeron. Des centres réputés comme le New York Institute of Technology ou l'université de l'Ohio continuent de former des talents nouveaux, tel Chris Wedge, ou de restituer le travail d'artistes confirmés, ainsi Rebecca Allen.

Au Japon, la démarche originale de créateurs solitaires (Yoichiro Kawaguchi) se double d'un effort constant et systématique de formation des nouvelles générations dans des équipes comme celle du professeur Koichi Omura à Osaka. De grandes firmes, par exemple, Fujitsu, consentent des efforts importants dans le développement

des images de synthèse haut de gamme. L'exposition de Tsukuba fut l'occasion d'un défilé de molécules d'ADN, d'anneaux de Saturne, de « trous noirs » et autres vues inédites sur le monde projetées en trois dimensions, et utilisant les techniques les plus récentes de la synthèse d'images.

Les bibliothèques japonaises regorgent de brochures et de livres destinés à former, à tous les niveaux, les futurs programmeurs du Japon de la « cinquième génération » aura bientôt besoin. Le défi principal de ces techniques est, en France, principalement celui-ci : comment assurer le plus efficacement la transition nécessaire vers une formation vraiment multidisciplinaire ? L'enjeu est si énorme qu'une réflexion appropriée doit être entreprise.

Lois d'être une mode ou un gadget dont les publicitaires avides de nouveautés se seraient emparés pour ensuite s'en délasser, les images de synthèse sont d'ores et déjà présentes dans notre vie quotidienne et professionnelle. Plus encore, elles fondent petit à petit les conditions d'un autre regard sur le monde, d'une autre façon de représenter et de simuler le réel. En effet, elles ne sont pas simplement des outils de visualisation. Elles peuvent permettre un aller-retour plus riche, plus informé, entre le modèle qu'on se donne et la simulation de son « comportement ».

L'image de synthèse est un nouvel outil d'écriture pour le scientifique ou l'industriel. Pour l'artiste ou le créateur, elle est tout à la fois un nouveau « pinceau » et une nouvelle « technique ». De même que la peinture à l'huile permet autre chose que la peinture à l'œuf, la peinture électronique ouvre des pistes formelles inédites, notamment en obligeant à redéfinir précisément la dialectique de l'œil et de la main, de l'idée et de la forme. Renouvelant le débat de Descartes et de La Mettrie sur l'homme-machine, les images nous incitent à préciser ce qui, dans la création, peut être délégué à la machine, et en retour nous invitent à trouver une nouvelle définition de l'homme « créateur ».

PHILIPPE QUÉAU
(Directeur de la recherche prospective, INA).

Tour de France

Paris - Rennes - Grenoble - Toulouse et quelques autres...

Au royaume des nouvelles images, l'Amérique détient jadisement les clés. Maturité des lieux, elle filtre à l'entrée : Sogitec figure au nombre des *happy few*, parmi les dix premières sociétés de production dont les images, en quelques semaines, font le tour du monde des congrès professionnels. Mais l'image de synthèse est aussi une affaire française, en particulier pour la recherche et la production haut de gamme. Une ombre au tableau : les matériels. A quelques rares exceptions (GI 10 000 de Sogitec), la France est un modeste fabricant. A l'échelon européen, le projet d'un super-ordinateur destiné aux applications infographiques a recueilli l'assentiment national.

LA REGION PARISIENNE

La production audiovisuelle (publicité, génériques de télévision, cinéma), s'ordonne autour du triangle parisien : Sogitec-INA-Thomson Digital Image. En étroite collaboration avec la division « simulateurs » du groupe, Thomson Digital Image s'est taillé en un an une solide réputation.

Calqué sur le succès de Sogitec, son exemple illustre à quel point les performances technologiques de la simulation militaire - gros ordinateurs, calcul en temps réel, haute résolution de l'image - sont avantageusement recyclées à des fins audiovisuelles. *Terra incognita*, que l'INA, en éclairant, a su opportunément défricher : conception de systèmes d'animation, production d'images, sensibilisation professionnelle. Des lors, la reconnaissance culturelle et industrielle des images de synthèse se mesure à la diversité des colloques qui leur sont consacrés (Forum de Monte-Carlo, Semaine internationale de Nice du CESTA).

Trio infographique en voie de se dualiser avec la fusion récente Thomson Digital Image/INA pour l'imagerie de synthèse en trois dimensions.

En outre, le microcosme parisien ne s'épuise pas à l'évocation de ces noms. Une kyrielle de sociétés de production se glisse dans les interstices, taquinant l'infomatique après avoir maîtrisé la vidéo : SFP, EAG, Voir, Pipa Video, Telegraph, Mikros Image, Bizgraph...

Au plan industriel, les logiciels français de CAO défendent vaillamment nos couleurs sur les marchés étrangers : Euclid commercialisé par Matra-Datavision, Unisurf de Renault, Catia développé par Dassault, Strim diffusé par la CISI. De surcroît, une gamme étendue de postes de travail graphique est fabriquée en région parisienne : les termi-

naux « Radiance » de Gixi, « Péricolor » de Numelec, la palette « De Grafe » de Multisoft, le système d'analyse d'image de Tigre, les tables traçantes de Benson.

La recherche en traitement et synthèse d'images mobilise divers laboratoires, militaires (ETCA) ou civils (INRIA, Ecole normale supérieure de Paris, Ecole des mines, Lactamme, Université Paris-VIII).

LA PROVINCE

En marge du parisianisme infographique, l'activité régionale existe bel et bien. On rencontre, à chaque étape de ce Tour de France, son régional et ses images.

● **Implanté à Rennes**, le Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (CCETT) dispose d'un prestigieux laboratoire de synthèse d'images 3-D. On lui doit notamment l'invention du Cubi 7, système graphique destiné à la production audiovisuelle, à la CAO et à la simulation. La société locale, Capion, commercialise ce produit de facture entièrement française. Le CCETT vient par ailleurs de mettre au point le système ARTISTE (Acquisition, restitution et traitement informatiques de séquences de télévision), qui simule sur ordinateur une variété de traitements de l'image. En liaison avec les besoins de la production audiovisuelle, il a victorieusement conduit les travaux de recherche et de mise en œuvre du studio numérique expérimental de FR3-Rennes.

En matière d'images, il appartient aux militaires de veiller au grain, via le Centre électronique d'armement (CELAR). A Nantes, l'Institut de mathématiques et d'informatic développe conjointement recherche et formation en synthèse d'images.

● **Autre foyer d'innovation : Grenoble**. Sur la base des travaux universitaires de l'Association pour la création et la recherche sur les outils d'expression (ACROE), de l'Institut national polytechnique (INPG) et du laboratoire d'informatic et mathématique (IMAG), situés aux confins de la synthèse d'image et de l'intelligence artificielle, un tissu industriel se constitue patiemment.

La société Getris-Images, spécialisée dans la fabrication de stations de travail et de terminaux de synthèse d'images réalistes, témoigne de la réussite du trait d'union recherche/industrie. Leader national sur le marché de la palette graphique, X-Com multiplie, à destination d'un public croissant, les produits Graph 8 et Graph 9. Parmi les sociétés de production audiovisuelle,

Project Images est en passe d'acquiescer une solide notoriété professionnelle.

● **L'axe Strasbourg-Toulouse**. Sur la carte de France, la ligne Rennes/Grenoble croise l'axe Strasbourg-Toulouse. Beau duel infographique en perspective. Avec, au point d'intersection, Saint-Etienne. Son Ecole nationale des mines, ferveur de synthèse, y voisine avantageusement avec le constructeur lyonnais Scapa.

Côté alsacien, il faut mentionner les travaux du groupe de recherche en phonétique appliquée (GREPA) de l'Ecole nationale supérieure de physique de Strasbourg. Ils baissent tous azimuts le répertoire de l'imagerie moderne : traitement d'image par laser, cinéma et synthèse d'image holographique, systèmes de vision robotique, systèmes de synthèse d'image, processeurs digitaux photoniques pour l'image.

Les recherches infographiques sont exploitées par deux sociétés créées à l'initiative des hommes de laboratoire. Strasbourg Graphique Mecanorma commercialise une palette graphique à haute résolution, baptisée MIS et destinée à être utilisée à la demande, en station-service. La société Dalim, du nom du système industrialisé, vise prioritairement le marché de la communication d'affaires. A noter aussi, à Nancy, le Centre de recherche en informatique (CRIN), et à Soultz, près de Mulhouse, la firme Telmat.

Côté occitan, l'université Paul-Sabatier de Toulouse poursuit d'importants travaux en traitement d'images avec des applications, notamment en robotique et en télé-télécopie. L'environnement industriel - SNIAS, Matra, Centre national d'études spatiales (CNES) - favorise les collaborations fructueuses.

Pour parfaire le tableau, il faut signaler d'autres initiatives plus dispersées : Image Ordinateur et le CNBDI (Centre national de la bande dessinée et de l'image) à Angoulême, où nouvelles images, BD et dessins animés s'entendent comme larrons en foire ; la Maison de l'image de Bourges, l'entreprise Production-vidéo-édition d'Hérouville (Calvados), la société Image Espace à Aix, la division imagerie de l'université de Compiègne, etc. Au total, les chercheurs et industriels de province ont choisi de produire des images meilleur marché et, parfois, des systèmes bas de gamme. Débouchés obligés.

CHRISTIAN DE MAUSSON.
(Centre d'études des systèmes et des technologies avancées - CESTA.)

Un marché en expansion

(Suite de la page 15.)

Dans cette compétition internationale, la France dispose de nombreux atouts pour se maintenir au plus haut niveau. Sur le plan des applications industrielles, les produits proposés par les sociétés françaises sont largement diffusés dans le monde entier. En CAO, les produits Euclid, Catia (développés par Dassault) et Strim, par exemple (commercialisés respectivement par Matra-Datavision, IBM et CISI), se sont adjugé une part significative du marché mondial. En simulation de vol, les dispositifs construits par Thomson et Sogitec équipent de nombreux centres d'entraînement civil et militaires. D'autre part, une très grande variété de postes de travail graphiques d'origine française sont disponibles sur le marché : signaux des terminaux graphiques Radiance de Gixi, Péricolor de Numelec, les tables à numériser de Scapa, les palettes vidéo Graph 9 d'X-COM, De Grafe de Multisoft, le système d'animation en deux dimensions Psyche 3 développé par l'INA et industrialisé par X-COM, les générateurs de syn-

thèse d'image en trois dimensions Cubi 7 et Getris conçus respectivement par le CCETT et l'IMAG, le système d'analyse d'image de Tigre, les tables traçantes de Benson, etc. Enfin des progiciels destinés aux arts graphiques font leur apparition.

L'effort des pouvoirs publics

Dans le domaine de la recherche, plusieurs centres et universités sont actifs. Chacun de ces pôles explore un champ spécifique : l'université de Compiègne, l'Ecole normale supérieure de Paris et l'INRIA se sont spécialisés dans les processeurs graphiques, le CCETT et l'IMAG ont mis l'accent sur la synthèse d'images, l'université de Strasbourg et l'Institut national de la communication audiovisuelle ont développé respectivement des progiciels pour les arts graphiques et des logiciels de synthèse d'image pour le cinéma et la télévision, la Société française de production a mis au point, en collaboration avec la firme américaine Image West, un dispositif original de synthèse d'image pour la télé-

vision, l'université Paris-VIII offre un cursus spécialisé sur le thème « art et ordinateur »...

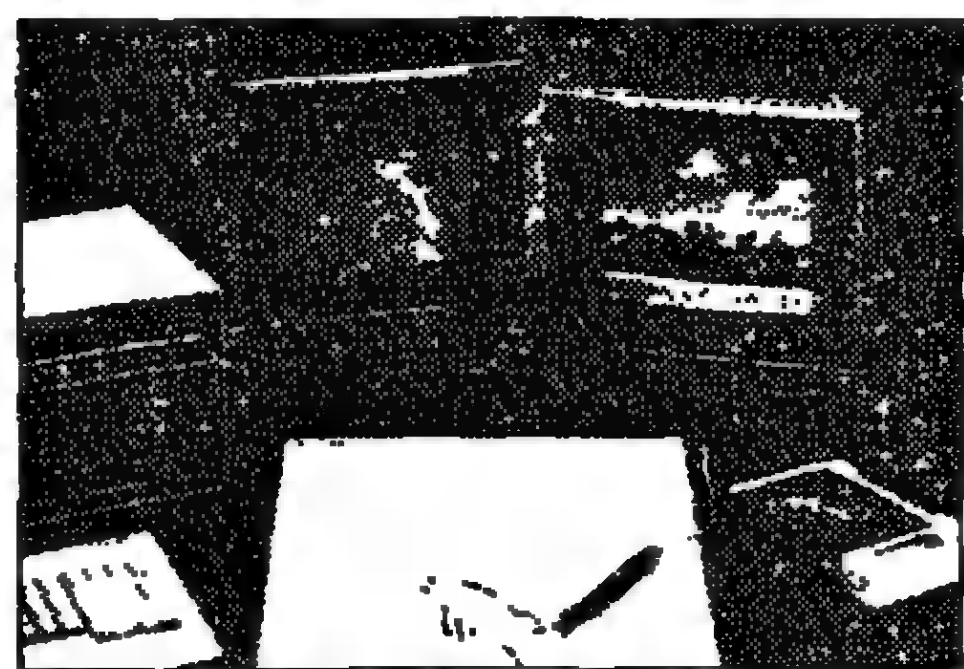
Dans le domaine de la synthèse d'image appliquée à la production audiovisuelle, la France dispose d'un atout supplémentaire : la richesse de la création artistique, stimulée par une demande forte de programmes de télévision et de cinéma, et les hautes exigences du monde de la publicité.

Pour accélérer la synergie entre les industriels, les chercheurs et les milieux artistiques, les pouvoirs publics (ministère de la culture, ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, ministère des PTT, secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication) ont lancé en 1983 le Plan Recherche-image, qui permet à la France d'occuper aujourd'hui avec le Japon la seconde place au niveau mondial.

HENRI FALSE.
(Directeur de la recherche prospective (INA), coordonnateur du plan Recherche-image.)

arrêtez de montrer DES IMAGES COCHONNES

Adieu les présentations confuses, les diapos approximatives, les transparents vite faits mais faux, et les vidéos fastidieuses : GRAPH 9+ est un matériel de composition d'image qui donne toute sa puissance à l'information ; à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise.



Cette information se transforme en une communication claire, précise, efficace, rentable. Les images deviennent originales, de grande qualité, convaincantes. Quelques exemples d'utilisation :

- graphiques de communication
- présentation de rapports sur transparents
- diapos d'aide à l'exposé
- vidéo d'entreprise (titrage, dessins animés)
- incrustation de dessin dans des photos
- diffusion d'images sur réseau vidéo
- support de formation etc... etc...

Parfaitement adapté à tous les problèmes de formation, d'information, de promotion et de publicité, GRAPH 9+ devient rapidement un investissement très rentable.

DU 15 AU 25 JANV.

X COM met à votre disposition gratuitement un GRAPH 9+ et vous offre une démonstration de son efficacité pour votre communication d'entreprise - téléphonez au 43.35.09.65

GRAPH 9+

COMMUNIQUER PREND UN AUTRE SENS

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part :

- une documentation GRAPH 9+ ☐
- une visite d'un spécialiste ☐

A retourner avec nom, adresse et profession à : X COM, 56, bd du Montparnasse, 75015 Paris

sonovision

la revue professionnelle de l'audiovisuel
15, RUE D'ABOUKIR - 75002 PARIS
TEL. : 42 33 51 27

Les images de synthèse ne sont qu'un des sujets traités régulièrement dans SONOVISION®.

Chaque mois : des interviews de personnalités, des comptes rendus de manifestations, des dossiers sur tous les grands problèmes de l'audiovisuel.

SONOVISION publie également, avec le trimestriel DE VISU, une lettre d'information hebdomadaire®. SONOVISION/DE VISU HEBDO, consacrée à l'actualité de l'audiovisuel.

Enfin, SONOVISION édite des guides annuels. Déjà parus : « PRESTATIONS VIDEO : QUI FAIT QUOI ? », « LE MATERIEL VIDEO », « LES FORMATIONS A L'AUDIOVISUEL ».

ABONNEMENT MENSUEL 1 AN (11 numéros) : 340 F.

LE NUMERO : 35 F. Dans les kiosques, Maisons de la Presse, librairies spécialisées à Paris et en province®.

* Spécimens et liste des points de vente sur demande ou journal, au 42 33 51 27.

ARTS ET SPECTACLES

LEONID

Brumberg

DÉCOUVRIR UN MAÎTRE DU PIANO

APRÈS une année Bach-Hendel dont les organisateurs de concerts les amateurs de valeurs sûres ont recueilli les fruits, 1986 s'ouvre sous de moins bons auspices. Deux musiciens seulement se sont dévoués à la cause des célébrations centennaires : Carl Maria von Weber (1786-1826) et Franz Liszt (1811-1886). Adam de la Halle, mort en 1286, ayant déclaré forfait...

Ce ne sont pas là précisément des auteurs consacrés ; cependant, une année ne serait pas de trop pour se persuader que le premier n'est pas seulement l'auteur du *Freischütz* (l'Opéra de Lyon va présenter Oberon à partir du 16 mai, en coproduction avec celui de Montpellier), ou pour comparer l'abondance et la variété de l'œuvre de Liszt avec ce que désignent en tant que pianistes ou les chefs d'orchestre ; on se prend alors à rêver de ce que pourrait être une célébration bien comprise de ces deux grands musiciens.

Deux centennaires musicaux sont célébrés en 1986 : celui de Weber, qui n'est pas seulement l'auteur du *« Freischütz »*, celui de Liszt, dont l'intégrale vient d'être enregistrée par France Clidat. Autre interprète de Liszt, Leonid Brumberg, pianiste exceptionnel, né à Rostov, fixé à Vienne depuis 1981.

Il n'en sera rien. On peut déjà le prévoir, trop d'obstacles s'y opposent, car la vie musicale ne s'occupe pas précisément de remettre les choses à leur place. En novembre dernier, un jeune pianiste, Jean-Gabriel Fauriol, avait eu l'audace d'inscrire au programme de son récital, salle Gaveau, ce monument caennais intitulé en public que sont les *Études d'exécution transcrite* de Liszt et d'en donner une interprétation pleine de fougue devant un auditoire plus clairsemé que jamais, le principal souci des amateurs de piano étant d'aller entendre un interprète célèbre jouer à sa façon ce que jouent ses confrères à la leur.

Dans un autre ordre d'idées, France Clidat, qui s'est fait depuis longtemps une spécialité de l'œuvre de Liszt, vient seulement de pouvoir en achever l'enregistrement intégral, long temps resté en suspens, mais l'événement que constitue cette première exploration complète n'est pas de ceux qui défrayeront les chroniques ; pas plus qu'on ne donnera à la pianiste l'occasion de présenter dans ces récitals les œuvres les moins populaires. Pour échapper aux impératifs séduisants de la vie musicale, il faut pouvoir se situer en marge ou le vouloir fortement. Ainsi l'association Fugues, qui s'est donné pour mission de présenter, au Théâtre des Mathurins, des musiciens de qualité peu connus en France et qui ont dû quitter leur pays d'origine (le Monde du 20 août 1985), vient-elle de créer, à la dérobée, un de ces événements exceptionnels dont on prend conscience seulement sur le moment, et qui ne laissent de traces que dans la mémoire de ceux qui ont eu la chance d'y assister.

Déjà le programme, où figuraient, entre autres, deux *Méphisto-Valces*, la *Bogartelle*, une sonate, une grande fantaisie sur les Noces de Fauriol, les *Réminiscences* de Don Juan, laissait prévoir qu'un interprète portait son choix sur des œuvres de la dernière manière

GÉRARD CONDÉ

EDVARD

Radzinski

DEVENIR DRAMATURGE EN UNION SOVIÉTIQUE

L'un des auteurs de théâtre les plus joués en Union soviétique, Edvard Radzinski, est aujourd'hui à Paris, venu présenter sa pièce la plus récente, *Comédienne d'un certain âge pour jouer la femme de Dostoïevski*.

Cette pièce, traduite en français par Lily Denis, et mise en scène par Viviane

Théophilides, est interprétée, au Petit Odéon, par Denise Gence et Jean-Yves Chatelais. C'est l'histoire d'une comédienne, naguère bien connue, et qui, devenue âgée, ne joue plus, vit dans une maison de repos. Elle croit entendre Dostoïevski, ou une survivance de Dostoïevski, qui essaie de la convaincre de

jouer encore une fois : il lui tend les cahiers intimes qu'avait laissés son épouse. C'est cela qu'elle doit interpréter.

Plusieurs pièces d'Edvard Radzinski ont été jouées un peu partout dans le monde, mais c'est la première fois que cela se produit à Paris. Il nous parle ici de ses pièces, de sa vie d'écrivain.

« VOUS êtes né ?
— A Moscou.
— Dans quel quartier de Moscou ?

— Ma mémoire ne va pas jusque-là, c'était une maternité, je n'avais pas quinze jours lorsque j'en suis parti. Ce dont je me souviens, c'est de la maison de mon enfance, elle était juste en face du théâtre le plus renommé de Moscou, le Mahat.

— Vos parents y travaillaient ?

— Non. Mon père était traducteur et a traduit des pièces françaises, de Scriba, de cette époque-là, l'une s'appelait *La Prière pour la vie*.

— Pas exactement, non. Peut-être que les acteurs n'ont pas su s'y prendre, ils n'avaient jusque-là joué que des contes pleins d'animaux, ils interprétaient à merveille les loups, les scarabées, et même les champignons, mais un typographe de sanskrit, au dix-huitième siècle, ils n'ont pas su et moi, de mon côté, j'avais fait une pièce beaucoup trop bavard. Au bout de dix minutes, pas plus, tous les enfants se sont jetés vers la sortie.

— C'est là que j'ai compris la force physique de l'enfance. Parce que le personnel du théâtre, les adultes, les techniciens, ont essayé d'empêcher les enfants de sortir

soir-là, dans le vestibule, il y a un écrivain célèbre, âgé, je ne vous dis pas qui, il est venu vers moi, il m'a dit : « Ça ne m'a pas plu, c'est extérieur, c'est facile, écrivez contre la bureaucratie, je ne le dis pas que c'est utile, et puis ça plaira toujours, et ça pourra te donner un petit bonheur, une fertilité, mais toi, toi en tant qu'écrivain, ce n'est pas contre la bureaucratie que tu as à te battre, c'est contre toi-même. Est-ce qu'au moins tu as cherché ce qui, en toi, mérite la bagarre ? »

— Il s'est éloigné, et moi je me suis dit : il est vieux, il est blasé, peut-être est-il trop prudent, peut-être même est-il jaloux. Je me suis

années où l'un des plus grands assassins était au pouvoir ? Et, si vous voulez, comment se fait-il que l'un des plus grands assassins ait pu continuer de commettre ses crimes alors que près de lui pensait et écrivait l'un des plus grands philosophes ? Mais, forcément, je me plaçais, moi, plutôt du côté de Sénèque (toute modeste gardée) : ai-je tout tenté pour agir sur ou contre l'assassin, comment ai-je trouvé le calme d'écrire quand même, et, en continuant d'écrire, me suis-je moi-même compromis ?

— C'est, je crois, un très grand sujet, et qui implique le théâtre, car toute la vie de Néron, de



Denise Gence et Jean-Yves Chatelais dans « Comédienne d'un certain âge pour jouer la femme de Dostoïevski ».

— Et votre maman, que faisait-elle ?

— La maman.

Edvard Radzinski a une tête ronde, il est coiffé à la Tintin, la mèche en l'air. Vous lui donnez vingt ans, maximum, il en a presque cinquante ; il est habillé d'un survenant de Jogging. Vous vous dites d'abord, à le regarder, qu'il va être impossible de le prendre au sérieux, mais quand je le quitterai, tout à l'heure, je ne sourirai plus.

— Quand avez-vous écrit une pièce pour la première fois ?

— A dix-huit ans. Parce que j'habitais alors devant un autre théâtre, un théâtre d'enfants. Le Mahat, je n'aurais pas osé, c'était trop intimidant. Mais à voir ce théâtre d'enfants, juste devant mes fenêtres, je me suis dit : je vais leur raconter une très belle histoire. J'ai cherché l'un des hommes les plus merveilleux de la Russie, qui vivait au dix-huitième siècle, Guercissime Lebedev, un homme d'aventures. Il était parti pour les Indes, et là-bas, à Calcutta, il a décidé de construire, d'aimer, un théâtre russe.

— C'était une idée folle, mais justement, chaque jour apportait des accidents étranges, passionnants, mais chaque jour aussi Lebedev signait des papiers, écrits en sanskrit, qu'il était incapable de lire, des papiers avec des entrepreneurs, les prêteurs d'argent, tout cela. Si bien qu'assez vite la catastrophe arriva, il était ruiné, il dut reprendre le bateau, pour Petersburg. Et là, autre idée folle, il décida d'installer une imprimerie en sanskrit. L'idée, bien sûr, était que tous les Russes sachent lire et écrire le sanskrit, pour ne pas avoir à reprendre le bateau s'ils allaient en Inde. Mais c'est aussi que Lebedev rêvait d'une grande fraternité entre tous les hommes.

— Et la pièce s'appelait ?

— Mon rêve, l'Inde. Quand j'étais petit, j'avais beaucoup rêvé aux pays de l'autre bout du monde.

— Les enfants de théâtre vous ont fait un triomphe ?

de la salle, de les faire se rassembler, mais non : ils ont tout bousculé, ils ont enfoncé les portes. Je me suis retrouvé dans la rue, sous la pous-sée. Je me suis dit : cessons d'être intimidés, je vais écrire pour les adultes.

— Vous vous y êtes mis tout de suite ?

— J'ai pris un certain temps pour écrire une pièce, qui s'est appelée *104 pages d'amour*, ou, plus exactement : *104 pages, toutes au sujet de l'amour*. Elle a été écrite en 1963, et l'amour, dans ces années-là, nous en parlions peu ; au théâtre, du moins, cessions-nous d'en parler juste quand ça commençait vraiment. Dans ma pièce, dès le second tableau, les acteurs étaient dans un lit.

— J'ai manqué avoir les mêmes difficultés qu'avec les loups et les champignons : ma pièce fut mise en scène par Efros à Moscou, et Toustoungov à Leningrad. J'ai eu de la chance, c'étaient les deux meilleurs, mais l'amour, un lit, les acteurs n'avaient jamais fait ça, ils ne savaient absolument pas comment on peut jouer ces choses-là. Enfin ça s'est arrangé, ils ont trouvé.

— C'était une pièce assez violente, les protagonistes, des jeunes, essayaient de se venger de quelque chose, de la morale peut-être. Je me suis aperçu après coup que cela ressemblait pas mal au film de Carné, *Les Tricheurs*. La pièce cette fois a eu une audience énorme, jouée dans cent trente théâtres, dans toute l'Union, dans les Républiques...

— Heureux comme tout, j'ai enchaîné sur une autre pièce, le titre était *On tourne un film*, mais il y avait un jeu de mots, parce qu'en russe le mot « tourne » est presque le même que le mot « empêche », ou « évite », alors ça voulait dire aussi : *On ne tourne pas un film*. C'était l'aventure d'un créateur qui lutte contre la bureaucratie. Efros l'a encore mise en scène, grand succès : c'était drôle, bagarreur, j'avoue que j'étais content de moi, mais ce

dit ça, je m'en suis convaincu, je n'y ai plus pensé. Et puis ça m'est revenu en tête, et peu à peu j'ai compris qu'il n'était ni jaloux, ni prudent, ni usé, qu'il était la vigilance même, au contraire...

— Vous changez alors de manière ?

— Je ne vous raconte pas toutes mes pièces, il y en a beaucoup. La chose importante, c'est que je tombe malade. Maladie grave, je manque y passer. Je me dis, je vais mourir, et tout ce que je laisse, tout ce que j'ai fait, ce n'est pas moi. Je ne me devrais pas, là-dedans, si je ne me connaissais pas. Ce n'est pas que je m'attribue une importance quelconque, mais vous me comprenez : vous êtes convaincus que vous allez mourir, demain, après-demain, et rien de vous ne sera plus, quand vous aviez des choses à faire, à dire. Contre toute attente, je n'ai pas disparu. Alors j'ai écrit une pièce qui s'appelle *Le Théâtre du temps de Néron et Sénèque*.

— Le propos de cette pièce, le voici : comment se fait-il que l'un des plus grands philosophes ait vécu, pensé, écrit, dans les mêmes

l'assassin, est aussi un théâtre. Il impose des décors, des cérémoniaux, lui-même joue la comédie. Et Sénèque, n'est-ce pas une comédie aussi qu'il joue aux autres, qu'il se joue, en philosophe quand même, malgré tout ça ? La pièce a eu un grand succès, chez nous, et elle a été jouée dans de nombreux pays, aux États-Unis, en Allemagne fédérale, partout presque...

— Et dans tel ou tel pays, la pièce n'était pas un peu « tirée », par la mise en scène, dans un sens ou dans un autre ?

— Il m'a semblé que Sénèque était plutôt approuvé : là, d'écrire tout de même ce qu'il pensait, et plutôt critiqué ailleurs. Dans toutes les pièces, dans tout théâtre, il y aura toujours un mystère, quelque chose d'imprévisible, qui a échappé à l'auteur, au metteur en scène, et ce mystère-là, qui est l'âme du théâtre, c'est à la troisième pièce, la vraie, qu'il appartenait. Ma pièce à moi, c'est la troisième, celle de nous autres.

Propos recueillis par MICHEL COURNOT.

A PARTIR DU 21 JANVIER

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE

LA VIE DE CLARA GAZUL
de Danielle VEZOLLES et Alfredo ARIAS
d'après Prosper Mérimée

Mise en scène : Alfredo ARIAS
avec Facundo BO, Jean-Marc BORY, Alain LIBOLT, Marilù MARINI, Alain SALOMON

THEATRE DE LA COMMUNE
Tel. 48.34.67.67

quelques autres...

Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon

Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon

Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon
Strasbourg-Toulon
Grenoble-Toulon

CHRISTIAN DE MAUSSON
Centre d'études de Strasbourg
et de la région alsacienne
C.E.S.T.A.

Expansion

l'Université Paris-VIII
cette année-là, sur le thème
de l'expansion.

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

Henri Falck
Directeur de la recherche
et de la formation
à l'Université Paris-VIII

En dépit des regards de haine
ou de velours qui se posent sur elle,
l'Amérique demeure
un turbulent melting-pot,
orgiasme et indomptable, irrationnel,
prude et fabuleux comme le confirment
un livre et trois expositions.

Photographes américains

L'HISTOIRE D'UN MONDE ET SA LÉGENDE

Le 28 décembre 1972, *Life* cesse de paraître, après trente-six années, d'existence. Le premier numéro de la revue fondée en 1936 par Henri Luce était sorti le 23 novembre avec un tirage de 466 000 exemplaires et une photo de couverture de Margaret Bourke-White, l'une des trois premières femmes-reporters et l'un des trois premiers opérateurs engagés par l'illustre magazine. Entre-temps, et avant de renouer de ses cendres sous une nouvelle formule en 1980, *Life* aura eu le temps de forger son mythe, entretenu par la présence d'un staff permanent de vingt-quatre photographes remarquablement payés et par un tirage qui pouvait atteindre, même sur la fin, 7 800 000 exemplaires.

Outre une mise en page de l'image aussi importante que la photographie elle-même, la grande originalité de *Life* fut de savoir considérer la photographie comme un élément-clé de l'information et, en accordant aux photographes un statut d'auteur à part entière, de favoriser la reconnaissance de leur art par un large public. Aux gloires de Hollywood (Elisabeth Taylor, Grace Kelly, Audrey Hepburn), aux portraits d'artistes, d'écrivains, de savants, de musiciens ou de politiciens se juxtaposent les événements dérisoires ou tragiques qui ont façonné le visage du monde de 1946 à 1955, notamment la naissance de l'Etat d'Israël, le maoïsme, le mur de Berlin, la création des Nations unies et la fin du colonialisme en Indochine.

Parmi les cent cinquante-six mille clichés collectés durant ces dix années, attendrissants ou aigus, se faisant l'écho du pittoresque ou du désastre, mais qui sont autant d'hommages à l'expression journalistique et à l'information du lecteur, on épilogera le prémonitoire portrait de Nixon revenant à son étude de Whittier, Californie, pour reprendre sa carrière d'avocat (George Lacks, 1946), Howard Hughes aux commandes de son hydravion de 200 tonnes (J. R. Eyerman, 1947) et la vue hallucinante du parcours des hélices pendant le décollage d'un hélicoptère, avec des lumières fixées à ses pales, par Andreas Feininger (1949).

Autant de chefs-d'œuvre qui tiennent compagnie à ceux d'Irving Penn, Halsmann, Henri

Cartier-Bresson, Gisèle Freund, Robert Capa ou Robert Frank.

Ils ont été réunis, avec l'appui d'United Technologies Corporation, dans cette exposition, qui, après avoir recueilli un grand succès cet automne à Paris, est présentée à la Galerie du Château-d'Eau à Toulouse, où Jean Dieuzaide fête avec éclat ses dix années d'activité : en mars, elle sera à la Fondation nationale de la photographie à Lyon (1).

Les clichés choc pris par Arthur Fellig, dit Weegee, fils de rabbin, d'origine austro-hongroise et ayant débarqué aux Etats-Unis à l'âge de dix ans, contenaient sans doute trop de sang, de stupre et de frayeurs pour figurer dans les pages élégantes de *Life*. Comme le souligne la sélection du volume qui lui est consacré dans la collection « Photo-Poche » (2).



Mains et chapeau, 1982 (Philippe Galgani)



Spectacle pour enfants vers 1940 (Weegee)

Weegee, en explorant l'univers des bas-fonds new-yorkais, dépassait de loin le seul enregistrement de l'Amérique mythique d'Al Capone et de Lucky Luciano, dont on retrouve encore la trace aujourd'hui dans la publicité pour le Canada Dry. Et ce serait occulter l'extraordinaire panoplie d'expression de ce reporter de génie que d'expliquer sa réussite par l'exploitation du désespoir, de la souffrance, de la mort.

Il avait aménagé le coffre de sa Chevrolet marron en chambre noire et s'était fait une spécialité

grâce aux ondes courtes (sa « ligne de vie ») de photographier avant l'arrivée de la police les cadavres de truands, les braquages de banques, les incendies, les catastrophes et les drames familiaux. Mais, en fixant les enfants harassés de misère, les travestis exhibant leurs cuisses d'homme, les sans-abris les bars minables, les night-clubs de fortune, c'est l'envers cauchemardesque du rêve américain qu'il montrait.

Par-delà l'imagerie du roman noir, c'est l'intense humanité de son regard qui l'a rendu légendaire, au point d'en faire un classique.

On retrouve un peu de cette tendresse, de cette émotion que produit une approche plus affective qu'humaniste dans l'exposition proposée par Agathe Gailard (3) sous le label de la « Beat

saissait Aaron Siskind en 1938 dans les cabarets de Harlem, ou Weegee, justement, en 1947, chez Sammy, dans le Bowery.

Produire une image telle que l'observateur ne pense plus à celui qui l'a réalisée est également le propos de Melton Tyrell. Son amitié pour Robert Frank l'a conduite à assister à une « lecture historique au West End Bar », près de l'université de Columbia, où s'étaient réunis les survivants, les papes de ce qui fut un temps la contre-culture.

Force est de reconnaître que les drogues dures semblent avoir laissé des séquelles, et l'on sourit (respectueusement) en voyant ces figures mythiques ventripotentes et claudicantes que sont devenus Burroughs (« celui qui se souvient de tout », Ginsberg songeur, Brian Gysin et surtout Robert Frank, dont Melton Tyrell a même réussi à prendre un portrait souriant derrière sa caméra. La violence des Black Panthers cède la place au blues et à la méditation, dans un style photographique qui est typiquement



Mississippi Johnny Waters chez lui à Oakland Californie (Michelle Vignes)

celui des années 60, et trouve dans l'observation personnelle sa principale source d'inspiration.

Ce style est d'ailleurs peu différent de celui qui nourrit la vaste rétrospective sur « La photographie californienne de 1945 à 1980 » (4) conçue par le Musée d'art moderne de San-Francisco et incompréhensiblement présentée au Centre Pompidou sans catalogue et sans un mot d'explication. Le public peut donc se perdre à plaisir dans un accrochage labyrinthique où se télesco-

pent les tendances sans souci de la chronologie.

Entre une barque échouée sur une plage (Mac Gregor, 1978) et la vision nocturne d'une station-service (Minick, 1973) s'engouffrent tout l'espace de l'Ouest américain tel que l'a bien évoqué Sam Shepard. Dans le désarroi des visages, le désert et le saccage des habitats à l'abandon rehaussés de couleurs vives, l'errance tissée partout son chemin. Comme un paysage intérieur, le mythe hollywoodien d'une nature sauvage (Arthur Ollman) qui engendre puis recouvre la civilisation s'illustre par les néons technicolors ensevelissant la devanture des supermarchés. L'illusion se revendique par les heurs criardes de la fiction, mais le rêve continue de surgir.

Usant de l'emprunt, du détournement et de la citation, mais aussi du texte qui compense mal la faiblesse des tirages, l'opérateur californien veut, de toutes pièces, reconstituer son identité. Si le train de Santa-Fé (Robert Mistrack) continue de barrer le ciel bleu, la violence s'efface devant le formalisme ou l'esthétisme et, sur la plage de Santa-Monica, Max Yavno tente de repérer quelque survivant de la foule insombrable autrefois célébrée par Weegee. A l'encontre des stars qui ont fait la réputation de *Life*, Minor White veut montrer « les choses en tant qu'elles sont » et Leland Rice, en affrontant la texture d'un mur nu, à l'image d'une photographie américaine qui n'en finit pas de puiser dans le vivier de ses forces, essaye une nouvelle fois de conquérir l'horizon.

PATRICK ROEGERS.

(1) « *Life*, 1946-1955 », exposition présentée grâce à United Technologies Corporation. Galerie du Château-d'Eau à Toulouse, jusqu'au 30 janvier. Fondation nationale de la photographie à Lyon, du 6 février au 30 mars.

(2) Weegee, introduction par André Laude. Vingt et unième volume de la collection « Photo-Poche », éditée par le Centre national de la photographie, 34 F.

(3) Michelle Vignes : « Blues à Oakland » et Melton Tyrell « Artistes de la Beat Generation ». Galerie Agathe Gailard (3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 6), jusqu'au 25 janvier.

(4) « La photographie californienne, 1945-1980 ». Exposition conçue par le Musée d'art moderne de San-Francisco. Centre Pompidou jusqu'au 10 février.

THÉÂTRE LE GUICHET-MONTPARNASSE
du 14 janvier au 15 mars
L'ISSUE
d'après le Rapport pour une académie
de Franz Kafka, adapté par Christian DRAPRON
par le Théâtre de l'Eclipse
avec Christian JEHANIN dans le rôle de Peter le Chimpanzé
Tous les soirs à 21 h, mardi et vendredi séances supplémentaires à 18 h 30 (relâche dimanche et lundi)
15, rue du Maine, 75014 Paris. Métro Gaité ou Montparnasse-Bienvenue - 43-27-88-61

Bal du Moulin Rouge
20 h Dîner dansant
Champagne et Revue
440 F
22 h et 0 h
Champagne et Revue
300 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS
femmes, femmes, femmes...
MONTMARTRE, PLACE BLANCHE - 46.06.00.19 ET AGENCES

CRETEIL
Maison des Arts
JEAN RACINE
PHEDRE
du 17 janvier au 5 février
et du 18 au 26 février 1986
Mise en scène : Jean-Michel Rabreau
Avec : Claude Degliame
Pierre Ballot - Delphine Bolez
Marie Carré - Françoise Grandcolas - Pascal Turme
48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

ON DANSE A L'OPÉRA-COMIQUE
OPÉRA-COMIQUE
du 15 au 25 janvier 1986
Le Groupe de Recherche
Chorégraphique
de l'Opéra de Paris
présente
deux programmes
et aussi... à 18h30, les 16, 17, 23, 24 janvier
« 39 BIS DE MÉMOIRE »
Piollet/Cuizetrix
Opéra-Comique 5, rue Favart - Métro Richelieu-Drouot
Renseignements : 42.96.06.11

Tempête
cartouche
LA FORCE DE L'HABITUDE
Thomas Bernhard
mise en scène
Jacques Kraemer
43 28 36 36

OPÉRA NATIONAL DE PARIS
du 15 au 25 janvier 1986
Le Groupe de Recherche
Chorégraphique
de l'Opéra de Paris
présente
deux programmes
et aussi... à 18h30, les 16, 17, 23, 24 janvier
« 39 BIS DE MÉMOIRE »
Piollet/Cuizetrix
Opéra-Comique 5, rue Favart - Métro Richelieu-Drouot
Renseignements : 42.96.06.11

au Saint-André-des-Arts
CLEO
de 5 à 7
Un film d'Agnès Verdet (1981)
précédé d'un inédit (1984)
VAUTRIE BALZAC
création
2 spectacles en alternance
1^{re} partie : « Les Illusions perdues »
2^e partie : « Splendeurs et misères des courtisanes »
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
Centre Dramatique Bantec Sud
14, rue de la Chapelle, 75018 Paris
CHATELAIN-MALADRY - 46.61.43.33

USA LANGUAGE
Anglais tel qu'on le
parle en Amérique
Cours semestriels :
17 février - 28 juin 1986.
Stages intensifs toute l'année.
Cours spécialisés :
American Literature,
Medical English.
Ateliers de création en anglais :
Creative Writing / Art Workshop
Théâtre.
Cours pour enfants
Open House.
COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tél. : 46 34 16 10

THÉÂTRE EUROPE 14 janvier
14 février
**SIX PERSONNAGES
EN QUÊTE D'AUTEUR**
LUIGI PIRANDELLO
Traduction : Michel ARNAUD
Mise en scène : Jean-Pierre VINCENT
Décor et costumes : Jean-Paul CHAMBAS
CO-PRODUCTION COMEDIE-FRANÇAISE / THÉÂTRE DE L'EUROPE
ODEON THEATRE NATIONAL 43.25.70.32

La guerre des stars

HOLLYWOOD, L'HISTOIRE ET LA POLITIQUE



Mikhail Barychnikov et Gregory Hines dans « Soleil de nuit ».

Ronald Reagan a remis à la mode le rêve américain et l'antisoviétisme. Hollywood saisit le flambeau : le « rouge », voilà l'ennemi, comme au temps de la guerre froide. Seule l'image du héros a changé. Cultisme et optimisme sont les valeurs de base du box-office.



Sylvester Stallone et Dolph Lundgren dans « Rocky IV ».

C'ÉTAIT LA CHASSE AUX SORCIÈRES

À U début de 1943, la Warner Bros produisit un film, *Mission à Moscou*, inspiré d'un livre de Joseph E. Davies, ambassadeur des États-Unis en URSS avant la guerre (1). Ce film montrait comment Roosevelt, ami du président américain, avait trouvé en Staline un défenseur de la paix et des démocraties. *Mission à Moscou* qui, entre autres choses, justifiait le pacte germano-soviétique, avait pour but de sensibiliser le peuple américain à l'effort de guerre de l'URSS contre les nazis. Comme à la même époque, la *Bataille de Russie*, dans la grande série documentaire *Pourquoi nous combattons ?*

Le nombre total de ces films n'était pas très élevé par rapport à ceux qui exaltaient les valeurs nationales, l'ascension d'une démocratie pure, exemplaire, contre les tentations extrémistes. Mais ils ont pris, contre l'URSS et l'influence communiste, des positions aussi fortes que contre le nazisme aux cours des années 40.

Le bombardement idéologique s'était déplacé, dans un pays soudain inquiet d'une troisième guerre mondiale et, même, d'une invasion de ces « rouges » qui prenaient des formes symboliques dans les films de science-fiction comme *La Chose d'un autre monde*, de Christian Nyby et Howard Hawks (1951) ou *La Guerre des mondes* de Byron Haskin (1952). L'armée soviétique n'allait-elle pas débarquer en quelques semaines ? Obsession rougeuse. James Forrestal, secrétaire d'État à la défense, avait si bien cru que le 11 avril 1949 il s'était jeté par la fenêtre de son bureau.

Les États-Unis voyaient partout des espions rouges et Hollywood aidait à combattre la menace des périls. En 1948, le *Rideau de fer* de William Wyler avait donné l'élan, en transposant l'histoire authentique d'Igor Gouzenko, attaché à l'ambassade soviétique d'Ottawa. Après avoir obtenu l'avis politique, Gouzenko avait livré le réseau d'espionnage soviétique au Canada et aux États-Unis. Il y avait, là-dessus, des fuites de secrets atomiques. Dana Andrews et Gene Tierney aidèrent au succès de ce film d'espionnage où s'inscrivaient les prémices de l'affaire Rosenberg.

Succès en Amérique tout au moins. À Paris, les communistes, mobilisant les intellectuels de gauche, préoccupés d'une possible montée du fascisme aux États-Unis, manifestèrent pour le faire retirer de l'affiche. Les maisons de distribution, même si ces faits ne se sont pas

raproduits pour la *Grande Menace*, de Gordon Douglas, le *Vol du secret de l'atome*, de Russell Hulse, le *Général*, d'Alfred Werker, veillèrent au grain. Les histoires trop ouvertement antirouges ne furent pas exportées chez nous. *Pickup on South Street*, de Samuel Fuller (1952), étonnante contribution au film noir, n'est sorti qu'en 1981, en version doublée, sous le titre, *Port de la drogue*. Le microfilm d'espionnage, dérobé dans le métro par hasard, avait été remplacé par un paquet de drogue ! A cette époque, pourtant, les rapports de forces entre les blocs étaient devenus clairs. Bien des illusions étaient tombées sur le prétendu complot entretenu contre l'URSS.

En matière de propagande antiméricaine, le cinéma soviétique — disons plutôt stalinien — n'y était pas allé non plus avec délicatesse (*Rencontre sur l'Elbe*, de Gergori Alexandrov (1949), par exemple). Mais il était moins en vue que le cinéma hollywoodien.

Les adversaires des films américains antirouges les ont condamnés artistiquement autant que politiquement. Il faudrait, sans doute, y regarder de plus près. Et se rappeler que certains, tel le bouleversant *Ne me quitte jamais*, de Delmer Daves (1953), montraient des gens qui, en Europe, choisissaient la liberté hors d'URSS, dans la difficulté et la souffrance. Mais il est certain que le *Rideau de fer* et autres productions ont eu, à leur époque, une résonance beaucoup plus grave, une part de vérité plus préoccupante que les exploits de Rocky, Rocky et autres héros musclés qui agitent les Soviétiques.

Le monde du cinéma subit durement la chasse aux sorcières. Les suspects furent inscrits sur la liste noire qui les privait de travail, et les grandes compagnies se mirent à produire des films antisoviétiques. La contribution de Jack Warner à cette nouvelle croisade fut, en 1951, *I was a communist for the FBI*, réalisé par Gordon Douglas, histoire d'un agent du FBI d'origine tchèque, infiltré dans le Parti communiste américain pour démanteler les organisations rouges de Pennsylvanie (2). De quoi se faire pardonner *Mission à Moscou*.

Pendant la période maccarthyste, Hollywood participa donc à la « guerre froide », en stigmatisant les ennemis de l'intérieur, les traîtres livrant aux espions soviétiques des secrets intéressant la défense nationale.

Le film, le méchant rencontre Apollo Creed (premier rival de Rocky, devenu son meilleur ami) dans un match exhibition à Las Vegas. Pour décontenancer son adversaire, Apollo, le boxeur dansant — c'est un Noir — se fait annoncer par James Brown et une armée de girls sexy empanachées. De plus, le public, plus chauvin que sportif, hait l'ennemi. Rien n'y fait. D'un coup de poing, le géant tue Apollo. Rocky s'identifie à Rambo et s'en va venger l'honneur de l'Amérique en terrain ennemi. Il s'entraîne selon son habitude méthode artisanale, tandis que l'autre utilise un appareillage supersophistiqué et, même, de la dope !

Le film, quatre-vingt-onze minutes, est uniquement fait de deux combats parallèles — de vraies boucheries — de l'entraînement, de quelques réminiscences prises dans les précédentes aventures du héros, plus une surprise. Rocky, vainqueur essouffé, ensanglanté, tient un discours que ne désavoueraient ni Enrico Macias ni Ronald Reagan : mieux vaut s'affronter sur un ring qu'avec des missiles, et puisque nous sommes les plus forts, aimons-nous les uns les autres ! Joyeux Noël, ajoute-t-il à l'adresse de son fils, qui suit le combat retransmis en direct par satellite, avec une couverture aussi importante que la conférence de Genève.

Dernièrement, l'agence Tass a fait savoir l'agacement des dirigeants soviétiques devant l'antisoviétisme du cinéma américain. Ils ont tort de s'agacer. L'accumulation de clichés qui fait le charme des films de propagande excite la curiosité. On a envie de connaître la réalité. Surtout quand les paysages — même tournés en Finlande comme c'est le cas pour *Soleil de nuit* ou dans le Wyoming pour *Rocky IV* — sont à ce point fastueux.

COLETTE GODARD.
★ *Soleil de nuit* : voir les films non-vus.
★ *Rocky IV* : à partir du 22 janvier.

Seulement, tout ne va pas bien. L'avion qui l'emmena danser à Tokyo doit atterrir en catastrophe sur un terrain militaire soviétique. Lui qui est passé à l'Ouest risque quinze ans de prison s'il met le pied sur le sol natal. Il s'effole, déchire son passeport. Il est blessé, un officier du KGB, Jerzy Skolimowski, le reconnaît... Non loin de là, Gregory Hines, déserteur noir américain, qui a mal à son ghetto et à son Vietnam, qui a obtenu le droit d'asile et épousé une Russe — Isabella Rossellini — en est réduit à des numéros de claquettes vieillots dans un baraque minable.

Le machiavélique Skolimowski lui offre la possibilité d'aller à Leningrad s'il emmène Barychnikov, s'il le persuade de faire l'ouverture de la saison au Kirov, avec, promet-on, une chorégraphie de Balanchine. On fêtera comme il convient le retour de l'enfant prodige, lequel sait ce que valent les promesses du KGB. Il accepte cependant avec la ferme intention de s'évader une seconde fois...

La blessure d'un homme comblé mais contraint à l'exil sans retour pour vivre librement son art, pourrait fournir le thème

d'une histoire baroque, ou aigredouce. Ce n'est pas le cas. Il y a de l'action, des grands sentiments, des bons, des méchants et des miton-mitons, des Américains courageux, fuyés, et des Soviétiques fourbes — comme tous les ennemis, ils changent seulement de nationalité selon les époques.

Il y a tous les ingrédients du film d'espionnage — y compris l'échange de prisonniers dans un no man's land cauchemardesque. Il y a en plus d'éblouissants numéros bien équilibrés entre les deux fabuleux danseurs, pour enjoliver le message. Car il s'agit, selon la méthode éprouvée du théâtre à thèse, d'un débat sur la difficulté d'être noir et pauvre, d'être russe et de refuser le modèle soviétique. Modèle dont les avantages paraissent si minces, que par comparaison — et par comparaison seulement, soyons grand seigneur — les inconvénients de la liberté semblent paradisiques.

Gregory Hines parvient à être émouvant. Barychnikov est en plus de tout un comédien vibrant, sensible. Il prend son personnage au sérieux, il ne porte pas les autorités soviétiques dans son cœur. Skolimowski non plus, qui a dû se détacher de son odieux personnage. Il en rajoute dans le regard faux, le demi-sourire sadique.

Trop c'est trop, mais ce n'est rien à côté de *Rocky IV* — l'œuvre de Sylvester Stallone. Dès le générique, on sait : un gant de boxe en or, se dard, suprêmement phallique, occupe l'écran, tourne, et c'est un gant avec la faucille et le marteau, puis un gant-bannière étoilée. Les deux se cognent. Explosion !

Rocky, riche et adulé après sa victoire sur Mr. T (*Rocky III*) va affronter le premier boxeur professionnel soviétique — Dolph Lundgren, gigantesque Suédois — menton carré, coiffé en brosse mil-léonnaire, mi-Grace Jones (sa femme dans la vie), rictus satanique, voix de robot (il a trois phrases en tout), œil bleu aussi vide que l'œil noir de Stallone.

Le film, riche et adulé après sa victoire sur Mr. T (*Rocky III*) va affronter le premier boxeur professionnel soviétique — Dolph Lundgren, gigantesque Suédois — menton carré, coiffé en brosse mil-léonnaire, mi-Grace Jones (sa femme dans la vie), rictus satanique, voix de robot (il a trois phrases en tout), œil bleu aussi vide que l'œil noir de Stallone.

Le film, riche et adulé après sa victoire sur Mr. T (*Rocky III*) va affronter le premier boxeur professionnel soviétique — Dolph Lundgren, gigantesque Suédois — menton carré, coiffé en brosse mil-léonnaire, mi-Grace Jones (sa femme dans la vie), rictus satanique, voix de robot (il a trois phrases en tout), œil bleu aussi vide que l'œil noir de Stallone.

icains

pour les tendances sans souci de la chronologie.

Entre une berque échouée sur une plage (Mac Gregor, 1978) et la vision nocturne d'une station de service (Munich, 1975) s'étend tout l'espace de l'Ouest américain, tel que l'a bien évoqué Shepard. Dans le désert et le canyon des habitants à l'abandon rehaussés de couleurs vives, l'errance d'un paysan, son chemin. Comme un passage intérieur, le mythe hollywoodien d'une nature sauvage (Arthur Ollman) qui engendre pas recouvre la civilisation s'illustre par les néons techniciens, s'inscrivant dans la déviation des supermarchés. L'illusion de recréer par les images crânes de la fiction, mais le rêve continue de surgir.

Usant de l'emprunt du document et de la citation, mais aussi du texte qui compense au la faiblesse des images, l'éditeur californien veut, de toutes pièces, reconstruire son identité. Si le train de Santa-Fé (Robert Minkoff) continue de barrer le ciel, bleu, la violence se fait devant le formatisme ou l'éclectisme et, sur la plage de Santa Monica, Max Baer (1939) vient de repérer quelques survivants de la folie incommensurable des châtiments par Weegee. A l'annonce de la mort qui ont fait la réputation de Life, Minor White peut montrer les choses en tant qu'autre chose, qu'elles sont. Le Lédit des horizons affrontant la culture d'un pays, à l'image d'une photographie américaine qui ne peut pas à se fier dans le ciel et sa ligne, essaye une fois de plus de conquérir l'horizon.

PATRICK ROGIER.

USA LANGUAGE
Anglais tel qu'on le parle en Amérique
Cours semestriels
17 février - 28 juin 1986
Stages intensifs toute l'année
Cours particuliers
Américain, anglais
Medical English
Réviser de créancier en anglais
Creative Writing - Art Workshop
Theatre
Cours pour enfants
Open House
COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tel. : 46 34 16 10

INNAGES D'AUTEUR
ANDRELO
et ARNAUD
PIETRO VINCENT
et PAUL CHAMBRAS
AGENCE THEATRE DE L'EUROPE
Tél. : 43.25.70.32

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT HALLES - GAUMONT OPERA
PARNAISIENS - SAINT-GERMAIN VILLAGE
ORIANE
UN FILM DE FINA TORRES


CINEMA DU PANTHEON
12, rue Victor-Cuissot, 75005 PARIS
CHALIAPINE
dans
DON QUICHOTTE
de G.W. Pabst
En complément, les premiers films de J.-L. GODARD, F. TRUFFAUT, M. PIALAT, J. RENOU, G. DEPARDEU, P. DEWAERE, A. RESNAIS.

Centre Georges Pompidou
du 10 au 19 janvier
ITALO SVEVO
LES DEUX COUSINES
MISE EN SCENE : LAURENCE FEVRIER
avec Martine Berthaud - André Chautman - Laurence Fevrier
Amia Plesner - Catherine Raffalli - Rodolfo de Souza - Patrice Thémère
Réservations : 42.74.42.19 et 3 ENAC

Aux Portes de Paris
Le Centre culturel de Chelles
Direction : Christian Charrier
présente
Jeudi 23 janvier à 21 h.
pré-création avant Paris
JEAN LEFEBVRE
dans
« Mais qui est qui ? »
Comédie de Jean Barlier
Mise en scène : Michel Roux
« Triomphe du rire »
LOC. : 64-21-42-89 / 64-21-20-38

A l'initiative du Ministère de la Culture
THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE
THEATRE DE LA VILLE
présentent
Rossignol
chorégraphie
Régine Chapinot
« Dépassant de cent coulées ses sacralités sibylliques, le Cie Chapinot a fait tourner les titres et a classé les cours dans un numéro de haute voltige... »
Lise Brunel
les 16, 17, 18 Janvier 86 à 20h45
au Théâtre des Champs-Élysées
15 avenue Montaigne 75008 Paris
Renseignements : 46.24.40.26
Locations : 42.74.22.77

2 créations
20 h 45
jusqu'au 8 février
LAPIN LAPIN
COMEDIE
D'ELIE BOURQUIN
MISE EN SCENE
BENNO BESSON
DECOR ET COSTUMES
JEAN-MARC STEHLE
production Théâtre de la Ville
Comédie de Genève
18 h 30
du 21 janvier au 8 février
SOL MARC FAVREAU
L'UNIVERS EST DANS LA POMME
LOC. 2, PLACE DU CHATELET
42 74 22 77

Sélection

CINÉMA

« Les Visiteurs »
d'Elia Kazan

Passé inaperçu au moment de sa sortie en 1972, ce film d'Elia Kazan, réalisé avec un minimum de moyens dans sa propre maison, interprété par des acteurs inconnus, est une leçon de cinéma efficace et dépouillé. Deux anciens du Vietnam, condamnés à la prison pour le viol et le meurtre d'une jeune fille qu'ils soupçonnaient d'appartenir au Vietcong, viennent rendre visite un matin d'hiver, dans le Connecticut, à celui qui les avait dénoncés. Un suspense en huis clos, tourné à chaud, qui se garde de conclure mais donne à réfléchir. Superbe. — M. B.

ET AUSSI — Le Soulier de satin, de Manoel de Oliveira (Cloué tel qu'en lui-même). L'Effrontée, de Claude Miller (charmes et illusions de l'adolescence). Sans toit ni loi et Cibo de 5 à 7, d'Agnes Varda (deux femmes entre la vie et la mort). Cuore, de Luigi Comencini (un tableau des souvenirs d'enfance).

THÉÂTRE

« Le Triomphe de l'amour »
salle Gémier

Il Triunfo dell'amore en italien, avec les acteurs du Piccolo Teatro, dirigés par Antoine Vitez. La princesse et sa suivante se travestissent pour connaître un philosophe qui refuse de connaître les femmes. Elles s'efforcent de le séduire du cœur, des sens, de l'esprit. Antoine Vitez retrouve là l'occasion de dire les ambiguïtés du désir, la fragilité des hommes, la mélancolie des dernières chances, les troubles de la raison. Le rythme de la langue et des gestes met en valeur la vitalité de Marivaux, sa rudesse lucide. Cela se passe dans un jardin, à la fin d'un jour, à la fin d'un âge. C'est beau, c'est un enchantement (du 16 au 22). — C. G.

ET AUSSI — Zingaro, 18, avenue Jean-Jaurès, charmante trépan. Voyages d'hiver, Cité-Ressort, conte africain sur une bicyclette. A cinquante ans, elle découvre le mar, un studio des Champs-Élysées (une mère, mon amour). Le Balcon, à la Comédie-Française (le pouvoir dans l'image).

MUSIQUE

« La Traviata »
par Zeffirelli
et les MANCA de Nice

Succès assuré pour l'Opéra de Paris, qui présente la Traviata de Verdi dans une mise en scène de Zeffirelli, dérivée de son film, avec une très brillante distribution : Cecilia Gasdia, « la petite Callas », Giacomo Aragall, Lajos Miller, sous la direction de Zubin

Mehta (dix-huit représentations du 20 janvier au 31 mars). Une soirée de gala, le 23 janvier, permettra, après la représentation, de prendre part à un souper Napoléon III au son des violons, violettes et voilettes, habits et camélias seront de nœud.

A Nice, début des MANCA, festival qui prend de plus en plus d'ampleur, sous la direction de Jean-Enrico Marie, et offre vingt-neuf concerts de musique d'aujourd'hui du 18 janvier au 10 février. Inauguration baroque avec un « marathon de pianos » (le 18, à l'Acropolis, de 20 h à 1 h du matin) : vingt-quatre jeunes pianistes joueront simultanément les quarante-huit préludes et fugues du Clavier bien tempéré de Bach puis l'intégrale des pièces pour piano préparées et des œuvres pour six et douze claviers de Cage, Riley, Reich et Frémey. Prévoir un long jeûne de musique avant et après. (Rens. 93-88-74-68). — J. L.

ET AUSSI — Fauré, Ravel, Dutilleul, par l'Orchestre national, dir. Th. Fohlen, avec A. Gervais (18 h 15) ; Méliandre de Mozart (Lyon, les 18, 19, 21, 23, 25, 28) ; le Flauto du tsar de Rimski-Korsakov, mise en scène G. Vichnevskii, dir. Rostropovitch (Mars-Carlo, le 17) ; Intégrale des concertos pour piano de Mozart, par l'Orchestre de chambre symphonique (Billetterie, les 17, 18, 19) ; For de Rhin (Bordeaux, les 17, 18, 24, 26) ; œuvres de Bach et de Beethoven par Cyril Huvé (Odeon, le 20) ; Beaux-Arts Trié (Gare, les 21 et 26).

DANSE

Forum régional à Nogent

Organisé par le conseil régional d'Ile-de-France et le ministère de la culture dans le but de favoriser la diffusion des spectacles chorégraphiques, ce forum sera l'occasion d'une rencontre entre danseurs et programmeurs autour d'une soixantaine de stands installés au pavillon Baltard à Nogent. C'est là que

se déroulera également la finale entre quinze compagnies professionnelles précédemment sélectionnées au cours de cinq forums départementaux à Saint-Quentin-en-Yvelines, Evry, Maisons-Alfort, Vitry et Bezons. (Samedi 18, dimanche 19 janvier.) — M. M.

ET AUSSI — le Groupe de recherche de l'Opéra de Paris, à la salle Favart, avec deux créations signées François Verret et Jacques Gémier, du 15 au 18 janvier à 20 h 45 et, à 18 h 30, 39 bis de mémoire (Wladimir Pléier et Jean Guizot plus Bachard, 16, 17, 23, 24 janvier) ; Rosagnoli de Régine Chopinot au Théâtre des Champs-Élysées, ballet créé à Angers en avril 1985 (de la syphide à la spatologie) 16, 17, 18 janvier, 20 h 45.

EXPOSITIONS

« L'art et le temps »
au Nouveau Musée
de Villeurbanne

Si l'on a un peu perdu de vue la vieille distinction entre les arts de l'espace (peinture, sculpture, architecture) et les arts du temps (musique, théâtre, et maintenant cinéma), des modes de lecture et d'explication sont restés qui privilégient le rapport des arts plastiques à l'espace. La passionnante exposition « L'art et le temps », partie d'un an du palais des Beaux-Arts de Bruxelles pour un grand périple européen, renverse la vapeur et donne d'abord le temps comme dimension (la quatrième inhérente et nécessaire à la compréhension de l'art. Voilà qui éclaircit de façon convaincante le vingtième siècle, depuis Einstein, en particulier nombre d'œuvres d'art conceptuelles. — G. B.

ET AUSSI — James Ensor, à la galerie Isy Bruchot ; Robert Morris, à la galerie Templon, et Eugène Leroy à la galerie Gillespie, Lausanne, Salomon à Paris.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

NOUVELLE PRÉSENTATION DES
COLLECTIONS PERMANENTES.
Musée national d'art moderne.

LAURENS. Le cubisme, constructions et papiers collés 1915-1919. Jusqu'au 16 février.

VALERIO ADAMI. Rétrospective. TONY OURSLER. Sphères d'influence, installation vidéo. LA PHOTOGRAPHIE CALIFORNIENNE, 1945-1980. Jusqu'au 10 février. TAKIS. Long over magnetic, 1985. Galerie contemporaine.

ACHILLE CASTIGLIONI. Du design au ready-made. Jusqu'au 3 février. — L.E. BATEAU BLANC. Science, technique, design : la construction navale à Trieste.

Jusqu'au 10 février. — EAU ET CARREAU. Jusqu'au 20 janvier. CCI.

AFP : 150 ans d'agence de presse. Jusqu'au 20 janvier. BPL.

Musées

PICASSO : Dessins cubistes. Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

ANTIENS ET NOUVEAUX. Choix d'œuvres acquises par l'État ou avec sa participation de 1981 à 1985. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer. jusqu'à 22 h. Entrée 20 F. Jusqu'au 3 février.

ANDREA SOLARIO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars — HOMMAGE À JEAN-BAPTISTE PIGALLE, 1714-1785.

Jusqu'au 10 février. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

DISPOSITIF-SCULPTURE. DISPOSITIF-PICTURE. INFORMATION-FICTION-PUBLICITÉ. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, musée des enfants, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIV^e SIÈCLE — VICTOR-HUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey — LE GARDIN DE PARIS. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-36-53). Sauf

mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6x13 de J.H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-96-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

KOMAR ET MELAMID. Peintures. Jusqu'au 19 janvier. HISTOIRE DU JOUET, du dix-huitième siècle à nos jours. Jusqu'au 16 février. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h 30 ; sam. de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F.

MODÈS ET PUBLICITÉ 1885-1996. Le regard de Marie-Chaire. — DIM, en cinq ans que le cinéma. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 mars.

OUVERTURE DE LA GALERIE COLBERT. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h jusqu'au 26 janvier.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'exposition). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs/4, rue Vivienne (42-03-81-26). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h.

VOTRE TABLE
CE SOIR

• Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

L'ÉPI D'OR 25, rue J.-J.-Rousseau, 1 ^{er}	42-36-38-12 F. dim.	Le vrai bistrot parisien qui sert les plats régionaux jusqu'à 1 h du matin : jambonneau géant à la lyonnaise, charcuterie tourangelle, lapereau à l'anglaise. P.M.R. : 120 F.
COPENHAGUE 142, Champs-Élysées, 8 ^e	45-59-20-41 F. dim.	De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES, hors-d'œuvre danois. MIGNON DE RENNE, CANARD SALÉ, FESTIVAL DE SAUMON.
RELAIS BELLMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant et confortable. Salle d'attente. Cuisine française et traditionnelle. LES RAVIOLES DU ROYAN. Sole aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau de jour.
CHEZ DIEP 42-56-23-96 et 45-63-52-76 22, rue de Ponthieu, 55, rue P.-Charron, 8 ^e	42-56-23-96 et 45-63-52-76 F. dim.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor. AIR CONDITIONNÉ.
LA ROTONDE 12, place Saint-Augustin, 8 ^e	45-22-33-05 T.L.J.	Accueil jusqu'à 23 h 30. Cuis. trad. et spéc. de poissons, fruits de mer, langoustes du vivier, grillades. Ambiance piano-bar. Banquets, réceptions.
LA FEUILLERAY 45, faubourg Montmartre, 9 ^e	48-24-48-63 F. dim.	Vous présente ses formules à 65 F ou 140 F : Plat du jour. Carte région. 300 F env. Vend. sam. JAZZ, spec. à part. 22 h avec consomm.
AU PETIT RICHELIEU 47-70-48-68 et 47-70-46-50 25, rue Le Peletier, 9 ^e	47-70-48-68 et 47-70-46-50 F. dim.	Son restaurant menu à 105 F service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
PALAIS DU TROCADERO 7, avenue d'Eylau, 16 ^e	47-70-05-02 Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.
NICOLAS 12, rue de la Fidélité, 10 ^e	47-70-10-73	CARTE TRADITIONNELLE : Foie gras - Poissons - Grillades au feu de bois. Salons de 10 à 50 couverts. Service jusqu'à 22 h 30.
EL PICADOR 40, bd des Batignolles, 17 ^e	48-87-28-87 F. dim. mardi	Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. Environ 135 F. Formule à 79,80 F s.n.c. avec spécialités.
YVONNE 13, rue Bassano, 16 ^e	47-20-98-15	VIENNE CUISINE FRANÇAISE. Diverses spécialités, carte, environ 200 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.

AUBERGE DES DEUX SIGNES 46, rue Galande, 5 ^e	43-25-46-56, 43-25-00-46 F. dim.	MENU 180 F (vin, café, s.c.) au déjeuner : le pigeon oival (XIV ^e s.) de l'ancienne chapelle St-Blaise, les coilliers au voiles d'arêtes (XIII ^e s.). Salons 15 à 100 pers. Cart. Lagrange.
LE DAUPHIN 44, rue du Bac, 7 ^e	45-48-21-30 T.L.J.	M. FEZANS vous accueille jusqu'à 24 h pour vos repas d'affaires, déjeuners, dîners. MENU GASTRONOMIQUE à 120 F. Coquillages, foie gras. Gigot. CARTES C.
CHEZ FRANÇOISE Aquarelle des localités, 7 ^e	47-05-49-03 F. dim. soir et lundi	MENU PARLEMENTAIRE à 95 F s.n.c. PARKING ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT : FACE AU N° 2. RUE FABER.

SOUPERS APRÈS MINUIT

DESSERTIER
LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE
POISSONS, SPÉCIALITÉS.CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »
12, place Clichy - 48-74-49-64
Accueil jusqu'à 2 h du matin
GOUTEZ L'ART DE LA CUISINE À TOUTES LES
SPÉCIALITÉS DE LA MER. L'UNE DES
MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.LES RESTAURANTS DE LA NUIT
OUVERTS MÊME LE JOURAU PIED DE COCHON
6, rue Coquillière - 42-36-11-75
« LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES »
Un monument patrimonial
de la vie nocturne parisienne.
Huîtres et fruits de mer toute l'année.LE GRAND CAFÉ
4, bd des Capucines - 47-42-75-77
« LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA »
La fraîcheur des poissons. La finesse des cuisines.
Magnifique bande d'huîtres.
Epoustouflant décor-spectacle 1900.LA MAISON D'ALSACE
39, Champs-Élysées - 43-59-44-24
« L'AGRASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE »
Vous y dégusterez des fruits de mer
de toute première fraîcheur.
La brasserie du Tout-Paris.

مكتبة

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
MERCREDI 15 JANVIER
 16 h, la Glace à trois faces, de J. Epstein; 19 h, The Forbidden Street, de J. Negulesco; 21 h, Dieu que la guerre est jolie, de R. Attenborough.

JEUDI 16 JANVIER
 16 h, Bel Ami, de L. Daguès; 19 h, Captives à Burdo, de J. Negulesco; 21 h, Les Griffes du Lion, de R. Attenborough.

VENREDI 17 JANVIER
 16 h, Chérie recommence, de S. Dones; 19 h, Take Care of My Little Girl, de J. Negulesco; 21 h, Un pont trop loin, de R. Attenborough.

SAMEDI 18 JANVIER
 15 h, le Procès, de O. Welles; 17 h 20, Un coin tranquille, de H. Jaglom; 19 h 10, Appel d'un inconnu, de J. Negulesco; 21 h, Magie, de R. Attenborough.

DIMANCHE 19 JANVIER
 15 h, le Chemineau, de H. Kraus; 17 h, le Mécanisme de Nina Petrova, de V. Tourjansky; 19 h, Lydia Bailey, de J. Negulesco; 21 h, A Chorus Line, de R. Attenborough.

LUNDI 20 JANVIER
 Relâche.

MARDI 21 JANVIER
 16 h, Le secret derrière la porte, de F. Lang; 19 h, Prisonniers du mensonge, de J. Negulesco; 21 h, Gandhi, de R. Attenborough.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
MERCREDI 15 JANVIER
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985): la Grande Course autour du monde, de R. Edwards; 18 h, Chotard et Cie, de J. Renou; 19 h 20, Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985): Un crime, de A. Henrikson.

JEUDI 16 JANVIER
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985): My Blood Runs Cold, de W. Conrad; 17 h, Neuf heures, le vampire, de F.W. Murnau; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois 1929-1985: Docteur Glas, de R. Carlsten.

VENREDI 17 JANVIER
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985): Une poulitaille pour deux, de W. Conrad; 17 h, Dr. Jekyll et Mr. Hyde, de J.S. Robertson; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois 1929-1985: le Chemin du ciel, de A. Sjöberg.

SAMEDI 18 JANVIER
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985): 15 h, Daisy Clover, de R. Mulligan; 21 h, Qui a peur de Virginia Woolf?, de M. Nichols; Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985): 17 h, la Parole, de G. Molander; 19 h, Tourments, de A. Sjöberg.

DIMANCHE 19 JANVIER
 Rétrospective Warner Bros (1950-1985): 15 h, L'Homme à la tête fêlée, de I. Kershner; 21 h, le Gentilhomme de Londres, de J. Smight; Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985): 17 h, la Chasse royale, de A. Sjöberg; 19 h, Appassionata, de O. Molander.

LUNDI 20 JANVIER
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985): Chaque mercredi, de R. Ellis Miller; 17 h, la Tragédie de la mine, de G.W. Pabst; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois 1929-1985: Succès pour la petite Maria, de H. Ekman.

MARDI 21 JANVIER
 Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A. v.a.): George-V, 8 (45-62-41-46); Espace Galilé, 14 (43-27-95-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.): Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

L'ARROUSEUSE ORANGE (Hongrois, v.a.): Denfert, 14 (43-21-41-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.): Gaumont Ambassade, 8 (45-59-10-08); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); St-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (Brés., v.a.): Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Rialto, 19 (46-07-87-61).

BATON ROUGE (Fr.): Lumière, 9 (42-46-49-07).

BILLY ZE KICK (Fr.): Quintette, 9 (46-33-79-38); George-V, 8 (45-62-41-46); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

BIRDY (A. v.a.): Quintette, 9 (46-33-79-38).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.): Cinéma St-Lazare, 9 (48-74-71-44).

BRAZIL (Brés., v.a.): Parisiens, 14 (42-20-30-19).

LA CAGE AUX POISSONS N° 3 (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); George-V, 8 (45-62-41-46).

LE CAVIAR ROUGE (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Rex, 2 (42-36-83-93); Hauteville, 6 (46-33-79-38); George-V, 8 (45-62-41-46); Marignan, 8 (45-59-92-82); France, 9 (47-70-33-88); Nation, 12 (43-43-04-67); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CHRONOS (Fr.-A.): La Gode, 19 (42-45-66-00).

COCONA (A. v.a.): UGC Marbeuf, 8 (46-01-94-95); V.F.: Impérial, 2 (47-42-72-52); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Tourneville, 20 (43-64-51-98).

COLONEL REDD (Hongrois, v.a.): 14-Juillet Marbeuf, 8 (42-26-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (45-59-10-08).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.a.): Studio 43, 9 (47-00-63-40).

COTTON CLUB (A. v.a.): Cinéma, 6 (42-01-02-82); Boite à films, 17 (46-22-44-21).

CUORE (It., v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Saint-Germain Studio, 5 (46-33-65-20); Elysées Lincoln, 8 (43-59-16-16); Parisiens, 14 (43-35-21-21); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (45-89-46-21).

LA DERNIERE LICORNE (A. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George-V, 8 (45-62-41-46); Marignan, 8 (45-59-92-82); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brés., v.a.): St-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

L'EFFRONTIE (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (43-71-52-36).

LES FILMS NOUVEAUX

CHINESE BOXES, film allemand de Christopher Petit (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Reflet Médias, 5 (45-54-42-34); Reflet Balcas, 8 (45-61-10-60); Parisiens, 14 (43-35-21-21).

L'EXÉCUTRICE (Fr.), film français de Michel Caputo: Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Paramount City, 8 (45-62-41-46); Maxville, 9 (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Bastille, 11 (47-00-89-16); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

11 (47-00-89-16); Rialto, 19 (46-07-87-61).

BATON ROUGE (Fr.): Lumière, 9 (42-46-49-07).

BILLY ZE KICK (Fr.): Quintette, 9 (46-33-79-38); George-V, 8 (45-62-41-46); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

BIRDY (A. v.a.): Quintette, 9 (46-33-79-38).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.): Cinéma St-Lazare, 9 (48-74-71-44).

BRAZIL (Brés., v.a.): Parisiens, 14 (42-20-30-19).

LA CAGE AUX POISSONS N° 3 (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); George-V, 8 (45-62-41-46).

LE CAVIAR ROUGE (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Rex, 2 (42-36-83-93); Hauteville, 6 (46-33-79-38); George-V, 8 (45-62-41-46); Marignan, 8 (45-59-92-82); France, 9 (47-70-33-88); Nation, 12 (43-43-04-67); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CHRONOS (Fr.-A.): La Gode, 19 (42-45-66-00).

COCONA (A. v.a.): UGC Marbeuf, 8 (46-01-94-95); V.F.: Impérial, 2 (47-42-72-52); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Tourneville, 20 (43-64-51-98).

COLONEL REDD (Hongrois, v.a.): 14-Juillet Marbeuf, 8 (42-26-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (45-59-10-08).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.a.): Studio 43, 9 (47-00-63-40).

COTTON CLUB (A. v.a.): Cinéma, 6 (42-01-02-82); Boite à films, 17 (46-22-44-21).

CUORE (It., v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Saint-Germain Studio, 5 (46-33-65-20); Elysées Lincoln, 8 (43-59-16-16); Parisiens, 14 (43-35-21-21); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (45-89-46-21).

LA DERNIERE LICORNE (A. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George-V, 8 (45-62-41-46); Marignan, 8 (45-59-92-82); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brés., v.a.): St-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

L'EFFRONTIE (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (43-71-52-36).

LES FILMS NOUVEAUX

CHINESE BOXES, film allemand de Christopher Petit (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Reflet Médias, 5 (45-54-42-34); Reflet Balcas, 8 (45-61-10-60); Parisiens, 14 (43-35-21-21).

L'EXÉCUTRICE (Fr.), film français de Michel Caputo: Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Paramount City, 8 (45-62-41-46); Maxville, 9 (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Bastille, 11 (47-00-89-16); Faubourg, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36-83-93); France, 9 (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Godebille, 13 (43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Mailloir, 17 (47-58-24-24); Pathé Waplet, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Gambetta, 20 (46-35-10-96).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.), film français de Chantal Lestibault: Paramount Marbeuf, 8 (42-96-80-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40); V.F.: Arcades, 2 (42-33-54-53); France, 9 (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

HAUT LES FLINGUES, film américain de Richard Benjamin (v.a.): Forum, 1 (42-97-53-74); Paramount Odéon, 6 (43-55-93-83); Marignan, 8 (45-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); V.F.: Grand Rex, 2 (42-36

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCODIAX S.A.

GRUPE PRODSTAR PRODUCTION SOFTWARE S.A.
Leader français de la gestion de production informatisée
110 installations (France et Belgique), 12 MF de C.A.,
120 % de croissance par an,
recherche

CONSULTANTS en gestion de production

35 ans max., 5 années d'expérience sur Logiciel de G.P. chez constructeur, S.S.I.I., ou utilisateur, pour assurer des actions d'assistance, de vente et d'installation du logiciel Prodstar en France et dans la C.E.E. à partir de Paris.
Pratique impérative de l'anglais.

Envoyer C.V. manuscrit et références à
SOCODIAX
45, quai de la Seine,
75019 PARIS.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des **CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)**
- Ayant goût des contacts à haut niveau, sans des responsabilités.
- Formation assurée.
- Récompenses incitatives.
Téléphone pour renseignements : 78 92 95 55 et Paris 21 45 00 24 03, poste 41 et 42-02-52, poste 224.

Le patron d'une PME exploitant un commerce de détail et un restaurant de standing dans le centre de Paris cherche son

ASSISTANT DE DIRECTION

Il prend en charge : études de rentabilité, services généraux, relations avec la clientèle, administration, puis étend celles-ci à développement commercial, investissement social, etc.
Vous avez 30 ans au moins, un diplôme ESC, EDC, EBS..., l'expérience de la gestion dans une affaire commerciale. Vous pouvez travailler en anglais. Voilà un bon marché pour devenir secrétaire général.

Notre consultant Anne DANIEL vous remercie de lui écrire.
Intr. 4725 LIAISON
ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale, 75008 Paris.

POUR RECHERCHES APPLIQUEES EN LIAISON AVEC ENSEM ET GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche **INGENIEURS ENSEM OU EQUIVALENT** pour étudier une technique de revêtements céramiques de surface.
Adressez C.V. + lettre + photo à : SERAAS, 151, boulevard de l'Hôpital, 75013 PARIS.

L'AGEC
Agence de Conseil en Gestion pour les Entreprises Culturelles recrute pour début février

UN ANALYSTE D'ENTREPRISE

Formation HEC, ESSEC, ESCP. Minimum 3 ans d'expérience de gestion dans le secteur culturel ou du cabinet d'étude. Salaire 13 500 F brut.

Env. C.V. photo + lettre candidatures à : AGECE, 38, rue Blanche-Marcus, 75004 Paris.

ÉCOLE DES MINES ingénieur débutant motivé recherche thermique du bâtiment.
Ecr. + C.V. ADNOT-ENSM 90, boulevard Saint-Michel, 75272 PARIS Cedex 06.

LA VILLE DES MUREAUX (Yvelines) 35 000 habitants, 40 km Ouest de Paris, CEE, Lyrie, LE recrute pour son service des affaires économiques.

UN ATTACHÉ (H. ou F.)

Titulaire d'une maîtrise Sciences économiques ou I.E.P. pour diriger le service et promouvoir une politique économique à l'échelon local. Expérience souhaitée.

Adr. candid. manuscrite avec C.V. et photo d'identité à Monsieur le Maire, conseiller général des Yvelines, hôtel de ville, 78135 Les Mureaux Cedex.

URGENT : Etablissement privé recherche

PROFESSEUR FRANÇAIS LATIN

Téléphone au 46-81-11-06.

Emplois internationaux Pour l'étranger recherches

ENSEIGNANTE EN ARCHITECTURE INTERIEURE

Adr. C.V. et lettre à M.S.A., 54, r. Vannequière, 75018 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
STE-CROIX-BRETONNERIE
75 m², gd sq, 1 chbr, 4 p, 4 s, 1 trs, cuisine, salle, 10^e dem, étage. Escal. état. 700.000 F.
Tél. 43-26-73-14.

6^e arrdt
R. BONAPARTE - 6^e
Beau, de charme, Directeur. DORESSA - 46-24-93-33.

7^e arrdt
INVALIDES 260 m²
Et. dev. asc. 47-03-32-44.

9^e arrdt
3 PCS 390.000 F
cuis., w.-c., s. d'eau + cour privée.
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

PROPRIETAIRES VS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans ch. Adressez-vous à un spécialiste.
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

locations non meublées offres
Paris
RUE ABRE-GROULT
M. VAUGRAN-CHEROUX dans bel imm. ancien, 1^{er} ét., asc. 5 p, 2 ch, PARFAIT ETAT. 8.700 F + ch. Tél. le matin SECCO 45-22-93-92.

locations non meublées demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLODES SERVICE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales.
TEL. 45-62-78-99.

locations meublées offres
Paris
VASTE 3/4 P., 93 m² + Logis imm., 2 ch, 2 s, 1 trs, 10^e dem, asc., 3.810 F + chgs. Réf. exigées. Tél. 45-85-41-20.

locations meublées demandes
Paris
OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appart. de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-16-95.

bureaux
Locations
VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIAR
SARL - RC - RM
Constitution et déclarations. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

SIEGE SOCIAL
bureaux, secrétaires, rédacteurs, constitution STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASAP 42-93-60-50 +

SIEGE SOCIAL
Secrétaires + bureaux naufs Démarches R.C. et R.M.
Champs-Élysées : 47-23-55-47
Nelson : 43-41-61-61.

viagers
5 P., 100 m² + chbr sav., grand modern, meub. Cendrier, 298.000 + 3.300. Couple 77/81 ans. Cuz 42-86-19-00.

immobilier information
Informations sur différents logts à louer, du studio au 6 p., de 2.000 F à 10.000 F, également décharges possibles. Nous sommes à votre service et nous sommes à votre disposition pour vous aider à trouver le logement qui vous convient.
APPEL 75, 7, rue Ste-Anne, 75001 Paris, Réponse assurée à tout courrier sérieux.

COMMUNICATION

LA NOMINATION D'UN MANDATAIRE DE JUSTICE AU « PROGRÈS »

« Le plus petit commun multiple »

Jugement de Salomon en apparence, quasiment une victoire pour M. Robert Hersant : l'ordonnance rendue mardi 14 janvier par le tribunal de commerce de Paris tente à la fois de ménager le parquet et le magnat de la presse française. Le tribunal, qui a statué collégialement sous la présidence de M. Jacques Bon, a en effet décidé de nommer pour trois mois un mandataire de justice au Progrès de Lyon. M. Paul Paolot. Les juges n'ont donc pas fait droit à la requête de M. Pierre Bézard, substitut du procureur de la République, ainsi qu'à celle des avocats du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de l'Union syndicale des journalistes français (USJF-CFDT), qui leur demandaient, lors de l'audience en référé du 11 janvier, de nommer un administrateur provisoire au Progrès. Les plaintes des deux syndicats ont même été jugées irrecevables.

Lors de cette audience, les avocats du comité central d'entreprise (à majorité CGT) du Progrès avaient demandé au tribunal d'« avancer avec mesure ». Les juges les ont pleinement suivis. Ils ont tenu compte du fait qu'il n'y avait « ni trouble illicite », « ni dommage imminent » au Progrès, comme l'exige la loi pour la désignation d'un administrateur provisoire.

A Grenoble

« INTERPELLER LA PRESSE » LANCE UNE SOUSCRIPTION

Grenoble. — L'association grenobloise Interpeller la presse estime que la décision du tribunal de commerce de Paris, rendue mardi, « marque un point d'arrêt à la marche triomphale de Robert Hersant ». Elle a aussitôt proposé la création d'un réseau d'associations dans les départements où le groupe Le Progrès est diffusé (Ain, Côte-d'Or, Isère, Loire, Haute-Loire, Rhône, Saône-et-Loire) afin d'y lancer une très large souscription auprès des lecteurs « bénévoles » par le rachat du quotidien lyonnais par M. Hersant.

« Au cours des quinze prochains jours, nous devons réunir 10 millions de francs », a indiqué le secrétaire général de l'association, M. Philippe Galliard, qui espère que les donateurs participeront à d'éventuelles négociations pour la reprise du Progrès. L'association compte toucher un nombre suffisant de personnes « attachées au pluralisme » parmi les huit millions d'habitants de la zone couverte par les titres du Progrès.

L'association Interpeller la presse, créée en 1973 après le premier « mariage » entre le Progrès et le Dauphiné libéré et récemment par un groupe d'universitaires, de magistrats, d'avocats et de syndicalistes, a déjà déposé plusieurs plaintes contre M. Robert Hersant dès la reprise du groupe Le Progrès par ce dernier.

C. F.

En l'occurrence, aux yeux des juges, le paiement des salaires de décembre et du treizième mois (soit 16 millions de francs), opéré dès le 10 janvier par la nouvelle direction, a été un élément déterminant. De même que la déclaration de M. Robert Hersant, faite par l'intermédiaire de son avocat, M. Yves de Chaisemartin, à l'audience du 11 (et officiellement « actée » par le greffier du tribunal). Dans cette déclaration, M. Robert Hersant s'engageait à « accomplir aucun acte émanant de la nouvelle direction du Progrès SA qui pourrait affecter, au regard du pluralisme de la presse, l'identité du Progrès ».

La mission d'enquête sur les conditions de la transaction entre MM. Lignel et Hersant que le parquet souhaitait voir confiée à un administrateur est elle aussi refusée. Selon le tribunal de commerce, « les faits se trouvent nécessairement relatés dans les procès-verbaux des sociétés Delaroche et Progrès SA » et « il est loisible au ministère public d'obtenir tous autres renseignements qui pourraient être utiles auprès de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ».

M. Henri Caillaud, président de cette commission, après avoir pris connaissance de la désignation d'un mandataire de justice, a précisé le 14 janvier que la commission se réunirait le 16 « afin d'examiner les conséquences de la décision rendue en référé, se réservant le droit de poursuivre ses investigations, notamment sur la transparence ».

S'informer

La désignation pour trois mois de M. Paul Paolot apparaît donc comme « le plus petit commun multiple ». M. Paolot est « un homme qui connaît bien le Progrès », selon M. André Soulier, avocat du Dauphiné libéré dans le conflit qui l'opposait au Progrès après 1979. Le mandataire de justice a en effet collaboré avec M. Claude Levet lorsque celui-ci a administré le Progrès de 1975 à 1979, au moment de la crise entre M. Jean-Charles Lignel et la famille Brémont, les deux héritiers du titre. M. Paolot aura la charge d'interdire à M. Robert Hersant, qui demeure président du conseil d'administration des sociétés Delaroche et Progrès SA, « tout acte irréversible rendant impossible toute remise en état » en cas d'annulation de la nomination de M. Robert Hersant au poste de PDG.

En fait, M. Paolot participera au conseil d'administration des diverses sociétés. S'il a pour tâche de rendre compte au tribunal des éventuelles infractions de M. Robert Hersant à cette interdiction, M. Paolot aura à définir lui-même le champ de ces « actes irréversibles ». En outre, selon les observateurs, il n'aura pas de réels moyens de contrôle autres que ceux de s'informer.

La direction générale du Progrès, chargée par le conseil d'administration du 3 janvier d'assurer la

continuité, ne s'y trompe pas, puisqu'elle estime que « la décision du tribunal, sous réserve de vérification, ne paraît pas de nature à modifier cette mission ». La mise sous surveillance — limitée — de M. Hersant constitue pourtant pour M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, « un premier coup de liste considérable », notamment par la voix de M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, député de Villeurbanne et rapporteur de la loi du 23 octobre 1984 sur la presse, « un pas très important pour faire appliquer la loi ».

Cette troublante unanimité est due au fait que le feuilleton juridique du Progrès comporte d'autres épisodes. Le 27 janvier, un jugement au fond, concernant notamment le caractère licite ou illicite de la transaction entre MM. Lignel et Hersant, doit être rendu par le tribunal de commerce de Paris. Cette décision pourrait annuler ou confirmer le maintien de M. Robert Hersant à la tête du quotidien lyonnais. Dans le cas d'une annulation, un administrateur provisoire pourrait alors être nommé et des « repreneurs » se manifester. Mais d'ici là, un autre rebondissement pourrait survenir.

A la suite d'une information confiée à M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, une inculpation de M. Robert Hersant au titre du flagrant délit pourrait être prononcée. Son éditorial dans le Figaro du 6 janvier, où il écrit notamment : « Pour gagner la guerre, il convient d'être en avance d'une loi », instaurant en effet, selon certains experts, le flagrant délit. En ce cas, l'ordonnance du tribunal de commerce de Paris n'aurait été qu'une péripétie.

YVES-MARIE LABÉ.

[Né le 3 février 1925 à Paris, M. Paul Paolot est licencié en droit. Il a commencé sa carrière à la Société des produits chimiques d'Autry, dont il fut nommé PDG en 1965. Il a été notamment PDG de la Compagnie française de l'azote, administrateur de la Compagnie française des produits métallurgiques et chef de cabinet de M. Diomède Catroux, secrétaire d'Etat à l'air puis à l'armement (1954-1955). Il a présidé le tribunal de commerce de Paris de 1969 à 1972 ; il a présidé la commission juridique du CNPF à partir de 1974, Ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire, membre de la commission de la concurrence (depuis 1975), il est président de la BRED depuis 1983.]

● Satisfaction au comité d'entreprise du Progrès
M. Lenoir et M. Lejard, les deux avocats lyonnais du comité central d'entreprise du Progrès, ont manifesté, mardi 14 janvier, leur satisfaction après la nomination du mandataire de justice, « véritable tuteur de Robert Hersant ». Ils ont estimé que cette solution résout dans l'immédiat les problèmes financiers du journal, tout en laissant espérer le maintien du pluralisme. A leurs yeux, l'administration provisoire telle que la réclamait le parquet ne présentait pas de garantie économique. — (Corresp.)

RATV EXPÉRIMENTE A AVORIAZ

Une télé locale au royaume du fantastique

De notre envoyée spéciale

Avoriaz (Haute-Savoie). — Il neige sur le village, sans interruption, depuis trois jours et trois nuits. Parfois, la neige redouble et retient les skieurs : le brouillard s'épaissit et Avoriaz est soudain isolé, se replie vers les cinémas... et vers sa télé. Les premiers distillent la peur, l'épouvante et l'horreur à grand renfort de monstres, microbes, revenants et savants diaboliques. La seconde, au contraire, est des plus rassurantes et joue à fond la carte de la convivialité.

Son nom ? Télé Avoriaz. Une expérience de télévision menée ici du 11 au 18 janvier, pendant la durée du quatorzième Festival du film fantastique. Une télévision locale qui n'émet que sur Avoriaz grâce au réseau câblé de trois mille cinq cents prises, et propose, pendant près de quatre heures quotidiennes, des productions propres. Une télévision commerciale aussi, financée à 90 % par la publicité, et qui a, pour trouver, entre la publicité classique, le parrainage et la coproduction, des formules diverses, capables d'intéresser les annonceurs.

L'idée vient de Christian Debois, Forcé, journaliste producteur, et de Philippe Gassot, reporter à Antenne 2, deux hommes qui connaissent bien la station pour avoir participé au lancement d'une « Radio-Avoriaz » il y a déjà quinze ans. Pour se lancer dans l'aventure il leur fallait un opérateur : ce fut le rôle de RATV — Réseau autonome

de télévision —, une société qui regroupe les intérêts commerciaux de vingt-cinq stations hertziennes de télévision locale et se bat depuis plusieurs mois pour imposer le concept de « télévision locale ». A elle donc de prévoir d'abord le financement de l'opération : 1,3 million de francs.

L'expérience — et le public particulier drainé par le Festival — en a séduit quelques-uns : le temps prévu de 800 000 francs ont été réunis par le sponsoring et la vente d'espaces publicitaires, 400 000 F provenant d'échanges publicitaires (SNCF...), 100 000 francs de la mission « TV câble ».

La firme japonaise JVC a mis à disposition du matériel et une équipe de trois techniciens. On a négocié avec Sky Channel, la chaîne de télévision britannique, la fourniture d'émissions et avec le Syndicat national de l'édition phonographique, la diffusion — payante — de clips.

Et Télé Avoriaz est née dans la fièvre et la passion d'une équipe de trente personnes qui, depuis, doivent bien travailler vingt heures par jour et dans la quasi-indifférence de la population. Et pourtant : micros et projecteurs traquent les vedettes et les journalistes. Dans le studio on voit au cœur du village, des membres du jury — Michel Sardou, Alain Decaux, en pull-over, Thierry Lhermitte — parlent du fantastique, François Chalais y raconte ses débuts, Philippe Léotard y tient des propos égrillardes, Henri Chapier y

fait des critiques appliquées tandis que Geneviève Guicheney, en vacances, et Pierre Brès prennent plaisir à quelques interviews déconstruites au bar du studio.

Etat des pistes, infos météo, revue de presse, horoscopes, recettes de cuisine, clips, comptes rendus des soirées de la veille, extraits de films — préférés aux bandes annonces — du programme du Festival... on déborde chaque fois le temps prévu et on bavarde trop. Le ton est plus parisien que savoyard... La faune du Festival est sans doute tentante mais ne fausse-t-elle pas l'expérience d'une télévision locale qui on imagine difficilement hors de la période du Festival ?

Télé Avoriaz est un test qui nous sera utile pour élaborer d'autres schémas de télévision locale », explique M. Paul Signe, responsable de RATV. Cette organisation espère lancer une quinzaine de stations locales dès cette année.

Mais y a-t-il de la place pour ces télévisions ? « Oui, bien sûr, à condition d'en faire le choix. Au gouvernement de déterminer s'il préfère créer une sixième chaîne nationale musicale ou permettre l'éclosion de télévisions locales. La question est d'ordre politique et culturel ». Et s'il opte finalement pour la 6 ? « Alors ce sera la guerre, et le gâchis, car on s'étouffera pas les initiatives locales ». Toutes les cartes seront bonnes pour nous battre sur ce terrain. —

ANNICK COJEAN.

L'agenda du Monde

Aquariophilie

Particuliers (demandes)
Particulier achète meubles anciens dans le centre de Paris. Tél. le soir ou répondre 45-77-81-00.

Cours

ENGLISH-ROUND THE CLOCK
Stage intensif d'anglais option maths, du 8 au 16 février. 10^e dem. CAMPAGNE. PRÉPA. Tél. : 45-88-01-87.

Jeune fille au pair

J.F., 18 ans ch. Pair soit + sept. 85, U.S.A., Canada, Poutet. S.P. 89. 93240 Stains. Téléphone : 45-88-01-87.

Moquettes

A saisir
MOQUETTE 100 % PURE LAINE WOOLMARK
Prix pondé : 99 F/m².
Tél. : 46-58-81-12.

Troisième âge

HOTELLERIE « Les Cèdres »
Accueil confort service, appartements de la famille et du 3^e âge. Métro Louis-Aragon.
46-38-34-14 et 47-28-99-63.

Vacances

Tourisme
Loisirs
CHINE + URSS + BERLIN
16 jours à Pékin dont 3 en Transsib. 12.900 F et comp. Tél. : 45-24-96-86 lub. 38-75-03-18, soir et w.-e.

Avant-garde ch. curistes guide de Chateauguay, du 15/5 au 5/6. Offres voyage. 42-22-18-58. Sports d'hiver, hôtel Vallée. ARBONNE Savoie, est calme, parce que l'on aime.

Travaux - Décoration Peintures
Appartement et bureaux Prix intéressants
Le matin et soir au 43-79-37-40.

Bijoux anciens et occasions or

Brillants et Argentiers. Le plus grand choix. Des affaires exceptionnelles. Références Paris Pas Cher.
PERRONDI Joailliers-Orfèvres, 40 Opéra 4, Chaussée-d'Antin. M. Etienne, 27, av. Victor-Hugo. Achat tous bijoux - échanges.

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTISQUES se choisissent chez GILLET, 19, r. d'Arcis 43, 44-00-83. ACHAT BIJOUX OR-ARGENT. Néno. Céd. ou Hôpital-de-Ville. parce que l'on aime.

INFO

MÉTÉO

Le 16 janvier, la météo sera...
Le 17 janvier, la météo sera...
Le 18 janvier, la météo sera...

Le 19 janvier, la météo sera...
Le 20 janvier, la météo sera...
Le 21 janvier, la météo sera...

Le 22 janvier, la météo sera...
Le 23 janvier, la météo sera...
Le 24 janvier, la météo sera...

Le 25 janvier, la météo sera...
Le 26 janvier, la météo sera...
Le 27 janvier, la météo sera...

Le 28 janvier, la météo sera...
Le 29 janvier, la météo sera...
Le 30 janvier, la météo sera...

Le 31 janvier, la météo sera...
Le 1^{er} février, la météo sera...
Le 2^e février, la météo sera...

Le 3^e février, la météo sera...
Le 4^e février, la météo sera...
Le 5^e février, la météo sera...

Le 6^e février, la météo sera...
Le 7^e février, la météo sera...
Le 8^e février, la météo sera...

Le 9^e février, la météo sera...
Le 10^e février, la météo sera...
Le 11^e février, la météo sera...

Le 12^e février, la météo sera...
Le 13^e février, la météo sera...
Le 14^e février, la météo sera...

Le 15^e février, la météo sera...
Le 16^e février, la météo sera...
Le 17^e février, la météo sera...

Le 18^e février, la météo sera...
Le 19^e février, la météo sera...
Le 20^e février, la météo sera...

Le 21^e février, la météo sera...
Le 22^e février, la météo sera...
Le 23^e février, la météo sera...

Le 24^e février, la météo sera...
Le 25^e février, la météo sera...
Le 26^e février, la météo sera...

continuité... ne s'y trompe pas, elle estime que le...
tribunal, sous réserve de...
modification de cette mission...
surveillance...
M. Hirsant constitue...
M. Georges Fillard, not...
communication...
d'arrêt... tandis que le Par...
voit de M. Jean-Jacq...
porteparole du PS, dépo...
le 23 octobre 1984 sur le...
pas très important pour...
quer la loi.

Cette troublante...
due au fait que le fau...
que du Progres compo...
épisodes. Le 27 janvier, un...
au fond, concernant...
sélection entre MM. Lige...
sant, doit être rendu par le...
de commerce de Paris...
sion pour la poursuite...
maintien de M. Robert...
tête du quotidien l'ouv...
cas d'une annulation, un...
leur provisoire p...
nommé et des...
manifeste. Mais d'un...
rebonnement, pour...
A la suite d'une...
coiffée à M. Claude...
d'instruction à Paris, une...
de M. Robert...
diagnostiqué par un...
cette. Son état...
5 janvier, il a été...
d'être en état de...
tissant en état de...
expertise, le...
l'ordonnance du...
d'urgence de Paris...
périphérie.

YVES-MARIE...
[Texte partiellement illisible]

[Texte partiellement illisible]

[Texte partiellement illisible]

VORIAZ

du fantastique

[Texte partiellement illisible]

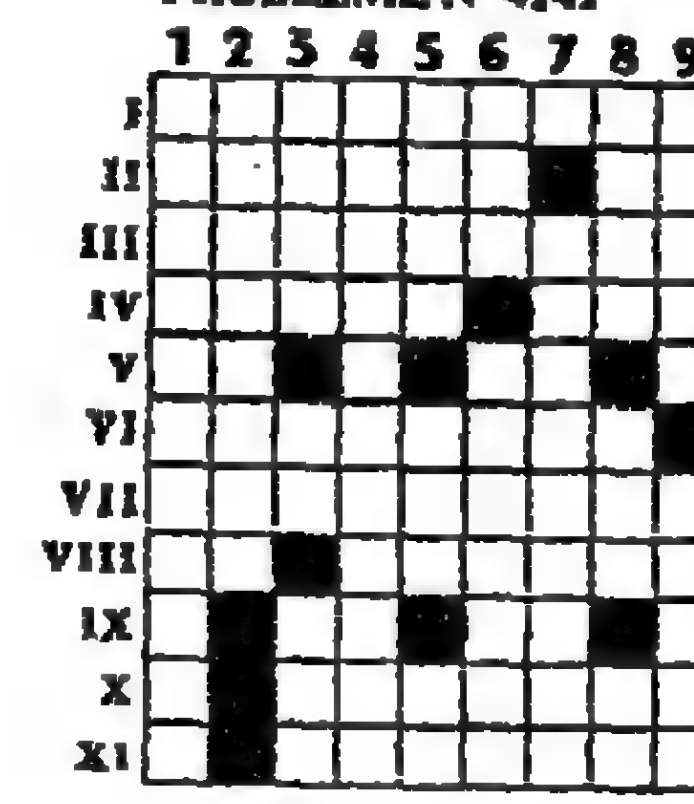
[Texte partiellement illisible]

ANNICK COSSA

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4141



HORIZONTALEMENT

1. A une bonne approche ou qui a un mauvais contact. - II. Boucher un coin. Grand fleuve. - III. Pris par quelque trouble, il devient assés de la faire rougir. - IV. Avec des pieds plats, n'a aucune chance d'être retenu. Peut être mis à la porte ou occasionner un surcroît de travail. - V. Symbole chimique. Fleuve. - VI. N'est pas loin des anges. - VII. Période de chômage. - VIII. Montre le droit chemin. Pour l'admirer, il faut se lever de bonne heure. - IX. Note. Grand tour. - X. Sa place est autant dans les grands fonds que dans les bas-fonds. - XI. Une branche ou pour un branchement.

VERTICALEMENT

1. Fait aller en boîte avec de drôles de drilles. - 2. Remplit son office les dimanches et fêtes. - 3. Peut se faire pour éclairer. Négation. Système à trois unités. - 4. C'est bien le moins que l'on puisse faire. - 5. Consommation d'essence. Tombe des nues. En vacances. - 6. Le dernier vers de l'épique. Permet de « tomber » sans avoir trop de mal. - 7. Termine tout son tour par le parc. - 8. Un temps à prendre des photos. Forces en réserve. Participe passé. - 9. Premier président de la République allemande. Un des grands maîtres de la « table ».

Solution du problème n° 4140

Horizontalement

I. Caravelle. - II. Agitateur. - III. Reno. Avis. - IV. Culture. - V. Emet. Ire. - VI. Mic. Osc. - VII. En. Gâ. - VIII. Nappens. - IX. Trou. Roi. - X. Enrolent. - XI. Aténue.

Verticalement

I. Carrément. - 2. Age. Minaret. - 3. Rincée. Pont. - 4. Atout. Apuré. - 5. Va! Eson. - 6. Elai. - 7. Lu. - 8. Leuvre. Orée. - 9. Luire. Gnon. - 10. Erse. Hésite. - 11. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 13 et mardi 14 janvier :

DES DÉCRETS

■ N° 86-44 du 9 janvier 1986 abrogeant le décret n° 84-267 du 9 avril 1984, relatif à l'autorisation préalable des participations prises par des unions d'économie sociale.

■ N° 86-51 du 10 janvier 1986 fixant les conditions dans lesquelles les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural peuvent apporter leur concours technique à certaines communes, en application de l'article 15 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 modifiée.

■ N° 86-52 du 10 janvier 1986 complétant ou modifiant, pour les zones de montagne, certaines dispositions du livre premier du code de l'urbanisme.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ (cas n° 20)

Victime d'un grave accident dû à une explosion de gaz qui a détruit le logement qu'il occupait, ce jeune de vingt-trois ans, sans famille, a retrouvé, après des mois de soins, l'usage de ses mains et une vue presque normale. Il n'a, pour le moment, qu'une allocation de 2 200 F par mois. On vient de lui trouver une formation d'aide-comptable qui est, pour lui, une chance inespérée. Son allocation permet juste de le payer, mais il faut se loger : une chambre meublée est trouvée, à loyer peu élevé, mais il n'a

aucune économie pour payer la caution et le premier mois. Il faudrait d'urgence qu'il dispose de 2 500 F, faute de quoi il devra abandonner ce stage et une chance de se réinsérer utilement dans la société.

Prière d'adresser les dons à : La Semaine de la Bonté, 175, bd Saint-Germain, 75006 Paris. C.C.P. Paris 4-52 X ou chèques bancaires. - Tél. : 42-22-08-99.

Aucune quête n'est faite à domicile.

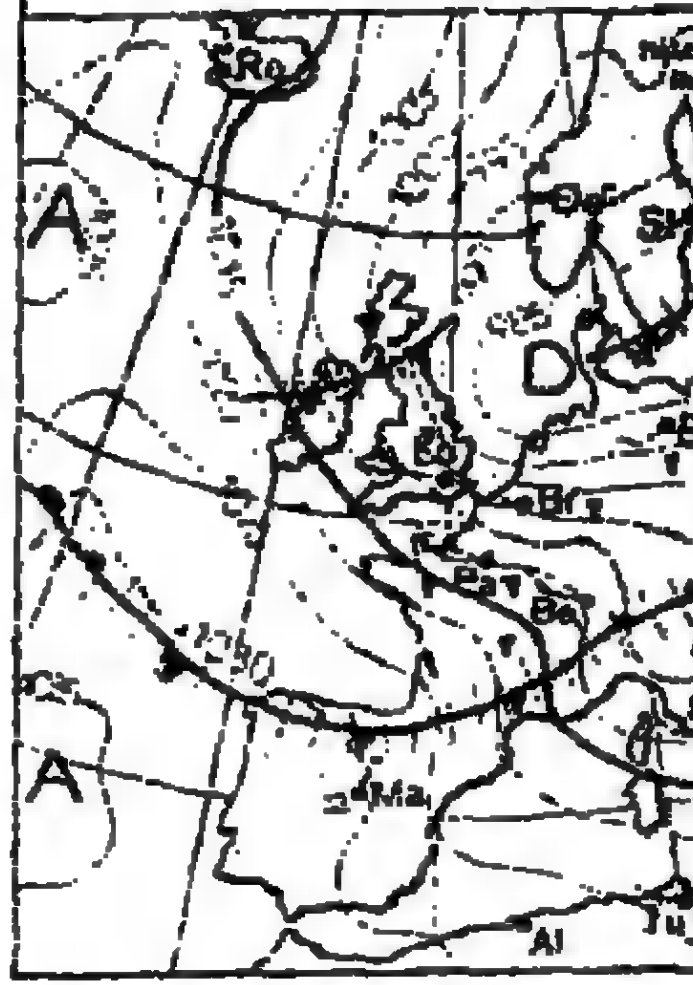
VIE PRATIQUE

VOUS ET LE CONSTRUCTEUR.

L'Association nationale pour l'information sur le logement (ANIL) en collaboration avec l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCM) et les centres d'information sur l'habitat (ADIL) vient de publier une nouvelle brochure Vous et le constructeur à l'intention des particuliers désireux de faire construire une maison individuelle. En vingt-huit pages, elle apprendra les démarches préalables à effectuer (plan de financement, choix du terrain,

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15/01/86 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 janvier à 0 heure et le jeudi 16 janvier à minuit.

Après le passage d'un front froid, le flux de nord-ouest va varier sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

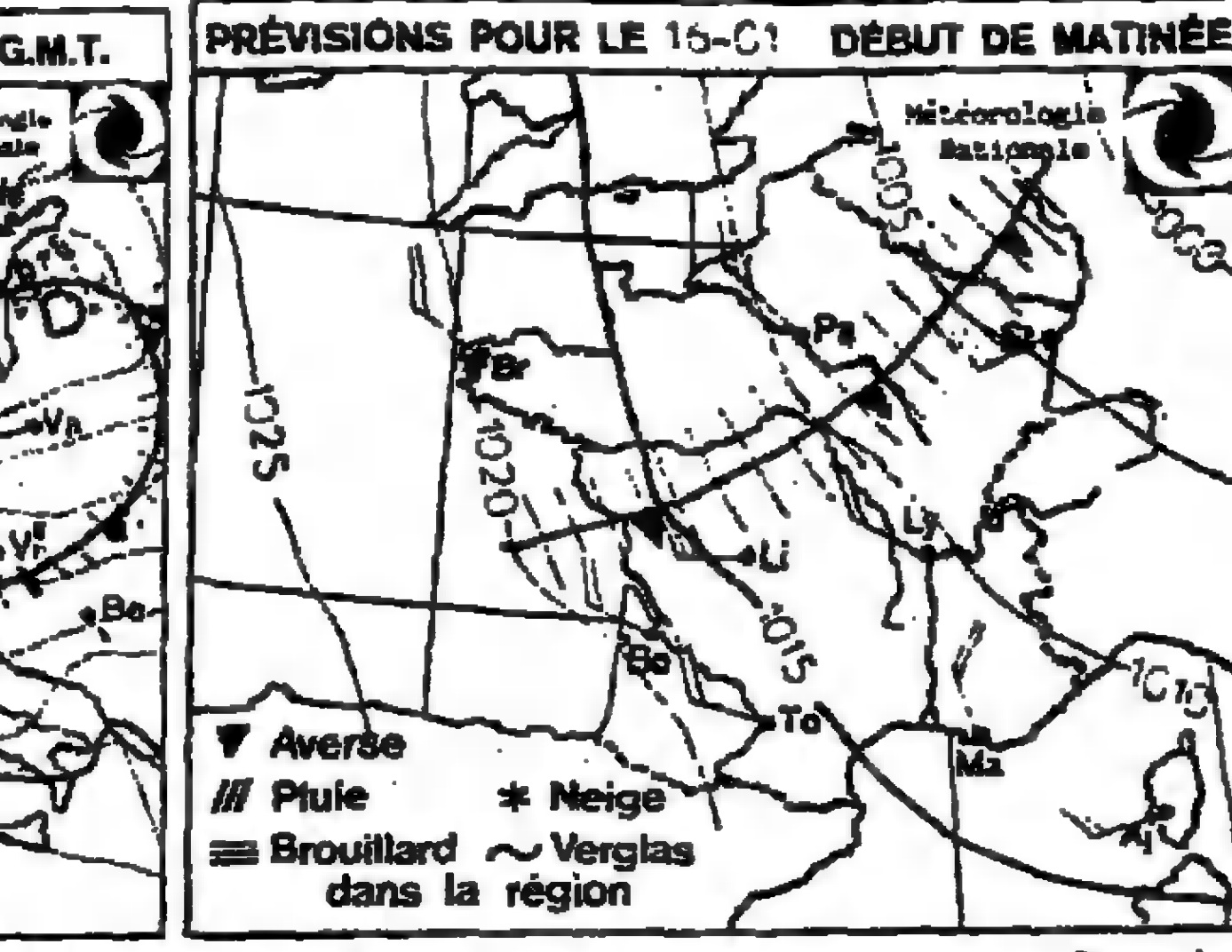
Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 15-01 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 janvier à 0 heure et le jeudi 16 janvier à minuit.

Après le passage d'un front froid, le flux de nord-ouest va varier sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures seront fraîches le matin, elles iront de 0 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 8 degrés sur les côtes. Dans la journée, elle ne dépassera pas 5 à 6 degrés, sauf près des côtes où elle atteindra 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

économie

REPÈRES

Dollar : effritement à 7,58 F

Passablement chahuté mardi soir sur les marchés des changes, le dollar faisait encore preuve d'hésitation le mercredi 15 janvier sur les places européennes. A Paris, la devise américaine se repliait légèrement à 7,58 F en fin de matinée, contre 7,5835 F la veille en séance officielle, alors qu'elle était tombée jusqu'à 7,5750 F mardi soir en clôture à New-York. A Francfort, le dollar se maintenait dans la partie haute de la fourchette par rapport au deutschemark, aux alentours de 2,4720 DM, pratiquement inchangé sur la veille, après les déclarations de M. Gerhard Stoltenberg. Au cours d'une conférence de presse, le ministre ouest-allemand des finances a déclaré que la réunion prévue pour la fin de la semaine avec ses quatre homologues américain, français, britannique et japonais ne devrait pas déboucher sur des décisions spectaculaires. M. Stoltenberg a ajouté au passage que le cours actuel du dollar correspondait mieux, selon lui, aux intérêts des pays industrialisés.

Déficit budgétaire : 2,1 % du PNB allemand

Le déficit budgétaire ouest-allemand a été moins élevé que prévu en 1985, ayant représenté 22,4 milliards de marks (87,2 milliards de francs), soit 2,6 milliards de moins que ne le fixait la loi de finances. Les dépenses de l'Etat fédéral n'ont progressé que de 2,1 % et le ministre des finances, Gerhard Stoltenberg, a précisé que l'ensemble des déficits publics (Etat fédéral, Länder et collectivités locales) devrait tourner en 1985 autour de 40 milliards de marks, soit 2,1 % du produit national brut. Un très sensible redressement comparé au déficit de 75,5 milliards représentant 5 % du PNB enregistré en 1981, mais qui reflète en partie les importants bénéfices de la Bundesbank, qui a versé 12,9 milliards de marks dans les caisses de l'Etat l'an dernier.

Emploi des cadres : perspectives optimistes pour le premier semestre 1986

Selon l'enquête semestrielle de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), publiée le mardi 14 janvier, les perspectives d'emploi pour les cadres s'amélioreront pour le premier semestre alors que la réduction des effectifs salariés toutes catégories devrait se poursuivre à un rythme plus lent. 18,1 % (contre 14,4 % au deuxième semestre 1985) des entreprises interrogées estiment qu'elles augmenteront leurs effectifs cadres, 74,2 % (71,1 %) que ceux-ci demeureront stables, 10,8 % (11,4 %) qu'ils diminueront. L'indice de l'APEC s'établit à + 6 pour le premier semestre de cette année après + 2 au deuxième semestre 1985. L'optimisme estant surtout le fait des entreprises employant plus de 500 salariés. L'amélioration est prévue dans la plupart des secteurs, sauf l'énergie, la sidérurgie et la construction navale. L'industrie des bois et celle du cuir-chaussure sont les seules à évoluer d'une appréciation positive à un jugement négatif.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié.

Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.

Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 42-33-44-85 +

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

CEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ DELMA FILIALE DE SOMOD (SOCIÉTÉ MAROC - ENTREPRISE DE DÉVELOPPEMENT)

LANCER UN AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES
NATIONALES ET INTERNATIONALES
POUR LA CONSTRUCTION DE L'HÔTEL SHERATON
AVENUE DES F.A.R. A CASABLANCA

Cet hôtel, qui sera construit sur un terrain d'environ 5 000 m², comportera un sous-sol, r.-d.-ch. + 15 niveaux et aura une surface hors-d'œuvre, y compris dallage, d'environ 38 000 m².

La durée d'exécution sous corps d'état sera de 26 mois.

Les lots concernés sont les suivants :

- LOT N° 2 Gros œuvre, maçonnerie.
- LOT N° 3 Électricité.
- LOT N° 13 Plomberie - sanitaire - lutte contre l'incendie et suppression.
- LOT N° 14 Climatisation - ventilation - production e.c.
- LOT N° 15 Désenfumage et porte coupe-feu - détection incendie.
- LOT N° 16 Traitement des eaux, piscine, hammam.
- LOT N° 17 Électricité et groupe électrogène.
- LOT N° 18 Téléphone et gestion centralisée.
- LOT N° 19 Sonorisation, traduction et vidéo.
- LOT N° 20 Ascenseurs, monte-charge.
- LOT N° 21 Cuisine, chambres froides et buanderie.

Les entreprises intéressées, générales ou par corps d'état séparés, sont invitées à déposer au secrétariat de la direction générale de DELMA C/O Zellidja S.A., 81, avenue des F.A.R., Casablanca, un dossier comportant leurs références techniques, administratives et financières en précisant les moyens matériels, humains et leur encadrement technique qu'elles comptent mettre en œuvre tout dans la partie étude que la partie exécution.

Le dossier devra être déposé au plus tard pour le mardi 19 février 1986 à 18 h.

Pour tous renseignements complémentaires contacter :

SOCIÉTÉ DELMA A RABAT
Tél. : 513.79 ou 513.82 - télex 326 90
SOCIÉTÉ DELMA A CASABLANCA
Tél. : 31.48.66 - télex 218 04

SOCIAL

UNE PROPOSITION PRUDENTE D'AMÉNAGEMENT DU SMIC

Le CNPF recommande la mise en place d'un « salaire minimum interprofessionnel national » (SMIN)

Contre toute attente, le CNPF a finalement décidé de prendre officiellement position sur le SMIC avant les élections législatives. Le conseil exécutif du patronat a publié, le 14 janvier, un texte de deux pages, réaffirmant solennellement son refus de « supprimer, ni dans l'esprit ni dans la lettre, le principe d'un salaire minimal interprofessionnel au niveau national », fixé par l'Etat. Cette pondération revêt, après un an de débats difficiles au sein du CNPF, une grande prudence politique. Elle marque aussi une marche en arrière par rapport à certaines thèses, qui allaient jusqu'à la remise en cause pure et simple du SMIC.

Le chemin suivi par le CNPF a été plutôt sinueux. Indéniablement, c'est M. Yvon Gontz, qui avait été le procureur le plus sévère contre le SMIC. Semblant hésiter sur l'utilité d'un salaire minimum interprofessionnel de croissance, le président du CNPF en avait démissionné, devant l'assemblée générale annuelle de décembre 1984. « Le mauvais usage », de la loi de 1970 sur le SMIC, il s'était alors exclamé : « Peut-être ma vieille idée d'un SMIJ (SMIC pour jeunes) serait-elle un jour reprise » (la Revue des entreprises, janvier 1985). Mais, en privé, il reconnaissait qu'il serait difficile de mettre en cause le SMIC, profondément ancré dans la « culture sociale » des Français. Les fédérations professionnelles elles-mêmes étaient pour le moins divisées, cer-

tains souhaitant un SMIC interprofessionnel négocié - et non plus fixé par l'Etat, - d'autres optant pour un SMIC professionnel, par branche d'activité ou par région. En juin 1985, le patronat de la métallurgie (UIMM), dans sa revue *Actualité industrielle, économique et sociale*, affirmait à propos du salaire minimum de croissance : « Si son principe ne doit pas être remis en question, en revanche, il faut revoir son fonctionnement en période de crise et non de croissance, et ce dans la mesure où il s'agit, dans la conjoncture actuelle, de détruire d'emplois, surtout pour les jeunes sans qualification ».

« Il conviendrait, concluait l'UIMM, que le gouvernement réexamine sa politique de revalorisation des bas salaires par le SMIC et que, par ailleurs, on trouve des solutions spécifiques, adaptées notamment à la masse des jeunes dépourvus de qualification professionnelle ». Alors que, du côté du gouvernement, M. Fabius répondait haut et fort qu'il ne toucherait pas au SMIC, M. Chotard demeurait prudent, se gardant par exemple de s'engager sur le terrain du SMIJ pour les jeunes.

Un bénéfice politique

En prenant position maintenant, le CNPF est conduit à adopter un profil bas par rapport aux ambitions initiales de ses dirigeants, avec un bénéfice politique évident, puisqu'il

revient à une modération analogue, voire supérieure, à celle dont fait preuve l'opposition aujourd'hui. Dans son document, le CNPF affirme d'ailleurs qu'il n'est pas question de remettre en cause l'idée d'un salaire minimum interprofessionnel.

Toutefois, il souligne trois « conséquences » nocives de la loi de 1970 : une « forte pression sur les échelles de salaires » entraînant un « écrasement de la hiérarchie » ; une « accentuation du chômage des jeunes » ; une « limitation de la création d'emplois nouveaux à des professions pouvant admettre un certain niveau de rémunération ».

En décembre 1984, M. Gattaz s'était montré plus sévère encore, parlant de « prime à la non-qualification » et de facteur inflationniste par « l'effet de vague inévitable sur les catégories voisines ». Le document du CNPF laisse entendre qu'il y a quelque hypocrisie de la part des pouvoirs publics à refuser un « sous-SMIC » pour les jeunes, dans la mesure où les TUC - comme les contrats de formation alternée - représentent « une zone spécifique d'activité à temps partiel rémunérée à un taux inférieur au SMIC ». Il fait allusion à son souhait de parvenir à une « contractualisation » du SMIC - l'Etat n'intervenant plus alors dans sa fixation, - mais il dresse un constat de cécité en raison de l'hostilité des confédérations syndicales, à l'exception de la CGC qui n'est pas directement partie prenante.

Le CNPF recommande donc la « mise en place d'un salaire minimum interprofessionnel national », se substituant à un salaire minimum interprofessionnel de croissance. Ce « SMIN » aurait trois caractéristiques permettant de gommer, selon lui, certains effets négatifs du SMIC : « Prise en compte de l'ensemble des composantes de la rémunération de l'année » (en y incluant les primes et le 13^e mois) ; « fixation annuelle » (1) ; « évolution fondée sur les variations de critères économiques, y compris celui du coût de la vie ». Le patronat indique aussi que le salaire minimum ne doit pas seulement être indexé sur les prix, mais que d'autres paramètres peuvent être pris en considération. (Il pourrait s'agir notamment de l'évolution du produit intérieur brut.)

Déjà, en juin 1985, l'UIMM notait : « Au fil des ans, le SMIC est devenu un instrument de relèvement des bas salaires dont la croissance est plus rapide que le minimum garanti, alors qu'une évolution plus modérée permettrait d'améliorer la compétitivité des entreprises ». Le CNPF invite le futur pouvoir à faire un « petit » pas dans cette direction.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Au lieu de laisser subsister le mécanisme selon lequel le SMIC augmente dès que l'indice des prix enregistre une hausse d'au moins 2 %.

ÉTRANGER

LA RÉUNION A MOSCOU DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

A la recherche de l'équilibre

De notre correspondant

Moscou. - L'URSS ne commerce avec un pays occidental que elle si et trouve son intérêt économique, obligatoirement, et politique si possible. Cette règle d'or observée avec persévérance place Smolenskaya, dans le gratte-ciel de style stalinien qui abrite à la fois le ministère des affaires étrangères et celui du commerce extérieur, s'applique aux échanges franco-soviétiques. M^{me} Edith Cresson, qui était attendue mercredi 15 janvier à Moscou avec une délégation d'hommes d'affaires français, pour la vingtième réunion annuelle de la Grande Commission de coopération franco-soviétique, ne l'ignore pas.

Cet organisme se réunit alternativement à Moscou et à Paris sous la coprésidence des ministres du commerce extérieur des deux pays. M^{me} Cresson a désormais pour partenaire M. Boris Aristov, un technocrate âgé de soixante ans, originaire de Leningrad. M. Aristov a travaillé au cours de sa carrière avec M. Romanov, le rival malheureux de M. Gorbatchev dans la course au pouvoir qui a perdu toutes ses fonctions l'été dernier, et qui a longtemps régné sur l'organisation régionale du parti à Leningrad. Cet épisode n'a pas nui à M. Aristov, qui doit sa promotion récente à M. Gorbatchev. La logique du système voudrait qu'il ait choisi son camp à temps, grâce, peut-être, à l'éloignement d'une ambassade en Pologne, aux heures fastes de Solidarité. Il est en tout cas plus alerte que son prédécesseur place Smolenskaya, M. Patolitchev, qui est parti sans drame à la retraite le 19 octobre dernier, après avoir passé vingt-sept ans à la tête de ce ministère. C'est d'ailleurs en raison de ce changement important que la Grande Commission 1985 a lieu... en 1986.

CHINE

Cinq ans pour parvenir à l'autonomie de gestion. - Toutes les entreprises chinoises devront d'ici cinq ans être responsables de leurs bénéfices ou de leurs pertes et leurs directeurs être en mesure de pleinement les contrôler, indépendamment de l'Etat, a indiqué le ministre de la commission d'Etat à l'économie, cité le 11 janvier par l'Agence Chine nouvelle. Toutes les entreprises, à l'exception de celles de petite taille, devront en outre, d'ici à la fin du septième plan quinquennal (1986-1990), créer des commissions de conseil pour assister les directeurs sur les questions majeures. Enfin, les chefs d'entreprise devront pour la plupart être élus par les ouvriers. Le *Quotidien du peuple* a annoncé par ailleurs, le 12 janvier, que la production industrielle a plus que doublé en Chine entre 1978 et 1985, pour atteindre 823,8 milliards de yuans (256 milliards de dollars).

« Cette vingtième réunion est presque un jubilé », disait avec contentement, il y a quelques jours, M. Aristov à l'ambassadeur de France en URSS, M. Jean-Bernard Raimond. Les Soviétiques apprécient en effet ces grandes messes annuelles. Comme de juste, tout ou presque est réglé avant l'échéance, qui ne fait que solenniser des décisions déjà prises. Les Soviétiques affichent la satisfaction la plus complète : les Français sont plus circonspects, les achats soviétiques de produits alimentaires, sidérurgiques et chimiques, si importants soient-ils, n'ayant pas suffi à compenser la montée en puissance de nos achats de gaz.

Les grands contrats d'équipement passés avec la France, essentiellement pour des usines de désulfuration et de traitement du gaz naturel dans la région de la mer Caspienne,

ont fait une remontée spectaculaire. En 1985, Astrakhan II (Lurgi France) et Tenguiz (Technip) ont rapporté respectivement 2,4 et 1,6 milliard de francs. Ces grands contrats ont épousé avec un an de retard la courbe des relations politiques entre les deux pays : 8 milliards de francs en 1981, 4,5 milliards en 1982, 1,3 milliard en 1983, 0,9 milliard en 1984 et 6 milliards l'an dernier.

Déficit au détriment de la France

Les Soviétiques n'ont plus vendu de pétrole du tout dans les premiers mois de 1985, car ils étaient en rupture de stock. Ils ont repris leurs livraisons par la suite, et ont accru leurs fournitures de gaz sans atteindre toutefois les plafonds prévus par les textes qui avaient été remaniés à

la demande de Gaz de France. Pour limiter un peu l'augmentation de ce bled, ils ont acheté énormément de blé à la demande de base du commerce franco-soviétique, reste inchangée : pour 85 % les ventes soviétiques sont constituées par des produits énergétiques (pétrole, gaz), alors que la palette française est nettement plus variée.

Le déficit commercial au détriment de la France semble lui aussi presque impossible à redresser. Il était d'environ 5,4 milliards de francs en 1985, approximativement identique à celui de 1984. D'une année sur l'autre, importations et exportations ont progressé parallèlement d'environ 1 milliard de francs. La France a vendu l'an dernier pour 18 milliards de francs et acheté pour 23,4 milliards à l'URSS. Le déficit de la balance des paiements est probablement plus considérable encore en raison des rentrées soviétiques d'investissements qui correspondent à la facturation des services (transports, assurances, tourisme).

Le problème majeur est celui du fret maritime, plus de 90 % du tonnage soviétique importé en France (lui-même presque uniquement pétrolier) l'est sous pavillon français de la faulx et du marteau. La solution n'est pas simple, car la France n'est pas seule à transporter des pétroliers, mieux adaptés à la mer Baltique : les Soviétiques n'ont pas de problèmes similaires, leurs navires marchands - cassent - débillement les prix du transport maritime, comme le reste du monde - et pas seulement la France - en fait l'expérience depuis plusieurs années. Paris souhaiterait qu'on recherche un meilleur équilibre en ce domaine. Moscou estime que tout va bien, la coopération économique franco-soviétique est officiellement au beau fixe depuis la visite en France de M. Gorbatchev en octobre dernier.

DOMINIQUE DHOMBRES.

DROIT SOCIAL

14^e COLLOQUE : 31 JANVIER 1986

L'ENTREPRISE ET LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

sous la présidence

de Jean LAROCHE, Michel ALBERT, André BERGERON

avec la participation

de Michel LUCAS, Jacques BARTHELEMY, Suzanne SILLAND

et des professeurs AYNES, DUPEYROUX, LYON-CAEN, SCHMIDT, TEYSSIE.

Renseignements : Tél. : (1) 43.25.15.25 et (1) 43.29.21.40, postes 446 et 538 - 3 rue Soufflot 75005 Paris

كاسablanca

AFFAIRES

LE DÉBAT SUR LES DÉNATIONALISATIONS

Le président de Rhône-Poulenc ne serait pas hostile à la privatisation de son groupe

M. Loth Le Floch-Prigent, président de Rhône-Poulenc, ne redoute pas un changement de majorité ni une éventuelle dénationalisation de son groupe. Au cours d'une réunion de l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF), il a infligé un démenti cinglant aux rumeurs qui ont circulé sur sa démission en cas d'une victoire de l'opposition aux élections législatives, et a vigoureusement répliqué à la question posée à ce sujet : « Je ne pars pas ».

Pourquoi s'en irait-il ? « Je suis sûr de mon travail et de mes résultats », a-t-il répondu. « Mais vous êtes socialistes ? » « Nous sommes dans une démocratie où il n'y a pas de délit d'opinion ». Bref, à moins d'être invité à se retirer, M. Le Floch entend bien rester à son poste. Mieux ! Le grand patron de Rhône-Poulenc trouve un certain charme à la privatisation.

La nationalisation était, selon lui, nécessaire pour les entreprises comme la sienne, qui, en difficulté à l'arrivée de la gauche, avait « un urgent besoin de faire appel à l'argent public » pour se redresser.

Mais « nous faisons maintenant du profit », et l'État a désormais mieux à faire de son argent que de le verser à des sociétés bénéficiaires.

Donc, « il faut être lucide et chercher la solution conduisant à une autonomie de gestion ». Laquelle ? Prudent, M. Le Floch ne prononce pas le mot dénationalisation. Mais, pour lui, « une grande partie du capital doit être dans le public ». A quelle hauteur l'épargne sera-t-elle sollicitée ? Il est bien trop tôt pour le dire. Mais le président de Rhône-Poulenc juge souhaitable d'ouvrir ledit capital aux collaborateurs de l'entreprise, qui pourraient être actionnaires à 15 % ou 20 %.

« Rhône-Poulenc est mûr pour cette solution ». Comment l'opération de privatisation pourra-t-elle être menée ? M. Le Floch penche très fortement pour des augmentations de capital, la meilleure façon à ses yeux d'« améliorer la situation financière du groupe » et de procurer à celui-ci les fonds dont il a besoin pour se développer. M. Le Floch chercherait-il à se démarquer du

pouvoir socialiste ? Il ne s'est pas privé, au passage, de fustiger l'administration en la rendant responsable des handicaps de prix (énergie, gaz, médicaments), qui placent Rhône-Poulenc en position délicate face à ses concurrents étrangers. « Mes amis me disent que je suis devenu libéral. Mais je suis pragmatique ».

Le président de Rhône-Poulenc s'est métamorphosé. Force est de reconnaître qu'ignorant tout à son arrivée du rôle d'un industriel et ancien directeur du cabinet de M. Dreyfus, ministre de l'Industrie au moment de la nationalisation, s'est glissé avec un certain talent dans les habits du chef d'entreprise. Même si tout le succès d'avoir édifié le groupe ne peut lui être attribué, le mérite lui revient d'avoir fait, dans la continuité, un bon travail. Lui, en tout cas, pense que son maintien à la tête de Rhône-Poulenc est indispensable. « Les grands paquebots industriels, dit-il, n'ont pas possibilité de faire de virages brusques. Ils ont besoin de calme pour mener leur stratégie ».

ANDRÉ DESSOT.

Le groupe américain ARCO investit 2,4 milliards de francs à Fos

Le groupe américain Atlantic Richfield (ARCO) va investir près de 316 millions de dollars (2,4 milliards de francs environ) dans la construction d'un complexe chimique (le Monde du 23 février 1985) à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). L'annonce en a été faite officiellement, le mardi 14 janvier, soit onze mois après le projet d'intention. Le soin de mener cette tâche est confié à sa filiale française ARCO-Chimie France.

Les travaux, auxquels 1 500 personnes seront employées, commenceront dès le mois de février prochain. L'ensemble industriel, dont le démarrage est prévu à la mi-1988, comprendra trois unités. L'une fabriquera de l'alcool tertio-butylque-TBA (380 000 tonnes par an). L'autre traitera l'oxyde de propylène (150 000 tonnes), sous-produit fatal du TBA, la dernière produira du propylène glycol (50 000 tonnes). Le nouveau complexe emploiera 235 personnes. Ce projet de grande envergure revêt une importance stratégique. Le TBA fait partie des quelques additifs chimiques capables, par adjonction, de relever de façon notable (près de 1,5 point) l'indice d'octane des carburants. La décision d'ARCO

Chemical correspond donc aux intentions manifestées par les pouvoirs publics de rallier, dès 1989, le mouvement, qui, en Europe, tend à favoriser l'adoption de l'essence sans plomb. Mais elle traduit aussi la volonté du groupe américain de contrôler le marché européen. De ce côté de l'Atlantique, les fabricants d'additifs sont peu nombreux et les capacités installées de faible importance. ARCO approvisionne déjà l'Europe du Nord, la RFA notamment, avec le MTBE (méthyl tertio-butylque ether), autre additif cousin du TBA, fabriqué dans son usine de Rotterdam.

Avec son unité de Fos, le groupe élargira son emprise sur tout le sud du continent. Il livrera en France (un tiers des quantités produites), mais aussi en Italie et en Espagne. L'occasion est également belle pour ARCO de se faufiler vers l'aval. L'oxyde de propylène sert à fabriquer une grande variété de produits de consommation tels que les mousses de capitonnage pour la literie et l'automobile, les résines, les solvants et les tensio-actifs (matière de base des lessives). Le propylène glycol, de son côté, est une matière première utilisée dans la production de résines polyester et un humectant employé dans les industries des cosmétiques et des tabacs.

Malgré le surcoût de l'opération (plus de 60 millions de dollars) occasionné par la baisse du billet vert en un an et le refus d'ELF de participer financièrement au projet pour conserver sa liberté de manœuvre, la décision ferme d'ARCO n'a d'autre but que d'asseoir son monopole et de barrer la route aux Saoudiens dont l'unité de MTBE de Al Jubail sur le golfe Persique entrera en service dans deux ans.

Quoiqu'il en soit, c'est une bonne affaire pour la France, mais aussi pour ATOCHEM, filiale chimique d'ELF-Aquitaine. Ce groupe possède à Fos un vieux atelier d'oxyde de propylène (60 000 tonnes) voué à la disparition. ARCO s'est engagé à commercialiser ce produit jusqu'en 1988 date de la fermeture de cet atelier, à réemployer la centaine de personnes travaillant sur le site, enfin à s'approvisionner en propylène auprès du groupe français pour faire tourner ses unités de Fos.

A. D.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Le prix de l'eau est désormais libre. - L'Association des maires de France, qui a obtenu la suppression de l'encadrement des prix de l'eau et de l'assainissement, a « invité » les maires et les présidents de syndicats de communes à respecter, en 1986, une hausse limitée à l'« objectif » retenu par le gouvernement pour l'ensemble des prix, soit 2,9 %. Dans certains cas (investissements, travaux de salubrité, augmentation des charges financières, etc.), des hausses supplémentaires pourront être envisagées.

Conjoncture

● Balance française des paiements courants : excédents de 2,6 milliards de francs. - La balance des paiements courants française a été excédentaire de 2,6 milliards de francs pour les onze premiers mois de 1985, selon les premières estimations - soumises à révision - du ministère de l'économie. Elle avait été déficitaire de 7,1 milliards durant la période correspondante de 1984. Durant le seul mois de novembre, la balance des paiements courants avait dégagé, selon la Rue de Rivoli, un excédent de 1,6 milliard de francs - en données brutes - contre un solde positif de 2,8 milliards en octobre (chiffre révisé). Le redressement des comptes extérieurs a été largement dû à une hausse des rentrées touristiques.

Social

● Aménagement du temps de travail : M. Edmond Maire espère un accord du Parlement. - A l'issue d'un entretien d'une heure, le mardi 14 janvier, avec M. Alain Poirer, président du Sénat, et M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission sénatoriale des affaires sociales, à propos du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, M. Maire, secrétaire général de la CFDT, a estimé « possible que l'on arrive en fin de compte à un accord du Parlement dans son ensemble, majorité et opposition comprises ». Espérant qu'il se trouvera « une majorité » pour voter le texte « avant les élections législatives », M. Maire pense que le projet gouvernemental pourrait servir de « base » et être complété par « les travaux du Sénat ».

LE PDG DE BOUSSAC ANNONCE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES

M. Arnault, le PDG de Boussac, a dressé, le mardi 14 janvier, un bilan de sa première année passée à la tête du groupe. Il a tout d'abord révisé ses estimations des effectifs du groupe, qui, de 15 500 salariés au début de 1985, devraient être compris entre 9 500 et 10 000 en 1987. Un chiffre inférieur à son plan initial (12 000) et même inférieur aux propositions de M. Biderman (11 000), autre candidat à la reprise de Boussac, écarté par les pouvoirs publics en raison de son plan social jugé trop dur.

M. Arnault a annoncé son intention de respecter son engagement d'investir 500 millions de francs en 1985 et 1986. Ces investissements auront lieu essentiellement dans l'hygiène (les couches pour bébé Pseudouce) et les industries textiles d'aval, comme la rénovation, en cours, de l'unité d'impression de tissu de Wesserting, en Alsace. Mais il n'envisage pas d'investir dans les industries d'amon, considérant que « le savoir-faire de Boussac ne réside pas dans la fabrication de coton écri ». M. Arnault a plus précisément menacé de fermer les filatures des Vosges, non compétitives, en cas de non-renouvellement de l'accord Multhilire - limitant les importations de textiles et de vêtements en provenance des pays en voie de développement - qui arrive à expiration en juillet 1986.

Le PDG de Boussac a par ailleurs estimé perceptible le début du redressement du groupe. Les pertes pour 1985, qui seront annoncées lors du conseil d'administration en mars prochain, devraient être sensiblement inférieures à 150 millions de francs. Signes de cette meilleure santé, M. Arnault prévoit aujourd'hui de retarder les introductions en Bourse des filiales de Conforama et de Pseudouce. Ces introductions ne sont désormais plus nécessaires, au moins pendant deux ans, pour tenir les engagements concordataires, aux termes desquels Boussac s'est engagé à rembourser un milliard de francs entre 1986 et 1988. Le PDG de Boussac s'engage enfin plus de simplifier comme il le prévoyait les liaisons financières très compliquées qui existent entre les différentes filiales du groupe.

D. B.

UNE COMMUNICATION DE M. DEFFERRE AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement veut conclure des contrats trilatéraux entre l'Etat, la CEE et les régions

La politique contractuelle saute les frontières. L'aménagement du territoire lui en fournit l'occasion. En effet, le gouvernement veut conclure des contrats trilatéraux entre l'Etat, les régions et la Commission européenne à propos d'opérations pluri-annuelles de développement, dont le financement engage chacun des partenaires.

Telle est une des orientations à retenir de la communication que devait faire, ce mercredi 15 janvier, M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire, au conseil des ministres. Il s'agit de faire converger - dans le souci d'une efficacité maximale - les financements relevant des régions, du budget de l'Etat, et les sommes versées au titre du Fonds européen du développement régional (FEDER). Cette procédure consistait jusqu'à présent à solliciter, par exemple à l'occasion de la préparation des programmes intégrés méditerranéens (PIM) de septembre à décembre, des programmes concernant les cinq régions du Midi, et deux départements (la Drôme et l'Ardèche), et engageant des enveloppes financières importantes (1). Mis au point conjointement par l'Etat et les régions, ils viennent d'être transmis à la Commission de Bruxelles. Mais Paris, qui approuve les orientations régionales nouvelles définies par la Commission centrées sur quatre priorités (rééquilibrage entre le nord et le sud de l'Europe; aides aux zones touchées par les restructurations industrielles; actions spécifiques pour les régions agricoles concurrencées par les produits des nouveaux Etats membres; meilleure coordination des actions des différents fonds européens et de la Banque européenne) veut généraliser la procédure.

La France, considérée dans l'Europe des Douze comme faisant plutôt partie du club des riches (à l'inverse de l'Irlande, de la Grèce ou du Portugal), devra s'habituer, certes, à ce que sa part du Fonds européen régional diminue relativement. C'est pourquoi les dossiers qu'elle présente à Bruxelles - la Commission est devenue exigeante - doivent être exemplaires. Elle ne s'est jusqu'à présent pas trop mal

sorée d'affaire puisque, de 1981 à 1985, elle a reçu en moyenne 1 790 millions de francs par an. L'an dernier a été marqué par un nouveau bond : plus de 2 milliards, soit 14 % de plus qu'en 1984. Sur cette somme, 400 millions ont été remboursés directement aux collectivités territoriales qui ont participé aux projets.

Les deux nouveaux champs de la politique contractuelle à trois vont concerner plusieurs secteurs ou plusieurs régions. De même que les industries sidérurgiques et textiles avaient déjà fait l'objet, en tant que secteurs sinistrés, de programmes de soutien spécifiques, la pêche et la construction navale, à leur tour, vont bénéficier de mesures analogues. D'autre part, dans le cadre des opérations intégrées de développement (OID), six dossiers ont été présentés en 1985 : Ariège, Tarn, Aveyron, Limousin, Auvergne, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais.

La terminologie bruxelloise ne manque pas de ressources. Les nouveaux programmes d'intérêt communautaire (PIC) sont lancés, et, là aussi, l'occasion se manifeste d'une nouvelle démarche contractuelle. L'Aquitaine (pour les routes et la formation professionnelle) et le bassin industriel en déclin de Decazeville pourraient servir de première expérience. Enfin, Paris, qui a défini quinze pôles de conversion constituant les super-priorités de la DATAR, voudrait élargir, vis-à-vis de Bruxelles, la notion de zone de conversion méritant d'être soutenue fortement par les fonds européens (Fougères, Nantes, Saint-Nazaire,

Tarbes, Alès pourraient en bénéficier).

C'est pour coordonner les relations entre les régions et la Commission, et pour faciliter la coopération transfrontalière (notamment entre le bassin de Longwy, le Luxembourg et le sud-est de la Belgique) que le gouvernement a décidé de nommer au sein de la représentation permanente de la CEE, un délégué spécial, M. Verhaeghe, sous-préfet. A lui de veiller à ce que chaque région ne mène pas « derrière le dos de l'Etat » sa propre politique européenne.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) La France devrait recevoir de Bruxelles 1 milliard de francs environ par an pendant sept ans.

DEUXIEME ANNONCE CONCERNANT L'EXPLOITATION DES X^e JEUX MEDITERRANEEENS

L'ARAB ADVERTISING ORGANISATION recherche contacts avec organismes spécialisés et/ou agences de publicité intéressées pour l'exploitation des X^e Jeux méditerranéens qui doivent se dérouler à LATTAKIA, en septembre 1987.

L'exploitation comprendra les droits de distribution de la publicité du réseau télévisé, ainsi que le parrainage des programmes, la fabrication et les droits de vente des objets-souvenirs, et le droit d'utiliser le nom et le logo des Jeux.

Les parties intéressées sont priées de nous contacter au numéro télex 411923 SY dès que possible pour renseignements détaillés et conditions.

Date limite : 30 janvier 1986.

ARAB ADVERTISING ORGANISATION
28 Moutanabbi Str.
P.O. BOX 2842 - 3034
DAMAS SYRIE

LE JAPON INOUE ET DES NEGOCIATIONS COMMERCIALES AMERICANO-CANADIENNES

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, n'a pas caché son inquiétude sur la portée réelle des négociations commerciales américano-canadiennes pour un accord de libre-échange. Au cours de sa visite officielle à Ottawa, le 14 janvier, il a fait part à ses hôtes de sa crainte de voir les deux pays d'Amérique du Nord créer une sorte de forteresse de défense contre les importations de produits japonais. Ces négociations, dont le principe avait été arrêté par le président Ronald Reagan et le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, en mars 1985, pourraient débiter concrètement au printemps prochain.

Tout en reconnaissant que « le Japon ne peut pas survivre dans le commerce mondial s'il continue à accuser des excédents » trop importants, M. Nakasone a formulé le souhait de voir Washington et Ottawa se cantonner dans les règles strictes du GATT. Avant de quitter, le 15 janvier, le Canada, le premier ministre japonais a également abordé le thème du sommet des pays industriels, qui se réunira dans la capitale nipponne, du 4 au 6 mai 1986, pour souhaiter qu'il soit plus informel que le précédent « avec plus de tête-à-tête et moins de paperasserie ».

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Janvier 1986

EMPRUNT D'ETAT

deux formules

9,70% 9,80%
avec
Bons échangeables
et négociables

Remboursable : 13 décembre 1997 Remboursable : 30 décembre 1996

Taux actuariel : 10,20% Taux actuariel : 10,35%

Prix d'émission : 1933 F Prix d'émission : 1933 F

Echangeables dans certaines conditions
contre des obligations
à taux révisable annuellement

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 F
- Titres et bons d'échanges cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 F.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers auprès des comptables du trésor et des P.T.T., ou à vos guichets habituels.

ÉNERGIE

LA GRANDE-BRETAGNE ENGAGE DES DISCUSSIONS OFFICIELLES AVEC L'ARABIE SAOUDITE

Vers « un Yalta pétrolier » ?

Après trois ans de guerre larvée, l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne, deux des principaux acteurs de la scène pétrolière, ont apparemment décidé de s'asseoir à une table de négociation. Le ministre britannique de l'énergie rencontrera prochainement son homologue saoudien, M. Yamani, afin de « discuter des problèmes pétroliers et de la menace d'une baisse des prix », a révélé, mercredi 15 janvier le *Financial Times*, précisant que le principe de cette rencontre, dont la date n'a pas encore été fixée, avait été décidé la veille à Ryad, la capitale saoudienne, entre les ministres des affaires étrangères des deux pays.

L'annonce de cette rencontre devrait rassurer quelque peu les marchés pétroliers, où les cours du brut ont recommencé à glisser depuis une semaine, tombant pour certaines qualités comme le « Brent » britannique en dessous de 24 dollars par baril (contre plus de 30 dollars à la fin du mois de novembre dernier, et plus de 26 dollars à la fin de décembre).

L'amorce de discussions entre les premier et troisième exportateurs mondiaux de brut pourrait en effet changer considérablement la situation pétrolière internationale. Seul un accord entre les principaux producteurs peut actuellement permettre d'éviter une chute accentuée des prix, prévue par tous les analystes au cours du premier trimestre de cette année.

L'Arabie saoudite jouait depuis trois ans un rôle de producteur d'appoint du marché mondial en épongeant tout surplus de l'offre et défendant ainsi presque seule les prix. Elle a renoncé cet été à tenir ce rôle. Le royaume ne pouvait supporter de voir sa production réduite au quart de ses capacités et à un niveau inférieur, cet été, à celui de la Grande-Bretagne; ce d'autant que la baisse des cours du dollar aggravait la chute de ses revenus.

Ayant, en décembre, fait adopter cette nouvelle politique par ses douze partenaires de l'OPEP, l'Arabie saoudite a donc engagé de fait une épreuve de force avec les producteurs non membres de l'OPEP, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, principal concurrent avec l'URSS de l'Organisation sur les marchés américain et européen.

L'Arabie saoudite a depuis l'automne prouvé sa détermination à défendre désormais sa part du marché, quelles qu'en soient les conséquences sur les prix: elle a multiplié avec ses clients les accords dits de « valorisation » garantissant aux compagnies des prix conformes au marché au jour le jour, ce qui lui a permis de doubler son rythme d'extraction (de 2,4 millions de barils/jour au troisième trimestre à plus de 5 au début de janvier).

La guerre des parts de marché

Comme aucun des autres pays membres de l'OPEP n'a accepté de réduire sa propre production pour faire la place à Ryad, et que les pays non membres de l'OPEP ont également exclu a priori toute mesure permettant d'équilibrer le marché, la seule issue possible de cette « guerre des parts de marché » était jusqu'ici une baisse des cours, prévue au plus tard au printemps, lorsque la demande de brut faiblirait. En l'état actuel des prévisions, la production de l'OPEP et des autres pays producteurs devrait excéder d'un million 2 millions à 3 millions de barils/jour la demande à la fin du premier trimestre de 1986.

L'amorce des discussions entre la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite ouvre de nouvelles perspectives. Chacun des deux pays a en effet intérêt à s'entendre. La Grande-Bretagne souhaite éviter une baisse des prix, désastreuse pour son équilibre budgétaire et sa balance extérieure, et qui contraindrait d'ores et déjà le gouvernement de M^{rs} Thatcher à maintenir des taux d'intérêt excessifs pour soutenir la livre, pétromonnaie de plus en plus attaquée. L'Arabie saoudite cherche à obtenir la garantie que le royaume britannique ne tentera pas d'accroître encore sa production et sa part du marché, voire qu'elle acceptera de la réduire, afin de lui garantir un niveau de revenu acceptable. Il a de forts arguments, étant le seul pays, du fait de ses capacités de production, à pouvoir inonder le marché et compenser la baisse des prix par une hausse de production.

La Grande-Bretagne ira-t-elle jusqu'à ? Jusqu'ici Londres a tou-

jours répété qu'il n'accepterait jamais de coopérer clairement avec l'OPEP. Mais les circonstances lui laissent peu de marge de manœuvre. Le gouvernement britannique a toutefois précisé que ces discussions seraient « strictement bilatérales ». Reste à savoir également quelle sera l'attitude des autres producteurs de l'OPEP. La bagarre engagée depuis l'automne, se déroule non pas seulement entre l'OPEP et les pays non membres de l'OPEP, mais entre trois parties: l'Arabie saoudite, les producteurs n'appartenant pas à l'OPEP et les autres membres de l'Organisation, rappelle M. Joseph Stanislaw, consultant spécialisé de Cambridge Energy Associates. Exclue du « Yalta pétrolier » prévu entre Londres et Ryad, il n'est pas évident que les autres pays membres, dont certains, comme le Nigeria, sont dans des situations dramatiques, et d'autres, comme l'Irak et l'Iran en guerre, acceptent volontiers de se serrer à nouveau la ceinture pour équilibrer le marché et éviter la baisse des prix.

VÉRONIQUE MAURUS.

FINANCES

BOURSE DE PARIS

- une séance matinale en mars.
- un marché continu en juillet.

Lutter contre la concurrence de Londres en perspective de la grande réforme financière qui sera appliquée à la City en octobre 1986, c'est ainsi que le syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, a présenté, le mardi 14 janvier, les ambitions de la Bourse de Paris engagée, elle aussi, sur la voie d'une importante modernisation. Au cours des prochains mois et en attendant l'inauguration du futur Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) cette réforme des structures portera sur deux importantes innovations:

• la séance du matin: prévue pour mars prochain, vraisemblablement au début du mois, cette séance complémentaire permettra aux professionnels - et à leur clientèle - de bénéficier de cours actualisés par rapport aux événements qui se seront produits la veille au soir ou dans la matinée. Elle se déroulera chaque jour ouvrable, de 9 h 30 à 11 heures, au quatrième étage du palais de la Bourse sur un groupe « à la criée » et à partir d'un échantillon de cinquante actions de sociétés françaises les plus actives du marché à règlement mensuel.

Cette création d'une séance du matin, avec pour objet de faciliter la négociation des « blocs » (gros paquets de titres), les transactions ne portant toutefois que sur des négociations fermes (à l'exclusion des

contrats conditionnels), prélude à un élargissement progressif de la durée de la séance officielle. Traditionnellement fixée de 12 h 30 à 14 h 30, celle-ci verrait son ouverture progressivement avancée à 12 heures dès juillet prochain, puis à 11 h 30, alors que la clôture serait retardée dans un premier temps à 15 heures, puis au-delà. L'objectif est d'aligner le marché parisien, par étapes, sur les horaires pratiqués sur le MATIF puis sur le marché continu dont le démarrage est prévu pour juillet 1986.

• le marché continu: il s'agit de permettre au personnel (des charges d'agents de change) d'effectuer des cotations boursières de 10 heures à 17 heures, sans interruption, grâce à l'utilisation d'un système d'assistance à la cotation informatique branché sur le réseau CATS (Computer Assisted Trading System) qui fonctionne depuis 1977 à la Bourse de Toronto et avec lequel la Chambre syndicale a conclu un accord technique. Ce système informatique, qui ne concerne que les seules actions, reposera d'abord sur cinq sociétés « moyennes grandes », de la cote avec une montée en régime jusqu'à cinquante actions au cours de sa première année d'exercice (juillet 1986-juillet 1987).

S. M.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + best	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	7,580	+ 46	+ 80	+ 110
Scm	5,766	+ 52	+ 118	+ 86
Yen (100)	3,727	+ 57	+ 115	+ 136
DM	3,861	+ 108	+ 283	+ 222
Fluor	2,722	+ 70	+ 134	+ 149
F.R. (100)	15,018	+ 218	+ 420	+ 258
F.S.	3,621	+ 142	+ 274	+ 297
L. (100)	4,898	+ 327	+ 630	+ 561
E	10,825	+ 390	+ 728	+ 647

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
DM	4 3/8	4 5/8	4 7/8	5 1/8	5 3/8	5 5/8	5 7/8	6 1/8
Fluor	5 5/8	5 7/8	5 9/8	6 1/8	6 3/8	6 5/8	6 7/8	7 1/8
F.R. (100)	9	10	11 1/8	12 1/8	13 1/8	14 1/8	15 1/8	16 1/8
F.S.	3 7/8	4 1/8	4 3/8	4 5/8	4 7/8	5 1/8	5 3/8	5 5/8
L. (100)	13	15	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2
E	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2
C. franc	8 1/2	8 3/4	8 5/4	9 1/4	9 3/4	9 5/4	10 1/4	10 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Situation du Crédit Lyonnais

au 03 décembre 1985

La situation au 3 décembre 1985 s'établit à 767 659 millions contre 736 211 millions au 5 novembre 1985. Au passif, les comptes d'Institutions d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 40 077 millions de francs et les comptes d'Institutions Financières à 283 584 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 253 383 millions de francs. A l'actif, les comptes d'Institutions Financières s'élèvent à 294 523 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 261 213 millions de francs et les comptes courants débiteurs de la Clientèle à 32 883 millions de francs.

Européennes: Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.

CREDIT LYONNAIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV du Crédit Lyonnais: une épargne à vos mesures.

LION INSTITUTIONNELS

Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 7 janvier 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 7 janvier 1986 sous la présidence de M. Roger HERNANDEZ a approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985. Réserve distribuable: F 52 550 004,60. Réserve globale par action: F 2 526,52, composé d'un dividende net de F 2 421,21 et d'un impôt déjà payé au Trésor (Crédit d'impôt) de F 107,71. L'Assemblée Générale a ratifié la décision du Conseil d'Administration du 28 février 1985 de transférer le siège social de la Société au 168 rue de Rivoli - 75001 PARIS.

CREDIT LYONNAIS

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société par Actions avec Siège à Milan - Capital social Lires 420.000.000.000 entièrement versé - Réserve légale Lires 104.000.000.000 - Banque d'intérêt national - Enregistrée au n° 2774 du Registre des sociétés - Tribunal de Milan - Code fiscal n° 0123270157

Augmentation de Capital par apports en Numéraire

de Lires 420.000.000.000 à Lires 630.000.000.000

En exécution de la délibération de l'Assemblée extraordinaire des actionnaires du 30 septembre 1985 à Milan, homologuée et inscrite conformément à la loi, à partir du 17 janvier 1986, aura lieu l'augmentation du capital social de Lires 420 milliards à Lires 630 milliards par l'émission de n° 42.000.000 nouvelles actions de Lires 5.000 valeur nominale, jouissance à compter du 1^{er} janvier 1986, offertes en option aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes de Lires 5.000 nominal, contre paiement, au moment de la souscription en un seul versement, d'un montant de Lires 10.000 par action, dont Lires 5.000 à titre de prime d'émission.

Les actionnaires qui désirent exercer le droit d'option qui leur est réservé devront présenter la demande de souscription à tout guichet de la Banca Commerciale Italiana, ou à l'un des guichets sous-indiqués, du 17 janvier 1986 jusqu'au 17 février 1986 inclusivement en joignant à la demande le coupon n° 22 - qui incorpore le droit d'option - détaché des vieilles actions possédées et en versant simultanément le montant de Lires 10.000 pour chaque nouvelle action souscrite.

Pour les actionnaires résidents à l'étranger, le droit d'option devra être exercé dans le délai susdit, exclusivement auprès du siège de Milan de la Banca Commerciale Italiana.

Après le 17 février 1986, l'actionnaire qui n'aura pas exercé l'option perdra tout droit à souscription. Les droits d'option non exercés dans les délais seront offerts à la Bourse de Milan pendant cinq séances consécutives, au cours de mars prochain, conformément à l'art. 2441 du Code Civil.

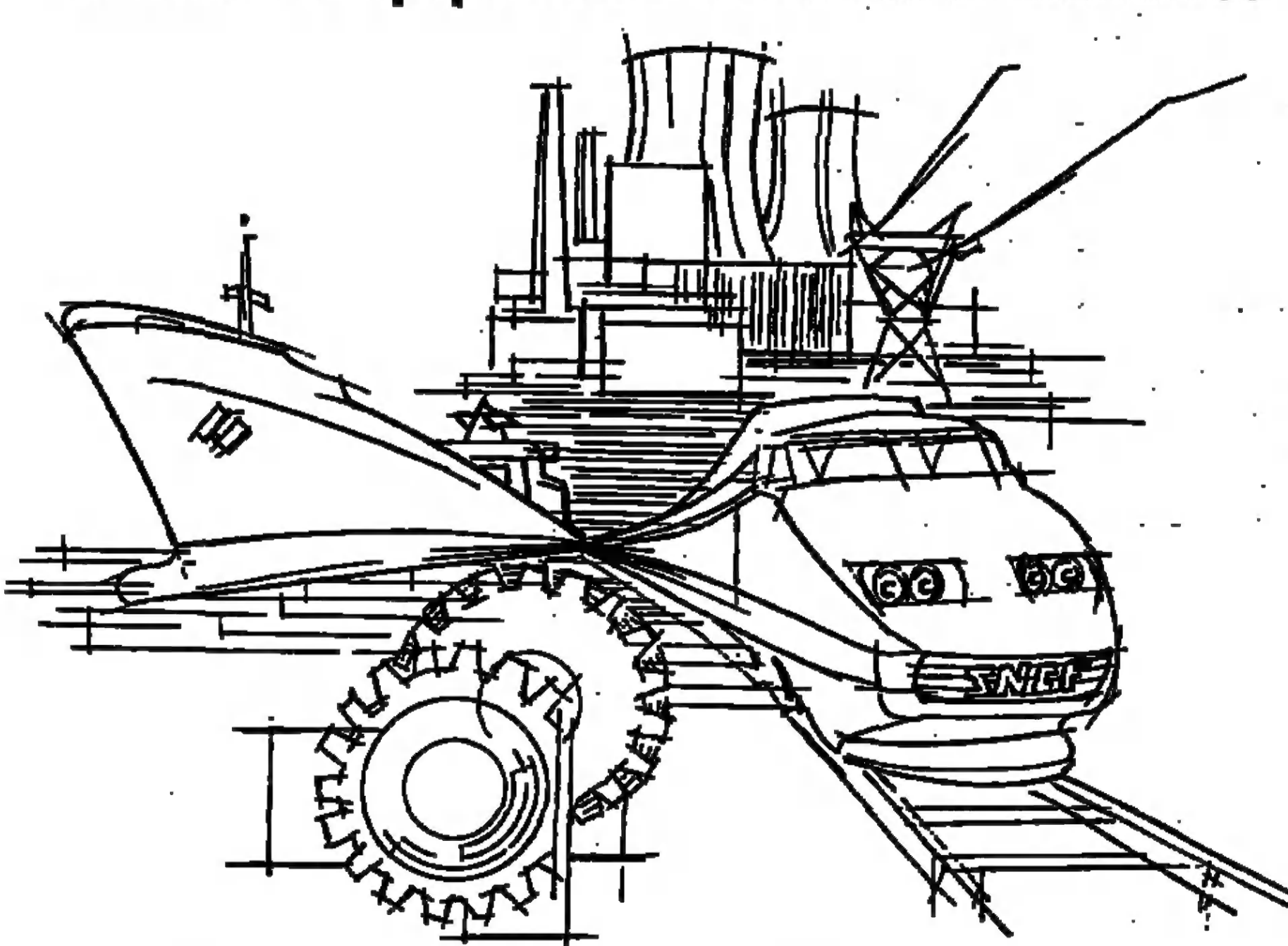
Souscription auprès de:

Banca Commerciale Italiana - Credito Italiano - Banco di Roma - Banco di Santo Spirito - Banca Nazionale del Lavoro - Banco di Sicilia - Istituto Bancario San Paolo di Torino - Monte dei Paschi di Siena - Banco di Sardegna - Banco di Napoli - Monte Titoli.

p. le Conseil d'Administration
Le Président

ALSTHOM

1^{er} exportateur français de biens d'équipements terrestres et maritimes



augmentation de capital

Emission de 3 241 643 actions nouvelles de F 50 nominal

Prix d'émission: F 300 par action - Jouissance: 1^{er} juillet 1985.

Droit de souscription: réservé par préférence aux anciens actionnaires, à titre irréductible seulement;

• 1 action nouvelle pour 4 actions anciennes;

• ce droit est négociable en bourse.

Délai de souscription: du 6 janvier au 6 février 1986 inclus.

BALD du 30 décembre 1985. Une note d'information (voir COB n° 86-422 du 20 décembre 1985) est disponible sans frais auprès des guichets chargés de recevoir les souscriptions, et auprès de la société (siège social: 33, avenue Kléber - 75795 Paris cedex 16).



ALSTHOM
Energie Transport Industrie

MARCHÉS

PARIS

Cotations reprenant les 3 000 F

	15/01	14/01	13/01
SE-IL	7,580	7,580	7,580
Scm	5,766	5,766	5,766
Yen (100)	3,727	3,727	3,727
DM	3,861	3,861	3,861
Fluor	2,722	2,722	2,722
F.R. (100)	15,018	15,018	15,018
F.S.	3,621	3,621	3,621
L. (100)	4,898	4,898	4,898
E	10,825	10,825	10,825

AUTOUR DE LA CO

	15/01	14/01	13/01
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4
DM	4 3/8	4 5/8	4 7/8
Fluor	5 5/8	5 7/8	5 9/8
F.R. (100)	9	10	11 1/8
F.S.	3 7/8	4 1/8	4 3/8
L. (100)	13	15	16 1/2
E	11 1/2	12 1/2	13 1/2
C. franc	8 1/2	8 3/4	8 5/4

	15/01	14/01	13/01
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4
DM	4 3/8	4 5/8	4 7/8
Fluor	5 5/8	5 7/8	5 9/8
F.R. (100)	9	10	11 1/8
F.S.	3 7/8	4 1/8	4 3/8
L. (100)	13	15	16 1/2
E	11 1/2	12 1/2	13 1/2
C. franc	8 1/2	8 3/4	8 5/4

مكتبة جامعة القاهرة

الأسواق المالية

MARCHÉS FINANCIERS

DE PARIS
finale en mars
finu en juillet

Le marché financier parisien a été marqué par la tenue de la séance de la Bourse de Paris, qui a débuté à 9 heures et s'est terminée à 17 heures. Les investisseurs ont été attentifs aux annonces de la Banque mondiale et aux perspectives de croissance de l'économie française. Les cours ont évolué de manière volatile, avec une clôture en hausse pour la plupart des indices.

ERS DES SOCIÉTÉS
L'assemblée générale de la Société Générale a eu lieu hier à Paris. Les actionnaires ont approuvé le bilan de l'exercice 1985, qui a été jugé satisfaisant. Les dividendes ont été versés aux actionnaires.

HYLYONNAIS
Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

PARIS 14 janvier

Carrefour repasse les 3 000 F

Après s'être à nouveau purgée, la Bourse de Paris affichait mardi une tendance à la baisse. Les investisseurs ont été attentifs aux annonces de la Banque mondiale et aux perspectives de croissance de l'économie française. Les cours ont évolué de manière volatile, avec une clôture en hausse pour la plupart des indices.

Le bilan de la journée est toutefois resté positif. Sur 2 017 valeurs traitées, 936 ont monté, 652 ont baissé et 422 n'ont pas varié. Le CAC 40 a terminé à 3 000,5 points, en hausse de 15,5 points par rapport à la veille.

Le marché obligataire s'est remis à tourner rond avec un retour de l'intérêt sur tous les types de produits. L'emprunt d'Etat se place, paraît-il, très bien.

Effacement de l'or, à Londres avec l'once à 338,80 dollars (-0,6 dollar), à Paris avec le lingot à 833 000 F (-150 F). Fermeté du napoléon à 536 F (après 532 F) contre 529 F.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

NEW-YORK 14 janvier

Irregulier

Wall Street se remet lentement du coup sévère que lui avait porté la semaine passée. Les investisseurs ont été attentifs aux annonces de la Banque mondiale et aux perspectives de croissance de l'économie américaine. Les cours ont évolué de manière volatile, avec une clôture en hausse pour la plupart des indices.

Le bilan de la journée est toutefois resté positif. Sur 2 017 valeurs traitées, 936 ont monté, 652 ont baissé et 422 n'ont pas varié. Le Dow Jones a terminé à 2 800,5 points, en hausse de 15,5 points par rapport à la veille.

Le marché obligataire s'est remis à tourner rond avec un retour de l'intérêt sur tous les types de produits. L'emprunt d'Etat se place, paraît-il, très bien.

Effacement de l'or, à Londres avec l'once à 338,80 dollars (-0,6 dollar), à Paris avec le lingot à 833 000 F (-150 F). Fermeté du napoléon à 536 F (après 532 F) contre 529 F.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale de Navigation Maritime a décidé de modifier les tarifs de transport pour l'exercice 1986. Les nouvelles tarifs entreront en vigueur à partir du 1er février.

BOURSE DE PARIS Comptant 14 JANVIER

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
5% 1975	31 80	0 871	Forger Strasbourg	336	364	Unifail S.A.D.	440	440	Hayeswell Inc.	520	548	Cap Gemini Supert	1420	1385
5% 1976	60	0 787	Forner	1120	1140	Unibail	781	808	Hoogwerf	220	220	C.D.M.E.	740	730
5% 1977	101	1 373	Forneille	37 50	98	Unifail	148	142	L.I. Industries	259	284	C. Equip. Electr.	301	312
5% 1978	7830		France I.A.R.D.	410	476 40	U.I.A.P.	1928	1938	L.A.C. Colson R.V.	62	221	C. Equip. Forestier	31	129
5% 1979	121 80	71	France I.A.R.	5080	4677	U.I.A.P. (M)	1010	980	L.A.C. Colson R.V.	62	221	C. Equip. Forestier	31	129
5% 1980	98 40	5 021	France I.A.R.	5080	4677	U.I.A.P. (M)	1010	980	L.A.C. Colson R.V.	62	221	C. Equip. Forestier	31	129
5% 1981	98 50	78/85	GAN	9600	9600	Unifail	8 75	8 75	Unifail	610		C. Equip. Forestier	1590	1590
5% 1982	101	3 336	Gan	2775		Unifail	1220	1300	Unifail	250	21 80	C. Equip. Forestier	865	808
5% 1983	108	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1984	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1985	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1986	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1987	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1988	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1989	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1990	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1991	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1992	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1993	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1994	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1995	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1996	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1997	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1998	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 1999	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2000	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2001	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2002	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2003	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2004	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2005	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2006	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2007	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2008	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2009	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2010	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2011	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2012	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2013	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2014	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2015	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2016	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2017	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2018	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2019	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2020	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2021	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2022	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2023	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2024	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2025	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2026	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2027	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2028	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2029	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2030	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2031	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2032	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2033	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2034	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2035	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2036	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2037	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2038	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2039	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2040	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2041	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2042	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2043	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2044	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2045	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2046	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2047	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2048	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2049	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2050	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2051	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2052	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2053	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2054	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2055	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2056	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2057	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2058	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2059	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2060	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2061	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2062	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2063	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401	Unifail	51 80	40	C. Equip. Forestier	127	130
5% 2064	108 13	3 410	Gan	2000	2010	Unifail	1410	401						

Le Monde

En Ethiopie

7 000 CHRÉTIENS ENVIRON SÉRAIENT EMPRISONNÉS

Environ 7 000 chrétiens, dont 200 prêtres, seraient emprisonnés en Ethiopie, selon le dernier bulletin de l'AFS (African Press Service), écrit par l'Eglise protestante de Nairobi. C'est un responsable de l'association religieuse internationale Open Doors, qui a effectué récemment un séjour en Ethiopie, APS indique que la persécution des chrétiens a débuté en 1977 et s'est faite partie d'un plan du régime d'Addis-Abeba pour « éradiquer le christianisme », qui constitue une composante de la vie éthiopienne depuis mille six cents ans.

APS précise que certains des détenus ont été incarcérés pour leur appartenance à des mouvements politiques clandestins ou à des organisations de « rebelles », sans invoquer leur activité de chrétien, et indique que la répression en cours frappe particulièrement les Eglises évangéliques et luthériennes.

Dans l'ouest du pays, 80 % des lieux de culte des Eglises luthériennes Mekane Yesus, qui rassemblent plus d'un million de fidèles, ont été fermés par les autorités. Sur un total de mille cinq cents lieux de culte, cinq cents ont été réquisitionnés pour servir de lieux de réunions politiques. (AFP.)

MORT DU CHEF D'ORCHESTRE FERNAND OUBRADOUS

Le chef d'orchestre Fernand Oubradous est mort le 9 janvier à Saint-Mandé. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Fernand Oubradous était un agent actif de la vie musicale, sympathique et pittoresque, primé comme l'instrument qu'il a longtemps illustré avec un grand talent, le basson.

Né à Paris le 15 février 1903, il entra au Conservatoire à treize ans, étudia le piano et la direction d'orchestre et remporta en 1923 un premier prix de basson fort brillant. Directeur de la musique au Théâtre de l'Atelier de 1925 à 1930, il fonda le Trio d'anches de Paris et fut le basson solo de l'Opéra de Paris et de la Société des concerts du Conservatoire.

Mais il se sentait une âme de chef et prit en 1940 la direction de la Société des instruments à vent, qui devint l'Association des concerts de chambre de Paris, à laquelle il adjoint plus tard son nom. Avec cet ensemble, qui donnait des concerts tous les dimanches, il a fait couragement d'innombrables créations.

Professeurs au Mozarteum de Salzbourg de 1954 à 1958, il fonda ensuite sur le même modèle l'Académie internationale d'été de Nice, qui a permis à de nombreux artistes de poursuivre leur formation dans un climat chaleureux.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

MERCREDI 15 JANVIER
Allé « le Monde »
Le Tournoi des cinq nations
LES CHANCES
DU XV DE FRANCE
avec JEAN-JACQUES BOZONNET
et FRANÇOIS KOCH

JEUDI 16 JANVIER
Allé « le Monde »
MAURICE DRUON
de l'Académie française
avec PHILIPPE BOUCHER

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 15 janvier 1986
a été tiré à 453 538 exemplaires

A B C D E F G

SELON DES MILIEUX PARLEMENTAIRES ET GOUVERNEMENTAUX

M. Reagan souhaite accorder une aide militaire ouverte aux « contras » du Nicaragua

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan envisage de demander au Congrès l'octroi à la guerre antisandiniste d'une aide militaire de 25 à 30 millions de dollars, indiquait-on officiellement, le mardi 14 janvier, dans les milieux parlementaires et gouvernementaux américains.

Bien que le porte-parole de la Maison Blanche se soit refusé à les confirmer, ces informations paraissent d'autant plus crédibles que l'élaboration du gouvernement en place à Managua demeure l'un des objectifs prioritaires de M. Reagan, dont le secrétaire à la Défense affirmait, ce même mardi, que les Etats-Unis se doivent d'aider ceux qui « souhaitent rester libres ». Sauf à « trahir » leurs propres aspirations, a déclaré M. Weinberger — qui inaugura une conférence sur « les conflits d'intensité faible » à laquelle doit également s'adresser M. Shultz, secrétaire d'Etat — les Américains ne sauraient ignorer les aspirations du Nicaragua, de l'Afghanistan, de l'Angola, du Cambodge et des autres pays qui « se tournent vers eux ».

Les forces antisandinistes ont déjà bénéficié, entre 1981 et 1984, de quelque 80 millions de dollars d'aide militaire américaine distribuée par la CIA à partir du territoire hondurien. Cette aide était toutefois — en théorie au moins — secrète, et le Congrès y avait mis, un terme il y a deux ans après le scandale

qu'avaient suscité à Washington et dans le monde les opérations de minage des ports nicaraguayens.

L'année dernière encore, les parlementaires avaient refusé de débiter, pour l'année fiscale en cours, tout crédit militaire en faveur des « contras » et ne leur avaient accordé, après un long débat, qu'un soutien civil de 27 millions de dollars. Si les intentions qui lui sont prêtées sont exactes, M. Reagan voudrait obtenir le maintien et l'élargissement de ces crédits « humanitaires » en plus de l'aide militaire « ouverte » qu'il espère faire approuver par le Congrès.

Le casse-tête budgétaire

Cette ambition n'est pas a priori déraisonnable, tant l'impopularité du régime sandiniste a cru, depuis un an, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants. A défaut d'objections politiques déterminantes, le Congrès pourrait toutefois, cette année, opposer à M. Reagan des arguments financiers de poids, puisqu'une loi votée en décembre dernier fait désormais, sous peine de coupes automatiques, obligation au législatif et à l'exécutif d'éliminer le déficit budgétaire d'ici à 1991.

Dès le 1^{er} mars prochain, le budget de l'année fiscale 1986 (qui s'est ouverte le 1^{er} octobre dernier) devrait ainsi être réduit de 4,3 % pour les dépenses civiles et de 4,9 % pour celles du Pentagone, soit près de

12 milliards de dollars en tout, pour un déficit de 220 milliards. Cette nécessité pose des problèmes quasi insolubles dans toutes les administrations, qui se doivent de répartir la pénurie de crédits, mais c'est encore au département d'Etat que le casse-tête est le plus sérieux, car aucun des pays amis recevant une aide américaine n'est disposé à la laisser diminuer sans protester.

Or si certains Etats ont peu de moyens de pression sur Washington, d'autres en ont d'importants, soit parce qu'ils abritent des bases américaines sur leur territoire, soit parce qu'ils peuvent faire valoir le danger politique qu'encourraient les Etats-Unis à les défaire. Ainsi, on s'attendait que l'Egypte refuse de laisser amputer l'aide qui lui a été promise, en arguant de ce qu'Israël a, quant à lui, déjà reçu — comme c'est la tradition depuis plusieurs années — la totalité des crédits qui lui avaient été alloués et va donc échapper à la rigueur.

Céder aux futures pressions égyptiennes, si justifiées soient-elles, ne manqueraient cependant pas d'en susciter de tout aussi légitimes de la part de la Tunisie, du Maroc ou de la Jordanie, que Washington n'aurait aucune raison de vouloir mettre en difficulté. Les batailles vont être sévères, et il n'est pas encore prouvé qu'il restera, au bout du compte, autant de millions pour les « contras » qu'on le souhaiterait à la Maison Blanche.

BERNARD GUETTA.

DÉFIANT LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

Une personnalité américano-arabe va se rendre en Libye

New-York. (AFP). — Une personnalité américano-arabe, M. M. T. Mehdi, a déclaré, mardi 14 janvier, lors d'une conférence de presse qu'elle avait l'intention de ne pas observer le décret interdisant aux citoyens américains de séjourner en Libye, dont il a contesté la constitutionnalité.

M. Mehdi, qui est président du Comité pour les relations américano-arabes, se rendra en Libye samedi 18 janvier via Rome pour y rencontrer le colonel Kadhafi, au début de la semaine prochaine. Il a l'intention de séjourner en Libye une quinzaine de jours. M. Mehdi a ajouté qu'il avait aussi l'intention de rencontrer les ressortissants américains séjournant en Libye « pour leur dire de ne pas avoir peur du président Reagan ».

M. Mehdi, qui a enseigné le droit constitutionnel à l'université de Berkeley (Californie) est d'origine irakienne. Il a déclaré que le décret du président Reagan était « déraisonnable, absurde et, comme tel,

inconstitutionnel », et a annoncé son intention de l'attaquer pour ce motif, devant les tribunaux américains.

Incident aérien

M. Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense, a confirmé dans la soirée de mardi, que deux avions libyens s'étaient approchés, lundi, sans toutefois le menacer, d'un appareil américain survolant la Méditerranée. Il a estimé que cet incident n'avait « rien d'extraordinaire ». Selon le département de la Défense, l'avion, un appareil de reconnaissance EA-3 basé sur le porte-avions Coral Sea, a été approché par deux Mig-25 libyens au-dessus de la « partie centrale de la Méditerranée ».

De sources proches du Pentagone, on indiquait mardi que les porte-avions Saratoga et cin navires d'escorte, rappelés dans la région « à cause de la tension avec la Libye », devaient pénétrer en Méditerranée mercredi.

NOUVELLES BRÈVES

battu son compatriote Rafael Vaganian dans la deuxième et la troisième parties de leur match qui en comporte dix.

● Les associés de Jacques Perrot partie civile. — Les trois associés de Jacques Perrot, assassiné à Paris le 27 décembre 1985, ont été entendus par l'intermédiaire d'un de leurs confrères, M. Jean Veil, M. Dominique Tisseray, P. de la Garanderie, Guillaume Marçais et Georges Jourde ont affirmé que l'assassinat de Jacques Perrot leur

cause un préjudice justifiant qu'ils soient tenus au courant de l'enquête et leur permettant de demander éventuellement des réparations.

● M. Jean-Marie Villemin reste en prison. — M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Epinal (Vosges), a rejeté mardi 14 janvier une demande de mise en liberté présentée par les avocats de M. Jean-Marie Villemin détenu depuis dix mois pour l'assassinat de son cousin, M. Bernard Laroché, soupçonné, un temps, du meurtre du fils de M. Villemin, Grégory.

Sur le vif

Calamités

Savez-vous qu'en France le premier ministre est indéboulonnable ? S'il se plaît à Matignon, s'il veut rester, personne ne peut l'obliger à s'en aller. Si, si, je vous jure, c'est Giscard qui l'a dit. Moi, ça m'a quand même un peu étonné. Ce matin, je dégringole au service politique et je leur demande :

— D'où il tire ça Giscard ?

— De l'article 8 de la Constitution. Tenez, regardez, c'est marqué : fait qu'il donne sa démission, le premier ministre pour que le président mette fin à ses fonctions.

— Alors, s'il le donne pas...

— Ben, il reste là.

Domage qu'il ne l'ait pas lu, la Constitution, Debré, Pompidou, Chaban, Mauroy et les autres, dites donc ! S'ils avaient su... Le prochain, en tout cas, vous pouvez être sûr qu'il ne va pas se laisser déboulonner comme ça. Son gouvernement, il va le bouclonner à mort, l'indéboulonnable. Il va faire comme ses prédécesseurs. Il va distribuer des portefeuilles qui auront de la gueule, du chic, un look dans le vent. Le temps libre, la solidarité, la mer, la qualité de la vie, tout ça, c'est un peu rapé.

Moi, j'ai des idées. Ramenez, il y en a une qui n'est pas de moi. Je l'ai piquée dans un

journal gabonais. L'Union, il s'appelle. Parmi les nouveaux ministres nommés par Bongo, il y en a un, le général Barthélémy M'Elia, qui est chargé de l'immigration et des calamités naturelles. On aurait pu y penser plus tôt, nous ! C'est un truc tout indiqué pour Le Pen. Il y sera peut-être au gouvernement. Le Pen, sait-on jamais. Le Pen en tandem avec un secrétaire d'Etat. Tenez, regardez, c'est marqué : fait qu'il donne sa démission, le premier ministre pour que le président mette fin à ses fonctions.

Je suggère aussi un ministre des fermes, de l'accouchement sans douleur et des petits rats de l'Opéra. Un ministre de la pré-traiterie, des croûtes de chien et de Paris-Dakar. Et, enfin, ça, ça me paraît indispensable, un ministre des droits du politicien. C'est vrai, ils sont de plus en plus nombreux. Va falloir les défendre, les aider à trouver des mandats, à dégoter des faux-frais et à défrayer des logements un peu lambrisés, un peu tapageux. On est toujours là à créer au scandale. Et l'antiparlementarisme rampant dont ils sont victimes, ces pauvres gens ? C'est pas du racisme, ça !

CLAUDE SARRAUTE.

LA RESTRUCTURATION DU TÉLÉPHONE

La CGCT se rapproche de Matra

Le groupe nationalisé CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) va se rapprocher de Matra. Cette opération, qui s'inscrit dans la restructuration du téléphone français, va se réaliser au travers de la séparation au sein de la CGCT des activités de télécommunications publiques (les centraux destinées aux PTT) pour lesquelles des négociations sont engagées avec ATT-Philips, et des télécommunications privées (centraux d'entreprises, terminaux...). Les deux branches seront filiales de Matra et entrera au capital de la filiale dans les télécommunications privées avec une part minoritaire dans une première étape.

M. Claude Vincent, PDG de la CGCT, devait annoncer ce rapprochement à son comité central d'entreprise, convoqué ce mercredi 15 janvier, en même temps qu'un plan social visant à supprimer 1 300 emplois du groupe qui compte 7 000 salariés.

Rachetée à ITT en 1982, la CGCT s'est trouvée coupée des liens qu'elle entretenait depuis des décennies avec sa maison mère américaine. La compagnie, malgré des aides de l'Etat, devait trouver un partenaire pour assurer son avenir de façon définitive.

M. Vincent s'était tourné vers le suédois Ericsson pour un accord global mais le projet entre l'autre groupe nationalisé CGE et ATT dans la téléphonie publique, examiné par les pouvoirs publics, l'obligeait à regarder du côté de son autre partenaire. Ce projet soit ou non avaisé par le gouvernement, il laisse de côté l'activité de téléphonie privée. Il fallait donc trouver un second partenaire dans ce domaine, ce qui implicitement signifiait la partition de la CGCT en deux.

Philips, alors approché, s'est récusé et M. Vincent a entamé des

négociations avec les Français, tout en ne cachant pas qu'il regrette de ne pouvoir signer avec Ericsson un accord qui aurait évité le démantèlement de son groupe.

Les PTT, de leur côté, souhaitent profiter de l'occasion pour restructurer l'industrie française de la téléphonie privée surcapacitaire et trop peu internationalisée. Deux candidats étaient sur les rangs : Jeumont-Schneider (JS) et Matra. Ce dernier a donc été plus habile. Matra-communications avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs et 2 750 personnes fait aussi face à des difficultés. Après des pertes, l'équilibre devrait néanmoins être atteint en 1985. Mais l'avenir restait incertain faute d'une taille suffisante. Avec la CGCT, et avec le soutien des pouvoirs publics, M. Lagardère espère l'atteindre.

E.-L. B.

M^{me} YVETTE CHASSAGNE A DÉMISSIONNÉ DU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

M^{me} Yvette Chassagne a démissionné de son poste de présidente du conseil d'administration du Carrefour international de la communication (CIC). Nommée à cette fonction le 3 décembre 1984, M^{me} Chassagne, conseillère-maître à la Cour des comptes depuis 1979, est présidente de l'UAP (Union des assurances de Paris) depuis juin 1984. Elle avait déposé sa démission à la mi-décembre, mais on se refusait (et on se refuse toujours) à la confirmer au CIC. Il semble que des difficultés aient surgi au sein même du conseil d'administration, mais surtout entre la présidente et le directeur général, M. Jean-Hervé Lorenz.

Plusieurs noms circulaient déjà à propos de la succession de M^{me} Chassagne : ceux de M. Georges Filloud, de M. Jean-Claude Hébert, de M^{me} Jacqueline Baudrier, mais aussi celui de M. Joseph Belmont (architecte, ancien président de l'Etatement public de la Défense).

(Publié)

9Mach. écritre poche (?) chez Duriez

Canon, Casio, Brother... EXTRA PLATES (— 5 cm E d'épaisseur) poids plume (— 3 kg) • Très simples ou sophistiquées • Calculatrices • Affichent sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 14.000 caractères, 10 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou fil • Imprimantes terminal d'ordinateur • Imprimant par téléphone • Ecritures qualité imprimée • 1440 à 4600 F tic. Duriez, 112 et 132, bd Saint-Germain, M^o Odéon.

Jack

Solde Hommes

97, Champs-Élysées

avant travaux

Balenea

maroquinier-styliste
74, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

SOLDE SACS, CEINTURES, ARTICLES CADEAUX

Le sac ci-contre, valeur 2.500 F est vendu 1.500 F.

Autres exemples : sacs à main 1.500 F (2.700 F) ceintures en box 200 F (500 F) et nombreuses autres dénichées importantes.

SOLDE 50%

JUSQU'À

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 28 années d'expérience Une visite s'impose 208, avenue du Maine, Paris (14^e) 45-40-57-40 - M^o Aléa

Le plan mirifique de Gorbatchev

Le plan mirifique de Gorbatchev... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le plan mirifique de Gorbatchev... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le plan mirifique de Gorbatchev... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Le plan mirifique de Gorbatchev... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)